

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE ET FISCAL DES TABACS EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 10 Juin 1909, à 2 h. 1/2

PAR

DEMÉTRIU N. D.

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur
Suffragants { MM. JACQUELIN, professeur
HITIER, agrégé

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE ET FISCAL

DES
TABACS EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 10 Juin 1909, à 2 h.1/2

PAR

DEMÉTRIU N. D.

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur

Suffragants { *MM. JACQUELIN, professeur*
HITIER, agrégé



PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1909

*En présentant cet ouvrage je tiens à rendre
un pieux hommage à la mémoire de mon père
et à exprimer à ma mère, mon oncle et mon
frère mes sentiments de gratitude pour la bien-
veillance dont ils m'ont entouré.*

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE ET FISCAL DES TABACS EN ROUMANIE

PREMIERE PARTIE

Régimes passés

CHAPITRE I

NOTIONS SUR LE RÉGIME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ANTÉRIEUR A 1864

Selon toute vraisemblance, le tabac fut introduit en Roumanie à la même époque qu'en Turquie, vers le xvii^e siècle. Tous les écrivains qui ont décrit notre pays nous parlent de l'habitude qu'on y a de fumer. Ainsi Del Chiaro qui l'a visité vers 1709 relate que les habitants se retirent après les repas dans des chambres spéciales pour fumer et boire des liqueurs (1). Cette habitude fut un effet de l'influence turque, car les deux provinces roumaines étaient à cette époque sous la domination des Turcs : la preuve en est que pour désigner

(1) Antonio Maria Del Chiaro, *Istoria delle moderne rivoluzioni della Valachia*.

le tabac on se sert de l'expression « tutun » qui est d'origine turque ; témoin aussi l'habitude qui existait de fumer dans de longues pipes qu'on appelle « ciubuc » (même expression qu'en Turquie). Il y a même certains endroits où on dit : Je bois du tabac (beau tiutiun) expression tout à fait turque.

Cette habitude fut répandue d'abord dans la classe supérieure de la société et parmi les soldats, mais bientôt le peuple y trouva un grand plaisir, ce qui détermina une augmentation dans la vente du tabac.

Andréas Wolf dit, en 1805, qu'on cultivait beaucoup de tabac en Moldavie et que tous les hommes sans exception fumaient et prisaient à outrance. J'ai vu aussi des femmes, surtout des Grecques et des tziganes fumer. Les femmes de Moldavie n'ont pas l'habitude de fumer et se moquent de celles de Constantinople qui font de leur bouche une cheminée (1).

Comme dans d'autres pays, les prêtres s'élevèrent contre l'usage du tabac et l'église grecque considéra cet usage comme un péché. Les prêtres appelèrent le tabac « la plante du diable » et l'action de fumer « l'œuvre du diable », soutenant, d'après la bible, que « tout ce qui sort de la bouche est impur ».

Malgré cette aversion inspirée par le tabac, dans notre pays on n'a jamais édicté ni conçu des pénalités contre les fumeurs comme dans d'autres pays :

En Turquie, sous Mahomet IV, on pendait les fumeurs après

(1) Busuiocescu D, *Das tabakmonopol in Rumanien*, p. 20.

leur avoir attaché au tour du cou un rouleau de tabac et percé le nez avec une pipe.

En Perse, Abbas IV faisait couper le nez et la lèvre inférieure à ceux qui faisaient usage du tabac.

De même le tabac fut proscrit en Russie par le tzar Michel Féodorowitch à la suite d'un incendie qui éclata à Moscou et qu'on prétendait avoir été causé par un fumeur.

Le pape Urbain VIII dans la Bulle de 1642 menaça d'excommunication ceux qui se servaient du tabac sous les portiques, dans les lieux saints, et pendant le temps consacré aux offices.

Malgré les édits, les ordonnances et les châtiments, l'usage du tabac se répandit très vite, et on peut s'imaginer avec quelle rapidité cet usage dut se répandre dans les pays tels que les nôtres où il n'existait pas de pareilles entraves.

L'usage du tabac une fois introduit, on se mit bientôt à le cultiver, car si la noblesse pouvait fumer du tabac étranger, la population pauvre devait s'en priver à cause du prix. En général, la culture se répandit très vite. Del Chiaro dit que le tabac se cultivait en grande quantité mais qu'il était d'une qualité inférieure. Peyssonnel, consul de France en Crimée, qui a visité notre pays en 1759, nous dit, dans son ouvrage : *Traité sur le Commerce de la mer Noire* que le tabac était cultivé en grande quantité et qu'on le vendait huit aspri (1 fr. 76) l'oka (1 kg. 271). De même le général Bauer *Mémoire historique et géographique sur la Valachie*, Francfort, 1779 nous parle de la culture de cette plante. Raicewich (1789) dit : « Le tabac vient bien, il est vrai, de qualité très

ordinaire, mais l'absence d'espèces plus fines le met à l'abri de comparaisons désavantageuses ».

Il n'était pas question à ce moment de la culture rationnelle; le peuple roumain se trouvant sous la domination turque, la vie et la fortune n'étant pas assurées, aucun progrès n'était possible. Cependant dans certains endroits poussait une excellente sorte de tabac dont le prix était plus élevé que celui du tabac polonais; on le vendait en Turquie et en Tartarie.

Dans les premiers temps, la culture, la fabrication et la vente furent absolument libres, mais cet état de choses ne dura pas longtemps: bientôt on commença de tirer un revenu de cette passion de fumer qui se répandit très vite. C'est en 1793 qu'apparaît pour la première fois un impôt sur le tabac (*Tutunaritul*). C'est un impôt établi sur l'étendue de la superficie cultivée. Carra (*Histoire de la Moldavie et Valachie*, Paris, 1778, p. 264) nous parle de cette taxe sur la superficie qui s'appelle *tutunaritul* et dit qu'on la prélève sur le pogon (5011 mètres carrés) à raison de 4 lei v. (1 fr. 44) en Moldavie, et 4. 16 leiv (1 fr. 56) en Valachie.

On ne peut pas savoir exactement le montant annuel de cet impôt, car les princes en quittant le pouvoir ne laissaient aucun registre. Même, s'il en eût été autrement, on aurait de la peine à être fixé, car la perception des impôts se faisait par voie de fermage global, sans aucune distinction entre les différentes catégories.

Le général Bauer (*op cit.*), évalue le revenu de cette taxe pour l'année 1759 à 5 000 leiv. (1800 fr.) Carra nous donne le revenu de l'année 1776: 4 200 lei v. (1 512 fr.) en 1767:

7 950 leiv. (2872 fr.) et pour 1771, 15 000 lei v. (6 400fr.)

Il faut remarquer que ces chiffres ne sont que des estimations approximatives.

Cet impôt ne fut pas fixe, il n'était déterminé par aucune loi, tout dépendait du bon plaisir des princes et des fermiers.

Dans la généralité des cas, le planteur était soumis en outre à d'autres taxes prélevées sous différents noms et en faveur de différentes personnes : ainsi le percepteur prélevait à son profit une taxe de repiquage qui, vers la seconde moitié du XVIII^e siècle, était de 27 parale (0 fr. 24) par pagon (5 011 mètres carrés) et il la demandait à titre de rémunération (1). C'était l'époque où on ne pouvait rien faire sans pourboire, même quand il fallait payer ses impôts.

Le tabac importé était soumis à un droit de douane qui montait à 80 para (0 fr. 72) l'oka (1 kg. 271) (2). Vers 1812 il fut assimilé à toutes les autres marchandises et soumis à un droit de douane de 30/0 *ad valorem* (3). Si les autres taxes, au point de vue de leur perception, laissaient à désirer, à plus forte raison celles-ci étaient tout à fait arbitraires. La majorité, pour ne pas dire la totalité, des employés étaient des Turcs et des Grecs qui ne cherchaient qu'à remplir leurs poches au détriment des fermiers : tout se réduisait à une entente avec les fraudeurs.

L'année 1831 constitue une date bien marquée pour les

(1) Aslan T, *Studiu asupra monopolurilor in Romania*, 1906, p. 159

(2) *Archiva*, 10^e année, Jassy, 1899, p. 621.

(3) Baicoianu, *Geschichte der rumanischen Zollpolitik seit dem, 14 Jahrhundert bis*, 1874. Stuttgart, 1896, p. 57.

finances de la Roumanie : c'est la date de l'introduction du « Règlement organique ». A la suite de la paix d'Andrinople, la Roumanie fut placée sous le protectorat de la Russie et de la Turquie. La Russie élaborait un projet de loi qui fut approuvé par la Turquie et dut être subi par les deux pays roumains. Cette loi constitua le statut organique des deux pays. Quoique cette loi fût l'œuvre de l'étranger, nous devons pourtant reconnaître qu'elle marquait un grand progrès pour l'organisation financière et administrative de nos pays : l'ordre remplaça les chaos et l'arbitraire qui régnaient jusqu'alors dans les finances. Il n'y avait aucun principe dans l'établissement de l'impôt : on ne cherchait qu'à tirer du contribuable le plus possible sans tenir compte des conséquences et, ce qui était le plus terrible, c'était l'incertitude dans laquelle on se trouvait, ne sachant aujourd'hui ce qu'il faudrait payer demain. C'est cette incertitude qui contribua le plus à exaspérer les paysans, les seuls contribuables. Le fisc ne connaissait pas de limites : l'épuisement des impôts ordinaires ouvrait la porte aux impôts extraordinaires soit en nature, soit en argent, en faveur des princes comme en faveur des puissances étrangères.

C'est pour cette raison que le Règlement organique doit être considéré comme un progrès en tant qu'il a aboli tous les impôts qui existaient et établi des impôts certains et payables à des époques fixes.

Nous ne nous attarderons pas dans l'étude de ce statut, mais il faut dire qu'il donna une certaine liberté aux communes ; par conséquent, leurs attributions en se multipliant nécessiterent un surplus de ressources, et dans ce but on leur

accorda le droit de prélever une taxe spéciale, l'« accis », sur certaines marchandises parmi lesquelles figurait le tabac. Pour tout tabac d'origine étrangère, on payait par oka (1 kg. 271) 4 l. v. (1 fr. 44) pour le tabac à priser et 2 l. v. (0 fr. 72) pour celui à fumer. Le tabac indigène à fumer payait 10 para (0 fr. 09), l'oka et celui à priser 15 para (0 fr. 13) (1).

A cette taxe vint s'ajouter en 1863 un impôt de patente payable par les débitants de tabac. Ces commerçants étaient divisés en quatre classes et chaque classe payait en proportion de la population des villes qui étaient partagées en 4 catégories : la 1^{re} comprenait les villes d'une population supérieure à 20.000 habitants. La 2^e celles dont la population était supérieure à 5.000 habitants. La 3^e les villes comptant de 500 à 5.000 âmes et la 4^e celles dont le maximum était 500 habitants.

Les commerçants rangés dans la 1^{re} classe d'après la catégorie de la ville où ils exerçaient leur commerce payaient 300 l. v. (108 fr.), 200 l. v. (72 fr.), 130 l. v. (46 fr. 80), 80 l. v. (28 fr. 80). Ceux de 2^e classe : 140 l. v. (50 fr. 40), 100 l. v. (36 fr.), 75 l. v. (27 fr.), 35 l. v. (12 fr. 50). Ceux de 3^e classe : 65 l. v. (23 fr. 40), 50 l. v. (18 fr.), 35 l. v. (12 fr. 60), 12 l. v. (4 fr. 32). Ceux de 4^e classe : 25 l. v. (9 fr.), 20 l. v. (7 fr. 20), 12 l. v. (4 fr. 32), 6 l. v. (2 fr. 16), (2).

On ne peut pas se rendre compte du rendement de ces impôts : l'absence de registres rend toute recherche inutile.

(1) *Analele parlamentare ale Romanici*, t. I, partie I, p. 494.

(2) Busuiorescu, *op. cit.*, p. 27.

En résumé, les impôts perçus sur le tabac jusqu'en 1864 sont :

a) l'impôt sur l'étendue des terrains cultivés ;

b) l'impôt communal (l'accis) auquel on a ajouté l'impôt sur la vente (patente).

Ces impôts ne purent procurer les ressources nécessaires, surtout à un état tel que le nôtre qui devait subir tant de progrès. C'est pour cela qu'une modification radicale dans la taxation de cette plante s'imposa comme nous le verrons plus tard.

Dès maintenant pourtant je crois nécessaire de donner quelques renseignements sur le développement de la culture et de l'exportation de cette plante. S'il est vrai qu'au commencement on cultivait du tabac de qualité ordinaire, comme nous le disent Del Chiaro et Raicewich, petit à petit on se mit à améliorer cette culture, surtout dans la vallée de la Siret ; on commença même à l'exporter. Cette exportation devait être assez considérable. Ainsi une statistique de 1832 l'évalue à 67.407 francs pour la Valachie, mais nous manquons là-dessus de précisions. C'est seulement à partir de 1862, depuis qu'on a commencé à faire des statistiques officielles, que nous trouvons des chiffres précis, à savoir : 39.008 francs pour le montant des exportations en 1862 et 337.300 pour leur montant en 1863 (1).

(3) Aslan, *op. cit.*, p. 199.

CHAPITRE II

LA PÉRIODE DE 1864 A 1872

Avant d'aborder l'étude de cette période, je crois utile de donner un aperçu sur la situation politique et financière de nos pays au seuil de cette époque.

La Moldavie et la Valachie, comme nous l'avons déjà vu, se trouvaient sous la suzeraineté de la Russie et de la Turquie ; toutes les deux se disputèrent leur possession quand, heureusement, à l'issue de la guerre de Crimée, les Français portèrent leur attention sur ces deux peuples de même origine. Dans le Congrès international de Paris, grâce à Napoléon III, on nous a garanti l'intégrité territoriale et une certaine liberté d'action (car nous restions toujours dans une certaine mesure sous l'ancienne domination). C'est grâce à ce changement que nous avons pu réaliser ce qui était notre rêve : l' « Union » des deux pays le 24 janvier (s. a.) 1859 par la double élection du prince Cuza ; en 1866, le 11 février, l'élection du prince Charles de la maison de Hohenzollern, a marqué l'accomplissement d'un autre désir : celui d'être gouvernés par un prince d'une famille étrangère. Enfin, en 1878, nous avons conquis notre entière indépendance à la suite des victoires que nos

armées ont remportées sur les Turcs dans la guerre de 1877.

Cette époque est la plus importante de notre histoire, non seulement au point de vue politique, mais aussi au point de vue économique et social. Il fallait rompre avec le passé, l'Etat devait être assis sur des fondations solides afin de pouvoir assurer son avenir.

Or, parmi les vœux exprimés par les assemblées roumaines et approuvés par les grandes puissances dans la Convention de Paris, il s'en trouvait un demandant que « tous les Roumains fussent égaux devant la loi et l'impôt ». C'est ainsi qu'en Valachie, la circulaire ministérielle adressée aux préfets, ordonne, que « en vertu de l'article 46 de la Convention conclue à Paris le 7-19 août 1858, qui abolit toutes sortes de privilèges ou monopoles créés en faveur de certaines classes, tous les Roumains seront égaux devant la loi, les contributions, etc. » Dans l'exposé des motifs de cette circulaire dont la mise en vigueur fut discutée en Conseil des ministres, il est dit — entre autres choses — que : «... tous ceux qui ont été dispensés de contributions envers l'Etat seront soumis aux impôts comme tous les autres citoyens » (1). Ce principe d'égalité fut aussi approuvé par la chambre élective dans la séance du 20 juin 1859. C'est à la suite de ce vote qu'ont été soumis aux impôts en Valachie 15.050 privilégiés, ce qui fit passer le nombre de contribuables de 289.164 en 1831 à 412.732 en 1859, d'où une augmentation de 42.70 0/0 (2).

(1) *Monitorul Oficial al Turii-Romanesti*, n° 75 du 3 juillet 1859.

(2) Aslan, *Finantele Romaniei de la regulamentul organic pana astazi*, 1831-1905, p. 90.

Les mêmes choses se sont accomplies en Moldavie mais plus lentement. Il faut remarquer que l'année 1859 ne vit s'opérer que l'union personnelle par l'élection du même prince dans les deux principautés, l'union réelle ne s'accomplit que plus tard petit à petit. C'est en 1864 seulement qu'apparaît le premier budget commun.

En dépit de ces grands progrès, les budgets étaient toujours en déficit et la situation financière très précaire. Malgré la loi du 8 décembre 1863 qui sécularisa les biens de l'Eglise et accrut le revenu de l'Etat pour l'an 1864 d'une somme de 16.263.067 francs (1), le budget de cette année-là présentait un déficit de 10 millions, sans parler d'une dépense de 6 millions qui paraissait devoir être entraînée par l'application de la loi rurale du 15 août 1864, loi qui permettait l'accession des paysans à la propriété foncière en leur accordant des terres sécularisées, à charge pour l'Etat d'indemniser ceux qui avaient sur ces terres un droit de fermage.

C'est dans ces conditions qu'on a décrété le monopole du tabac en espérant pouvoir porter remède à cette pénible situation.

La loi instituant le monopole fut promulguée le 5 décembre 1864 (2), elle donnait à l'Etat le droit exclusif de vendre le tabac à fumer et à priser de provenance étrangère sous n'importe quelle forme et qualité, dans toute l'étendue du pays; il était interdit de cultiver le tabac dans un autre but que la vente à la régie ou l'exportation. Les cultivateurs devaient

(1) Aslan, *Studiu asupra monopolurilor*, p. 160.

(2) *Legi si regulamente relative la monopolurile statului*, p. 189.

obtenir le permis de culture de la commission départementale de la régie qui se composait du préfet, du contrôleur des contributions directes du département et d'un membre du comité permanent.

Les cultivateurs devaient vendre toute la récolte à la régie selon les prix fixés et publiés d'avance. Les cultivateurs pour l'exportation devaient demander des permis spéciaux qui n'étaient délivrés qu'aux personnes solvables. L'exportation devait se faire jusqu'au 1^{er} août et avec des autorisations spéciales ; ce délai pouvait être prolongé jusqu'au 1^{er} septembre ; à partir de cette date, le cultivateur, dans le cas où il n'avait pas exporté sa récolte, devait la déposer dans les magasins de la régie où elle était gardée jusqu'à l'exportation moyennant le paiement d'une taxe.

La fabrication des tabacs à fumer et à priser devait se faire seulement dans les manufactures de l'Etat dont les employés relevaient du ministère des Finances ; la vente se faisait dans des dépôts et des débits spéciaux. Les dépositaires avaient seuls le droit de vendre aux débitants et ceux-ci à leur tour au public. Le nombre de débitants fut restreint en raison des conditions de solvabilité et moralités qui étaient exigées ; dans les grandes villes il y avait un débitant pour 3.000 habitants, dans les villes d'une population moyenne un pour 1.500 habitants ; dans les autres petites villes un pour 800 habitants ; dans les communes rurales, un par commune sans tenir compte de la population.

Les prix des produits devaient se fixer par des publications annuelles. L'importation étrangère était prohibée, seule la

régie pouvait importer le tabac nécessaire à sa fabrication.

Pour empêcher la contrebande, la circulation d'une quantité supérieure à 1/2 kilogramme de tabac était interdite, si ce n'est en paquets revêtus de vignettes de la régie ou accompagnés d'un permis provenant d'un agent fiscal : dans le cas contraire le surplus était confisqué et le contrevenant frappé d'une amende de 100 l. v. (36 fr.) par kilogramme. De même était passible de confiscation et d'une amende de 60 l. v. (21 fr. 60) quiconque était trouvé porteur d'une quantité de tabac supérieure à 1 kilogramme et non estampillée. L'amende pouvait être commuée en jours de prison. Toute culture illicite entraînait une condamnation et une confiscation : toutefois les propriétaires pouvaient cultiver une superficie maxima de 8 mètres carrés en tabac.

Tous les employés des contributions directes et indirectes des douanes et des communes, agents de police judiciaire et en général tous les fonctionnaires de l'ordre administratif peuvent dresser des procès-verbaux de confiscation et demander l'arrestation des fraudeurs. Les employés des contributions indirectes et de la régie peuvent faire des constatations domiciliaires avec l'autorisation écrite du Président du Tribunal et avec l'assistance d'un commissaire de police ou d'un membre de l'autorité communale.

Il faut remarquer que le directeur de la douane était directeur de la régie et que les trésoriers généraux des départements étaient les chefs des dépôts départementaux.

La loi accordait aux possesseurs de tabac un délai allant jusqu'au 1^{er} mai 1865 pour écouler les stocks de tabac dont

ils pouvaient se trouver détenteurs. A partir de cette date la vente du tabac devait se faire seulement par la régie ; toutes les quantités non vendues à cette époque devaient être vendues à la régie qui les emballait et les revêtait de vignettes. Pour la réception du tabac, la régie avait institué 4 jurys (Bucarest, Iassi, Galatz et Craïova). Chaque jury comprenait 7 membres, il devait évaluer et recevoir tous les tabacs (1).

En général les prix étaient inférieurs aux prix auxquels le

(1) Les prix fixés furent :

Pour l'oka de tabac turc Jaca	38 francs
» » Orta	28 »
» » Chir	22 »
» » Persicean et Basmia (1 ^{re} qual.)	16 »
» » » (2 ^e »)	14 »
» » » (3 ^e »)	10 »
Pour l'oka de tabac roumain de graines turques (1 ^{re} q.).	12 »
» » » (2 ^e q.).	9 »
» » » (3 ^e q.).	7 »
Pour l'oka de tabac roumain de graines roum. (1 ^{re} q.).	7 »
» » » (2 ^e q.).	4 »
» » » (3 ^e q.).	2 »
Le 100 de cigares havane (1 ^{re} qualité)	60 »
» » (2 ^e »)	27 »
Les autres	13 »
Le 100 de cigares indigènes (1 ^{re} qualité)	7 »
» » (2 ^e »)	5 »
Pour l'oka de tabac à priser Carot (1 ^{re} qualité)	38 »
» » Carot (2 ^e »)	25 »
» » Céam	38 »
» » Schet	32 »
» » indigène (1 ^{re} qualité)	8 »
» » indigène (2 ^e »)	3 »

Buletinul cultivei tutunului, 2^e année, n^{os} 8 et 9. p. 91.

tabac se vendait précédemment, ce qui a soulevé beaucoup de discussions et de mécontentement entre les vendeurs et le fisc. Les commerçants, en majorité des étrangers (Turcs, Russes, Grecs, Autrichiens et Juifs) se sont révoltés à l'idée de la perte importante qui menaçait leur commerce, lequel leur avait rapporté jusqu'à 400 0/0 ; par l'influence sociale dont ils jouissaient ils ont pu obtenir, le 9 juin 1865, de la part de la Chambre des députés, des modifications dans la loi de 1864 et la prolongation du délai imparti pour l'application du monopole jusqu'au 1^{er} mai 1866.

Les nécessités budgétaires déterminèrent l'intervention du prince Cuza qui, d'accord avec le Conseil d'Etat, signa le décret du 3 juillet 1868. Ce décret fixa la mise en application de la loi de 1864 au 1^{er} août 1865 et apporta d'importantes modifications au régime du monopole (1).

Ce décret maintint seulement le monopole de la vente ; la fabrication devint libre ; l'Etat vendait le tabac en feuilles par l'intermédiaire d'agences spéciales appartenant aux services départementaux ; le tabac fabriqué par l'industrie privée retournait dans le domaine du monopole et était vendu par les soins de l'Etat aux débiteurs qui bénéficiaient d'une bonification de 20 0/0. Les prix de vente étaient bien augmentés, les bénéfices du fisc variaient entre 100 et 300 0/0.

L'Etat s'engagea à acheter tous les tabacs détenus par les particuliers suivant un tarif déterminé, en leur payant une partie du prix argent comptant dans une proportion de 5 à 20 0/0 par rapport à la valeur de la marchandise ; le reste

(1) *Monitorul Oficial*, 1865, 9-21 juillet, p. 683.

était payé en bons de tabac exigibles dans un an avec 8 0/0 d'intérêt. Les possesseurs de tabac recevaient encore des dommages et intérêts (15 0/0) pour les pertes de leur commerce. Ce décret fut promulgué à la demande du ministre des Finances Cretulesco qui, en représentant au prince Cuza tous les inconvénients découlant des modifications apportées par la Chambre à la loi de 1864, conclut que la solution du décret est la seule de nature à sauvegarder la situation financière.

Les commerçants lésés ne pouvaient se faire à l'idée d'une perte aussi sérieuse, étant donné surtout qu'ils étaient pour la plupart des étrangers, inaccessibles par conséquent à ces considérations d'intérêt national. Ils se mirent en mouvement et provoquèrent une bagarre sérieuse à Bucarest ; les représentants des puissances étrangères intervenues en leur faveur exercèrent une pression sur le Gouvernement. Cette intervention coïncidait avec l'avènement d'un nouveau gouvernement qui avait des idées favorables à ce mouvement. Il se hâta d'apporter un projet pour l'abolition du monopole et l'établissement d'une taxe sur l'étendue de la culture, car « ce monopole, dit le rapporteur de la loi à la Chambre (1), non seulement n'a produit aucun bénéfice pour le fisc, mais au contraire il a causé un grand préjudice à l'Etat, car il a frappé la culture du tabac qui était en plein développement dans les derniers temps, au point qu'à présent nous n'avons plus ni ces bénéfices tirés par le gouvernement passé, ni la produc-

(1) *Monitorul Oficial*, le rap. de M. le dép. Mehedinteanu, n° 6 1867, p. 28.

tion qui, par l'exportation, pouvait enrichir les cultivateurs ».

Si le second argument en ce qui concerne la culture est vrai, le premier, d'ordre fiscal, est discutable, car, si nous examinons le résultat de la mise en application de la loi sur le monopole de 1864, nous voyons que le fisc a touché depuis le 1^{er} août 1865, date de la mise en application de la loi, jusqu'à la fin de décembre de la même année, 4.744.236 francs. Si on retranche 2.700.000 francs pour dépenses d'achat et du personnel, il reste un revenu net de 2.000.000 francs d'où il suit que le résultat financier ne fut pas aussi désastreux qu'on voulait bien le dire. Le revenu de la période 1866-1867 jusqu'à la présentation du nouveau projet fut de 9.967.291 francs brut et d'au moins 3.500.000 net. « D'après ces chiffres, il faut reconnaître, comme disait très bien l'ancien ministre Crétulesco, que le monopole du tabac qui, en dépit des erreurs d'administration, de l'insuffisance des administrateurs, de tous les abus auxquels il a donné lieu, n'a eu — bien au contraire — aucune conséquence malheureuse pour le fisc, aurait donné des résultats appréciables s'il avait été mieux géré (1).

D'ailleurs, en examinant le discours du ministre des Finances à propos du nouveau projet de loi, nous voyons qu'il ne le conteste guère et qu'il soutient son projet en se plaçant à deux points de vue différents. « Pour la Roumanie, dit le ministre, le monopole est défectueux, d'abord parce que notre pays est un pays sinon éminemment producteur, du moins susceptible de le devenir, non seulement pour la con-

(1) *Monitorul Oficial*, 1868, n° 112, le rap. de M. le sén. Crétulesco,

somation intérieure mais pour l'exportation... La production est incompatible avec le monopole. »

Le second grief est la mise en application de la loi : « on a fait toutes sortes d'abus à l'occasion de la réception du tabac, les hommes les plus honorables n'ont pu résister aux tentations, car il y a eu des tentatives diaboliques et c'est pour moi un motif suffisant pour combattre le monopole ».

« L'administration de la régie — si on peut dire que c'est une administration — telle qu'elle a été imaginée pour l'exploitation du monopole, constitue un double piège et pour l'Etat et pour le public, dit encore le ministre dans le message de 1866 ; dans ce piège ils sont tombés tous les deux, victimes l'un et l'autre d'insatiables trafiquants et de fonctionnaires indéclicats (1). »

D'un côté les débitants volaient l'Etat par la contrebande et le public par mélange de différentes sortes de tabac ; d'un autre, l'administration laissait beaucoup à désirer : il n'y avait aucun règlement en ce qui concerne l'achat et la vente, les employés et les débitants agissaient à leur guise. Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que le fisc n'ait touché qu'une part minime, car il y eut néanmoins revenu ; les chiffres que nous avons donnés nous permettent d'imaginer quelle eût été la part du fisc si le monopole avait fonctionné dans de bonnes conditions.

Les offres suivantes qui furent faites à l'Etat vont achever de nous en convaincre : une association de commerçants grecs

(1) *M. O.*, 1838, 19-31 mai.

proposa de prendre en fermage le monopole pour une période de 24 ans en payant pour les 6 premières années 7 millions de piastres (1.610.000 fr.) par an ; 8 millions 1/2 (1.955.000 fr.) pour la seconde période de 6 ans ; 9 millions (2.070.000 fr.) pour la 3^e période de 6 ans et enfin pour les 6 dernières années 10 millions 1/2 piastres (2.415.000 fr.) (1). Une autre offre plus avantageuse encore fut faite par des Roumains qui s'engageaient à constituer une société anonyme roumaine au capital de 40 millions de piastres (9.200.000 fr.). Elle proposait de prendre le monopole dans les mêmes conditions que l'autre société mais en offrant pour la première période 12 millions de piastres (2.760.000 fr.) ; pour la seconde période 14 millions de piastres (3.220.000 fr.) ; pour les années de 3^e période 16 millions de piastres (3.680.000 fr.) et pour celles de la 4^e période 18 millions (4.140.000 fr.) (2).

La loi du 27 janvier 1867 (3) vient abroger toutes les dispositions de la loi de 1864 : c'est un régime de pleine liberté qu'elle inaugura. L'importation du tabac devint libre sous réserve des taxes suivantes :

Pour l'oka de tabac à fumer	46 l. v. (5 fr. 76)
» à priser	20 l. v. (7 fr. 20)
Par centaine de cigares	46 l. v. (5 fr. 76)

L'Etat, comme nous l'avons déjà vu, par la mise en application de la loi de 1864 détenait une grande quantité de marchandise évaluée à 7 millions 1/2 ; pour pouvoir s'en débar-

(1) *Alleg.-Zeitung*, 1865, n° 135.

(2) *M. O.*, 1871, n° 272.

(3) *Legi si regulamentar. l. mon. statului*, p. 197.

rasser il inscrivit dans cette loi, pour une période de 2 ans qu'il croyait suffisante pour écouler ce stock, l'obligation pour chaque vendeur de tabac de se munir d'une licence qui lui donnât la possibilité d'exercer ce commerce. Ces licences étaient partagées en cinq classes ; le titulaire était obligé de prendre à la régie une quantité déterminée de tabac par mois, soit :

Ceux de 1 ^{re} classe pour une valeur de 4.000 lv. . . .	(1.440 fr.)
» 2 ^e » » de 2.000 lv. . . .	(720 fr.)
» 3 ^e » » de 1.000 lv. . . .	(360 fr.)
» 4 ^e » » de 500 lv. . . .	(180 fr.)
» 5 ^e » » de 100 lv. . . .	(56 fr.)

La répartition en classes était l'œuvre de commissions *ad hoc*, attachées à chaque dépôt et composées de 5 membres choisis parmi les débitants même. Le règlement du 26 septembre 1867 (1), mis en vigueur le 1^{er} octobre, ne prévoit comme obligatoires que les licences de 3^e 4^e et 5^e classes jusqu'à la fin de l'année 1868 ; la classification d'après ce règlement est faite à raison de la population de la ville où on exerce le commerce. Tous les débitants des villes dont la population dépasse 20.000 habitants étaient considérés comme appartenant à la 3^e classe ; ceux des villes d'une population inférieure à 20.000 et supérieure à 5.000 hommes appartenaient à la 4^e classe et ceux des autres petites villes à la 5^e classe. Les commerçants en gros étaient rangés parmi ceux de la 3^e classe ainsi que les étrangers qui importaient des tabacs à fumer, des cigares et des tabacs à priser. Tout

(1) *Legi si Regulamente r. l. mon. statului*, p. 201.

colportage était défendu ainsi que la vente dans les hôtels, restaurants, cafés, maisons publiques ou privées. Pour la vente dans les foires, les débitants devaient se munir d'une licence supplémentaire qui obligeait le titulaire à acheter à la régie du tabac pour une valeur de 40 francs pour chaque jour de foire. Les cultivateurs ne pouvaient vendre leurs produits qu'aux débitants munis de licences.

D'après le règlement du 6 avril 1867 (1) la vente des produits de la régie se fit à des prix fixés d'avance : personne ne pouvait refuser une quantité quelconque sous prétexte de mauvaise fabrication.

Les paiements pouvaient se faire en bons de tabac ou bons du trésor. Le règlement du 26 septembre 1867 accordait une réduction de 10 0/0 à ceux qui faisaient leur approvisionnement pour une année entière ; de 5 0/0 à ceux qui le faisaient pour 6 mois ; 2 0/0 à ceux qui le faisaient pour 3 mois et 5 0/0 à ceux qui faisaient un achat supérieur à l'achat obligatoire. La vente au public des produits se faisait à des prix fixés par les débitants.

La personne qui exerçait le commerce sans être munie d'une licence était passible d'une amende de 180 à 720 francs après confiscation de la marchandise.

L'espoir du gouvernement fut de nouveau déçu : l'expérience démontra la fausseté des calculs suivant lesquels il devait être possible d'écouler en 2 ans tout le stok de tabac ; aussi la loi du 31 mai 1868 dut-elle — par une mesure chère

(1) *L. si R. r. l. mon. statului*, p. 199.

à l'administration — prolonger de 2 ans le délai primitivement fixé (1).

Cette loi avait aussi pour but d'augmenter le revenu de l'Etat par la création d'un nouvel impôt. L'art. 1^{er} dit : les tabacs indigènes destinés à la consommation intérieure sont soumis, quelle que soit la qualité, à une taxe de 0 fr. 50 par oka (1 k. 271). Cette taxe est payable au moment de la mise en consommation du tabac ; la perception se fait par les agents des contributions directes, auxquels on accordait 2 fr. 50 0/0 du montant de la somme prélevée. La taxe se faisait d'après les déclarations faites par les cultivateurs devant un jury composé du maire, du prêtre et de l'instituteur de la commune, les déclarations devaient être vérifiées par les sous-caissiers qui taxaient toutes les quantités non déclarées en double. Cette taxe était payée par tous les cultivateurs et commerçants en gros pour les quantités qu'ils avaient en leur possession le 12 août 1868.

La culture était tout à fait libre et le commerce de même, sauf obligation de s'approvisionner dans une certaine mesure aux magasins de l'Etat pour contribuer à l'épuisement du stock ; les conditions de cet approvisionnement restaient à peu près les mêmes que précédemment. Les commerçants en gros, d'après cette loi, étaient obligés de prendre des licences de première classe, on accordait des licences supplémentaires comportant l'obligation d'un approvisionnement de 10 à 20 francs par jour.

L'importation étrangère fut taxée comme suit : 12 francs

(1) *L. si R. r. l. m. st.*, p. 206.

l'oka pour le tabac à fumer ; 15 francs l'oka pour le tabac à priser ; 12 francs le cent pour les cigares ; les cigarettes payaient d'après le poids du tabac contenu. Les employés de la douane devaient veiller que l'importation ne fût faite que par des personnes qui avaient acquis le droit de licence ; dans le cas contraire ils ne devaient livrer la marchandise qu'après la déposition d'une somme égale au montant du droit. L'exportation était libre et l'exportateur avait le droit de demander le remboursement des taxes qu'il avait payées.

L'administration des tabacs passait à la direction des contributions indirectes et la direction de la régie devait se désorganiser au fur et à mesure que les comptes seraient réglés.

Ce système n'était profitable ni au planteur ni au fisc. Comme le prévoyait très bien le sénateur Crétulesco dans la discussion de la loi devant le Sénat (1) : « Ce n'est pas le meilleur moyen pour développer la culture du tabac, car le cultivateur devra disposer non seulement des capitaux nécessaires pour ce qu'on appelle la culture brute, il devra aussi avoir à sa disposition le capital nécessaire pour payer la taxe demandée par la loi ; or, 0 fr. 50 par oka ce n'est pas négligeable. Cela fait bien en moyenne pour le planteur 180 à 200 francs. Combien de paysans seront-ils en mesure de verser pareille somme avant d'avoir rien tiré de leurs produits ? »

Si on compare le montant de la valeur du produit avec le montant de la taxe, nous verrons que dans la majorité des

(1) *M. O.*, n° 112, 1868.

cas celui-ci égale celle-là : dans ces conditions, le but poursuivi par le législateur, c'est-à-dire le développement de la culture, ne pouvait pas être atteint.

En résumé, la période 1864-1872 fut la plus mouvementée pour l'imposition du tabac. Cette période peut se diviser en 4 phases :

A. *La réglementation de la culture et le double monopole de la fabrication et de la vente* décrétés le 5 décembre 1864 ; ce système n'a existé que sur le papier, car au moment d'être mis en vigueur il fut remplacé par :

B. *La réglementation de la culture et le monopole de la vente* du 1^{er} août 1865, ce régime continua jusqu'au 27 janvier 1867, c'est-à-dire pendant 18 mois, quand il fut remplacé par le régime de :

C. *La liberté absolue de culture et fabrication* : les vendeurs soumis à un droit de licence et l'importation à un droit de douane. Ce régime fut bientôt remplacé par :

D. *L'impôt sur la production* promulgué le 30 mai 1868 : Il n'a duré que jusqu'au 3 février 1872.

Nous avons donc eu en 7 ans 4 régimes différents : un qui n'a duré que quelques jours et le plus stable, 42 mois.

Si nous voulons nous faire une idée des résultats de ces différents systèmes au point de vue financier, nous nous trouvons en présence des chiffres suivants empruntés aux débats parlementaires : Le monopole de la vente a rapporté du 1^{er} août à la fin décembre 1865, 2.000.000 francs de bénéfice net ; ce

même bénéfice s'est élevé à 3.500.000 francs pour l'année 1867. La vente du stock dont l'Etat se trouvait possesseur à l'expiration du monopole a fourni un profit de 2 millions. Quant au rendement de l'impôt sur la production établi en juillet 1868, il ressort comme suit :

5.211 pour	1868
1.378.574 pour	1869
1.127.510 pour	1870
1.147.152 pour	1871

En résumé, la recette totale pour cette période de 7 ans soumise aux différents systèmes étudiés, s'élève à 11.355.477 fr., ce qui fait en moyenne 1.622.207 francs par an ; il est à remarquer qu'en réalité la recette effectuée s'est trouvée plus élevée au début de la période et plus faible à la fin.

En ce qui concerne la culture v. le tableau de la fin (1) nous voyons que dans cette période on a cultivé 18.404 hectares dont la production fut de 6.321.451 kilogrammes, la moyenne par an fut de : 2.629 hectares et la production de 903.064 kilogrammes qui donne une moyenne de 381 kilogrammes par hectare. La superficie cultivée varie de 1.161 hectares en 1868 (quand on discutait l'impôt sur la superficie) jusqu'à 3.602 en 1865 (date de la mise en application du monopole).

D'une façon générale nous pouvons dire que l'état de la

(1) Aslan, *Studiu asupra monopolurilor in Romania*, p. 201.

culture est resté à peu près stationnaire; l'augmentation de l'année 1870-1871 peut être attribuée à l'accroissement général de la consommation intérieure du tabac ainsi qu'à la nécessité de reconstituer le stock de 1869 qui avait diminué par suite d'exportations. On ne peut pas se rendre compte de l'effet qu'a eu sur la culture chaque régime pris en particulier à cause des changements fréquents.

En ce qui concerne les répercussions des systèmes sur le rendement de la culture, nous n'avons pas de chiffres qui permettent de conclure, les variations du rendement à l'hectare ne sont en l'espèce d'aucun secours, car il semble bien que l'abondance de la récolte dépendait de la saison.

Le tableau ci-dessous nous montre une très grande variation dans l'exportation (1) :

En 1862	39.008 francs
1863	337.300 »
1864	90.420 »
1865	320.260 »
1866	275.749 »
1867	84.995 »
1868	15.362 »
1869	437.323 »
1870	
1871	35.614 »
1872	30.782 »

Les écarts extrêmes sont : 1868 : 15.362 francs — 1865 : 320.260 francs.

Les chiffres élevés de 1865-66 s'expliquent par la nécessité

(1) Aslan, *op. cit.*, p. 200.

d'écouler les stocks dus aux années d'abondance 1862-1863 on y peut voir aussi une conséquence de l'établissement du monopole de la vente. Pour l'année 1869 l'abondance s'explique par la gêne que constitua la loi de 1868 ; à part ces années anormales, on peut dire que l'exportation a oscillé autour de 30 à 35.000.

CHAPITRE III

LA PÉRIODE DE 1872 A 1881

Nous avons vu quelles furent les causes de la loi de 1864 qui introduisait le monopole du tabac et quelles en furent les conséquences. Si en 1867 on a pu un moment renoncer à cette réforme, on s'est aperçu que pourtant c'est le dernier remède et on a recommencé à la préconiser pour pouvoir, après de longues discussions, la transformer en loi de 1872.

La situation financière devenait chaque année plus pénible ; à l'arrivée du prince Charles I^{er} (1866) notre pays se trouva dans une pénurie extraordinaire : il y avait pour 4.444.440 francs de mandats non payés ; les créances exigibles en bons du trésor et bons de tabac montaient à 16 millions ; l'emprunt national de 11 millions venait de se faire avec beaucoup de difficultés ; le budget de 1870 se solda avec un déficit de 10,108.626 francs en représentant 16,20 0/0 du budget général de l'Etat, les bons du trésor en circulation montaient à 32.181.105 francs, les comptes courants à la caisse des dépôts et consignations à 11 millions et la dette à la banque de Roumanie dépassait 1 million 1/2 (1).

(1) Aslan, *op. cit.*, p. 166.

Dans une pareille situation tous ne pensaient qu'à sauvegarder les intérêts du pays par une économie dans les dépenses et la réforme des impôts en les rendant plus productifs pour l'Etat et moins lourds pour la population. Dans la réforme des impôts la question du tabac figurait en bonne place, on devait de nouveau s'intéresser à cette plante qui, en d'autres pays, donnait de si jolis revenus et en demander le monopole. C'est ainsi que le message de 1871 dit : « Mon gouvernement va vous demander de mettre à l'étude et de voter sur le monopole du tabac, il faut discuter ce projet le plus tôt possible afin d'arrêter dès le commencement de l'année prochaine les dépenses de l'Etat et d'éviter ainsi les difficultés financières qui rendraient toute œuvre illusoire ».

Comme nous voyons, on considérait ce monopole comme le moyen le plus efficace pour sauvegarder la situation financière. Le rapporteur de la loi de 1872 dit dans son rapport (1) : « Les tergiversations et l'hésitation des chambres étaient encore possibles à une époque où le malaise budgétaire n'était pas aussi connu qu'à présent. Nous devons consacrer toute notre attention aux intérêts du pays et nous soucier de ses besoins, compatir à ses souffrances et faire le possible pour les guérir ; nous en avons le devoir et c'est de ce devoir que nous devons nous inspirer au moment d'aborder la discussion du projet de loi. Nous désirons pourtant avec vous alléger les charges du pays et non les aggraver davantage. Mais que faire devant un budget qui se solde par des emprunts. Pourrait-on diminuer les impôts qui nous oppressent alors qu'il va nous

(1) *M. O.*, le rap. M. Bratiano, 1871, n° 269.

falloir assurer le service des énormes annuités ? Or, il ne peut pas être question de faire peser de nouvelles charges sur les branches les plus importantes de notre activité nationale. Pouvons-nous encore frapper la propriété foncière déjà si chargée, aggraver les patentes qui sont bien assez lourdes, surtaxer les substances alcooliques qui paient de si fortes taxes, surtout les alcools de fruits ? Pourrions-nous, en un mot, demander davantage à ces impôts qu'on ne peut majorer qu'au risque de compromettre l'équilibre économique du pays ? Non, messieurs les députés, la situation actuelle ne nous offre qu'une seule issue : ce qui manque au budget, il nous faut le demander à ces objets qui, de l'aveu de tous, ne sont que d'une utilité relative, factice même, comme le tabac, pour ménager et épargner ces objets dont la taxation excessive est pour un pays une cause d'appauvrissement et de ruine. Et c'est ce que nous devons empêcher si nous voulons améliorer les conditions de bien-être naturel et moral de notre pays ».

C'est ainsi que cette question si difficile à résoudre, après avoir été écartée par deux législatures, fut reprise à la fin de décembre 1871. Je n'entrerai pas dans le détail des discussions qui eurent lieu, je dirai seulement qu'elles furent assez agitées et que les projets ne manquèrent pas.

C'est le 3 février 1872 que la « loi pour le monopole des tabacs » fut décrétée : elle prévoit le monopole de la vente et de la fabrication avec règlement de la culture (1). D'une façon générale, elle contient les mêmes dispositions que la loi de 1864.

(1) *L. si R. r. l. mon. stat.*, p. 233.

Des innovations se rencontrent en ce qui concerne la culture et l'exploitation.

La culture était libre à la condition d'une déclaration préalable qui — dans la majorité des cas — n'impliquait pas la réponse de la Régie, car au terme de la loi, la réponse devait être considérée comme affirmative si elle n'était pas donnée dans les 10 jours ; chose impossible en pareille circonstance en raison du grand nombre et de la diversité des demandes.

L'autre innovation est l'article 3 qui dit : « Le monopole sera concédé à une entreprise privée pour un délai de 15 ans d'après un cahier des charges spécial qui sera établi par le ministre des Finances. Le fermage se fera aux enchères publiques comme il est procédé pour la concession des terres de l'Etat. Les 15 ans impartis à l'entreprise fermière seront considérés — au point de vue du montant des droits — comme formant trois périodes de 5 ans chacune correspondant à des prix de plus en plus élevés. La personne ou la compagnie fermière doit établir son domicile dans le pays et se soumettre entièrement à la juridiction du pays dans toutes les affaires de cette entreprise sans invoquer aucune protection étrangère. Elle ne peut fusionner avec une autre compagnie de même nature. »

Le passage suivant du rapport de Bratiano nous éclaire sur les considérations qu'on a eu en vue en introduisant cette innovation (1). « A première vue, il serait sûrement préférable que l'Etat lui-même exploitât le monopole, car c'est à lui

(1) *M. O.*, 1871, n° 269.

qu'iraient les bénéfices qu'escomptent les entreprises en commun, mais si nous allons au fond des choses, nous nous apercevons des déféctuosités que présente chez nous ce système. Vous vous imaginez facilement les grandes sommes que l'Etat devrait déboursier pour l'achat du tabac qui est en possession des débitants actuels, les dépenses que nécessiteraient la construction des manufactures, l'installation de la fabrication, l'organisation du service et le paiement du personnel. C'est pour cela même que je ne peux pas admettre que vous insistiez sur l'exploitation directe du monopole... de même on ne peut pas méconnaître le manque d'un personnel administratif capable de jouer son rôle sur tous les points, car vous savez que nous en avons fait l'expérience... On me dit qu'en Italie fonctionne le système mixte du fermage intéressé ; mais ce système, il ne peut en être question chez nous, car nous sommes dans l'impossibilité de faire face aux dépenses demandées par le co-intéressement. En faisant loi d'une nécessité, nous convenons, messieurs les députés, admettre le monopole mais je reconnais qu'il est incompatible avec la liberté du commerce et les mœurs des Roumains. »

C'est à la suite de cette disposition que le 5, 17 mai 1872, le monopole fut donné à bail par licitation publique à la banque franco-hongroise de Budapest qui a fait l'offre la plus avantageuse. Cette société s'associa avec la banque de Roumanie et conclut le contrat avec l'Etat le 17, 29 mai 1872. Voici les grandes lignes de ce contrat.

La Banque Franco-Hongroise afferma le droit du monopole pour toute la Roumanie pour une période de 15 ans ; ce

monopole sera exploité selon la loi du 3 février 1872 ; l'entrepreneur doit avoir son domicile légal en Roumanie, être soumis à la juridiction roumaine et ne pas recourir à la protection étrangère. Pendant la durée du bail la régie doit être considérée et traitée comme institution publique et libre de taxes. La Banque s'engage à payer au gouvernement la redevance annuelle de 8.010.000 francs pour la 1^{re} période quinquennale ; 9.612.000 francs pour la seconde et 11.534.000 fr. pour la 3^e. Le paiement se fait par versements mensuels au gouvernement si les paiements ne sont pas réguliers ; le gouvernement peut recourir à une seconde licitation au compte et risque de l'entrepreneur après une première sommation.

Le gouvernement doit veiller à l'exécution des articles de la loi et aux intérêts des planteurs et des consommateurs ; l'entrepreneur s'engage à améliorer la culture indigène et à se servir de ses produits, du moins pour les tabacs de 3^e, 4^e et 5^e qualité. De même, il s'engage à employer des fonctionnaires roumains et ne recourir qu'à des débitants roumains. Il doit construire deux fabriques et les magasins nécessaires : constructions qui deviendront à la fin du bail propriétés de l'Etat.

Les deux Banques franco-hongroise et de Roumanie avec le consentement du gouvernement forment une société anonyme roumaine sous la dénomination : « Société de la Régie des tabacs de Roumanie ». Cette Société prenait les lieu et place de la Banque de Roumanie et de la Banque franco-hongroise qui avaient été déclarées concessionnaires le 5,17

mai 1872 et qui lui passaient tous leurs droits et toutes leurs obligations (1).

La société avait donc pour but l'exploitation du monopole du tabac pour tout le délai de la concession, c'est-à-dire du 6,18 août 1872 au 5,17 août 1887 et en observant les conditions fixées dans le contrat conclu le 17,29 mai 1872 entre le Gouvernement et les dites Banques. Le siège et le domicile de la Société étaient à Bucarest. Toutes les publications devaient être faites dans le *Journal officiel* de Bucarest, le *Times* de Londres et le *Journal des débats* de Paris. Le capital était de 25 millions divisés en 5.000 actions au porteur ; ce capital devait servir à acheter les tabacs indigènes aux mains des cultivateurs et des débitants ; faire à l'étranger les acquisitions nécessaires aux besoins de la Régie ; bâtir des magasins et manufactures nécessaires ; remplir ponctuellement les engagements pris par la Société envers le Gouvernement et les tiers.

Cette Société était administrée par un Conseil d'administration, un comité d'experts et une direction générale. Le Conseil d'administration devait être composé en majorité de Roumains. Le gouvernement exerçait son droit de contrôle et surveillance par l'entremise d'un commissaire qui, sans se mêler des affaires de la Régie, avait le droit d'assister aux séances du Conseil d'administration ainsi qu'aux assemblées ordinaires et extraordinaires des actionnaires et devait faire connaître au ministre de l'Agriculture, Commerce et Travaux

(1) *L. si R. r. l. mon. sl.*, p. 281.

publics, les irrégularités qui pourraient se commettre.

A peine la Société eut-elle commencé à fonctionner qu'elle fit entendre plaintes sur plaintes contre certaines dispositions de la loi du 3 février 1872. Ces plaintes entraînèrent une modification du règlement régissant la culture indigène : on prolongea à 25 jours le délai fixé pour la délivrance du permis et on facilita la découverte de la contrebande en réglant la circulation du tabac, en donnant au juge de paix le droit de statuer sur les demandes de perquisitions le jour même et en disposant que les amendes pouvaient être commuées en jour de prison.

Malgré ces modifications, les affaires de la Société marchaient très mal et la direction attribuait son insuccès à l'extension de la contrebande : « Ce sont les autorités communales qui empêchent le développement de la culture, qui contribuent au développement de la contrebande de connivence avec les fonctionnaires des contributions directes, indirectes et des douanes parce qu'ils refusent tout concours aux fonctionnaires de la régie ». C'était l'antienne des directeurs de la régie. En réalité, les mauvaises affaires s'expliquaient par le défaut d'organisation.

La régie, au lieu de s'adresser directement aux cultivateurs, achetait au moyen d'intermédiaires qui d'un côté exploitaient les planteurs — en majorité de pauvres paysans — et, d'un autre, la régie avec la complicité des fonctionnaires. Le vol était d'ailleurs partout installé, chacun ne pensait qu'à profiter du laisser-aller en touchant des sommes extraordinaires (le directeur général touchait 120.000 francs par an). Partout

régnait la plus grande anarchie. Ajoutez à cela que les produits livrés étaient détestables. Le député Pruncu, en mars 1879, disait devant la Chambre (1) : « Le tabac que le paysan achète reste trois mois au dépôt de la fabrique, deux mois dans les dépôts du département, un mois chez l'entrepreneur du cercle et enfin il arrive chez le débitant de la commune et, quand le paysan l'achète, le paquet ne contient que de la poussière et du son : c'est cette poussière que le vent emporte quand le paysan se trouvant aux champs s'avise d'ouvrir son paquet. Enfin — chose plus grave — la régie qui était tenue de n'employer comme débiteurs dans les communes rurales que des Roumains fit tout le contraire et n'en employa pas un seul ; il en résulta que certaines communes n'eurent pas de débiteurs. »

Dans ces conditions on ne doit pas s'étonner des maigres résultats financiers que donna cette administration.

En 1875, sous la direction de Wingfield, le revenu net fut de 951.328 francs (2), en 1876 il tomba à 143.136 francs (3).

Cette situation émut, non seulement les actionnaires qui se trouvaient embarqués dans une mauvaise galère, mais aussi le public. L'*Allgemeine Zeitung* disait fort justement : « Le monopole introduit il y a quatre ans est, pour la population de Roumanie, très onéreux et cause un mécontentement gé-

(1) *M. O.*, 16 mars 1879.

(2) *Allgemeine Zeitung*, 1875, n° 335.

(3) Cicalek T., *Der Tabac, dessen Anbau, Verarbeitung und Verbrauch, sowie seine Bedeutung für den Welthandel und die Staatsfinanzen*, veröffentlicht im dem Achten Jahresbericht des Vereins der Wiener Handelsakademie, 1880, Wien 1880, p. 204.

néral, les autres impôts atteignent surtout la classe pauvre, mais le monopole du tabac a sa répercussion sur les personnes aisées, puisqu'elles ne peuvent avoir, même en y mettant le prix, du bon tabac ».

Le gouvernement se fit l'interprète du public, surtout sur deux points : la culture et la vente.

Nous avons vu déjà que la régie s'était obligée par contrat à développer et améliorer la culture du tabac : or, le développement de la culture était tout à fait contraire à son intérêt, car il entraînait des dépenses de surveillance ; aussi en 1873 n'a-t-elle permis la culture que pour une étendue de 417 hectares : la production afférente à cette étendue, soit 79.786 kilogrammes, ne pouvait évidemment pas suffire aux besoins. Le gouvernement intervint et l'obligea à se montrer plus large.

Il y avait encore un abus qui soulevait les cultivateurs : c'était le nouveau système des intermédiaires adopté par la régie : au lieu de traiter directement avec les récoltants, la régie accordait un permis pour la culture du tabac dans plusieurs communes à une autre personne généralement étrangère qui se chargeait de fournir les quantités produites dans ces communes. Ces traitants devinrent bientôt les pires des spéculateurs, exploitant les cultivateurs en même temps que la régie. Le gouvernement, malgré toutes ses interventions, ne put remédier au mal.

Un autre grief qui, incontestablement, favorisa la contrebande, c'était la façon de procéder pour l'octroiement des débits. Nous avons vu que la société s'était obligée d'accor-

der les débits, dans les communes rurales, à des Roumains seulement, et qu'elle a méconnu totalement cette obligation, préférant même n'avoir pas de débitants; l'absence de débits ne pouvait empêcher la population de fumer, d'où la nécessité pour elle de recourir au tabac de contrebande.

Le gouvernement, pour mettre fin à cet état de choses, promulga, en 1873, une loi par laquelle les étrangers se voyaient interdire le commerce des boissons dans les communes rurales; or, comme les débitants de tabac étaient en même temps cabaretiers, ils durent fermer boutique, mais cela ne fit qu'augmenter la contrebande, car ces étrangers — juifs et grecs pour la plupart — à qui la fermeture de leurs cabarets faisait des loisirs, devinrent contrebandiers. La guerre de 1877 vint quelque temps plus tard favoriser leur trafic illicite. C'est ainsi que le domaine de la contrebande (1) qui, en 1875, était de 445 pogon (222 hectares) s'éleva à 820 pogon (410 hectares) en 1876 et à 1.416 pogon en 1877. La progression était donc bien marquée : en 1875, elle représentait 6 0/0 de l'étendue de la culture permise, en 1876 9 0/0 et en 1877 24 0/0. En 1875 on comptait 18.850 cultivateurs sans permis contre 3.654 avec permis; en 1876 : 20.490 contre 10.458 ; en 1877 : 37.388 contre 6.280; en 1878 enfin 41.603 contre 7.000. Soit 6 fois plus de récoltants non autorisés que de récoltants autorisés.

La contrebande était en rapport avec la culture illicite : en 1876 on a découvert 870 contrebandiers avec 6.581 kilo-

(1) *M. O.*, 1879, n° 65 : Expunerea de motive la procetul de lege pentru mono polul vanzari tutunurilor. M. D. Sturdza.

grammes ; en 1877 : 1172 avec 16.452 kilogrammes et en 1878 : 1.294 avec 32.330 kilogrammes.

L'*Allgemeine Zeitung* disait (2) : « Le monopole est devenu illusoire, l'armée russe et des milliers de juifs venus à sa suite, apportent à la Russie et à la Turquie autant de tabac qu'elles veulent, malgré la convention conclue entre la Roumanie et la Russie pour que celle-ci achète à la régie roumaine le tabac nécessaire à son armée. »

La Roumanie, dans le texte de sa réclamation au gouvernement russe, évaluait ces pertes à 1.499.611 francs.

Il est incontestable que dans un pareil état de choses la Régie n'avait plus qu'à demander la résiliation de son contrat ; c'est ce qu'elle fit. Mais aucun des motifs par elle invoqués n'ayant le caractère résolutoire, ses demandes furent repoussées. Les dispositions du Congrès de Berlin lui fournirent enfin l'argument tant désiré : la perte par la Roumanie de la Bassarabie constituait un amoindrissement territorial du monopole.

Le 30 septembre 1878, le directeur général de la régie, Lang, adressa au ministre des Finances, M. Demètre Sturdza, une lettre par laquelle il lui faisait connaître que la société considérait son contrat comme résolu — du moment que la Bassarabie n'appartenait plus à la Roumanie ; — que le gouvernement roumain devait se substituer à elle, la société consentant toutefois à continuer l'exploitation pendant deux mois, en payant à l'Etat comme redevance 45 0/0 du

(1) *Allgemeine Zeitung*, 1877, n° 229.

montant de la vente effectuée durant cette période ; et que, faute pour le gouvernement d'avoir trouvé dans les deux mois une solution amiable, la société cesserait toute gestion en laissant au gouvernement l'entière responsabilité de la situation de la régie et du public.

Le gouvernement se trouvait en présence de trois solutions :

1° Prendre à son compte l'exploitation du monopole.

2° Ne pas donner suite à la mise en demeure adressée par la régie, d'où la perspective d'un procès.

3° Reconnaître le bien fondé de la plainte formulée par la régie et modifier par une loi les conditions de son fonctionnement.

Le ministre des Finances, M. Sturdza, se prononça pour la troisième solution et élabora un projet de loi qui donnait en partie satisfaction à la Société et qui fut accepté par elle. Ce projet contenait des dispositions ayant pour but (1) :

1° De restreindre la contrebande : *a*) on limitait pour cela la culture à 6 départements ; *b*) on donnait à la régie le droit d'accorder ou refuser, sans indiquer de motifs, le permis de culture en vue de la vente à la régie soit en vue de l'exportation ; *c*) on accordait à la régie la faculté d'acheter les produits destinés à l'exportation toutes les fois que bon lui semblerait ; *d*) on augmentait la surveillance de la culture et les précautions prises contre les contrebandiers.

2° De réduire le montant de la redevance : d'après ce projet elle était abaissée à 8.125.000 francs par an pour toute

(1) *M. O.*, 1879, n° 61. Raportul Buescu.

la période restant à courir. La régie devait, en revanche, accorder à l'Etat 45 0/0 sur la portion de son chiffre d'affaires dépassant 18 millions.

Ce projet, comme nous l'avons vu, convenait à la Société ainsi qu'au gouvernement qui avait peur de perdre la redevance de 8 millions que lui payait la société en ne trouvant pas une autre offre : ce n'était pas le moment de risquer pareille perte. Ce projet fut néanmoins très attaqué en tant que désavantageux pour l'Etat, car la disposition relative au partage des recettes au delà de 18 millions n'était pas prise en considération. Il fut rejeté par la commission d'études pour les raisons suivantes :

1° La limitation de la culture à 6 départements était contraire à l'article 19 de la Constitution.

2° La culture pour l'exportation était en fait supprimée.

3° Les pénalités étaient trop rigoureuses ; l'inviolabilité du domicile n'était plus sauvegardée.

4° On ne devait tenir compte que de la redevance fixe de 8.125.000 francs ; car la quote-part de 45 0/0 était tout à fait aléatoire et elle dépendait de la bonne foi des concessionnaires.

5° Les nationaux se trouvaient exclus de l'administration de la régie, puisque rien n'était imposé à celle-ci pour le recrutement de son personnel.

La Chambre, après discussion, rejeta le projet le 17 mars 1879 et vota la continuation de la gestion sociétaire. Si on examine ce projet, on voit qu'il n'était pas aussi néfaste qu'on voulait bien le dire. Aujourd'hui que nous avons toutes les

données, nous pouvons faire le calcul des sommes que l'Etat aurait touchées d'après ce projet, et les comparer à celles résultant du contrat initial.

D'après le contrat pour 4 ans (de la seconde période) on aurait touché 38.448.000 francs et pour les autres 5 années (3^e période) 57.670.000 francs plus 54.000 francs pour le traitement du commissaire du gouvernement, ce qui fait en tout 96.172.000 francs. Si nous faisons le décompte de la même période, d'après les stipulations du projet qui fut repoussé, nous trouvons, en ajoutant aux redevances fixes, les quote-parts variables, un total de 106.121.945 francs. Il en résulte donc une différence de près de 10 millions en faveur du projet, différence que la Chambre ne sut pas prévoir. Il faut dire que les déboires qu'elle avait essuyés l'avaient guérie de tout optimisme financier, la Société s'était d'ailleurs irrémédiablement discréditée par ses agissements.

« Il faut en finir une fois pour toutes — disait le député Pana Buesco en 1879 (1) — avec ces concessionnaires étrangers qui, continuellement, depuis qu'ils se mêlent de nos affaires, nous font la vie dure ; toutes les demandes, toutes les propositions qu'ils nous soumettent ne s'inspirent que de leurs intérêts en sacrifiant les nôtres... Ils nous ont créé des embarras politiques ; nous avons été forcé de leur céder sur le terrain économique pour avoir la paix du côté politique. » Heureusement, l'Etat, forcé par les circonstances, prit l'exploitation du monopole pour avoir les bénéfices que nous verrons plus tard.

(1) *M. O.*, Buesco, discours, 1879, n° 61.

En effet, la Société se retira à la suite de l'échec du projet et une convention fut conclue entre M. D. Sturdza, ministre des Finances, et la Société représentée par son directeur général Robert Lang. Par cette convention (1) la régie donna à l'Etat la pleine propriété de tous les tabacs à fumer, priser, cigares et cigarettes qui se trouvaient dans ses dépôts et manufactures et qui, d'après la comptabilité, valaient, le 6 mars, la somme de 3.488.805 fr. 75. Il en fut de même pour les objets divers : boîtes, étiquettes, papier à cigarettes représentant une valeur de 150.000 francs. Quant aux bâtiments de la régie, à l'outillage, au matériel, à l'agencement qu'ils contenaient, ils étaient de plein droit la propriété de l'Etat.

Les marchandises servaient à acquitter la somme de 3.380.000 francs montant des droits dûs par la régie à l'Etat jusqu'au 6/18 avril 1879. Si la valeur de ces marchandises n'atteignait pas ce montant, l'Etat pouvait s'en prendre à la somme de 335.000 francs déposée à la Caisse des dépôts et consignations. Si elle dépassait ce montant, l'Etat devait acheter le surplus suivant des prix fixés d'avance. Sous réserve du règlement des droits lui revenant, l'Etat devait restituer le dépôt de 335.000 francs plus 740.000 francs représentant la réserve constituée pour l'amortissement des immeubles.

Cette convention fut ratifiée par la loi du 28 mars 1879. Par cette loi, le gouvernement était autorisé à prendre en main l'administration du monopole du tabac en attendant une nouvelle mise aux enchères sur la base d'un fermage minimum de 9 millions.

(1) *L. si R. r. l. m. st.*, p. 292.

De même, le gouvernement fut autorisé à s'approvisionner en tabacs indigènes et étrangers et à contracter à cet effet un emprunt de 2 millions 1/2 remboursable en une année.

Le 28 mars 1879 était publié un règlement provisoire pour l'administration de la régie du monopole des tabacs (1). D'après ce règlement, la régie s'administrait par un Conseil d'administration et une direction générale. Le Conseil se composait de 8 membres nommés par décret princier qui choisissaient parmi eux un président. Ce Conseil contrôlait et surveillait toute l'administration.

Après avis du directeur, il se prononçait sur les transactions, compromis d'une valeur supérieure à 5.000 francs ainsi que sur les achats des tabacs, matériel et tous autres objets nécessaires à l'exploitation ; il approuvait le bilan de l'administration. Le directeur général exécutait toutes les dispositions des lois et des règlements ainsi que les décisions prises par le Conseil d'administration. Il avait la direction générale de toutes les affaires de la régie. Il élaborait le budget ; il nommait et révoquait les employés ; il avait la police et prenait toutes sortes de mesures d'ordre et de discipline. Il devait chaque mois présenter au Conseil d'administration un rapport sur les recettes et les dépenses mensuelles ainsi que sur l'administration.

Cet état de choses dura jusqu'au 7 avril 1881, quand une loi organisa de façon définitive le monopole et chargea l'Etat de son exploitation.

(1) *L. si R. r. l. m. st.*, p. 295.

Une particularité à signaler dans le régime provisoire du monopole : le territoire de la Dobrodza qui nous fut donné par la Russie à la suite de la guerre de 1877-78 en échange de la Bassarabie échappait au monopole. Le règlement du 17 novembre 1878 (1) dit en effet que le commerce du tabac y restait libre. Les tabacs étrangers y étaient soumis à une taxe de 500 francs par 100 kilogrammes, les tabacs indigènes et les tabacs roumains payaient 75 francs par 100 kilogrammes. On voulait ménager la population de ce pays qui était en majorité constituée par des étrangers, en prescrivant pour les tabacs des provinces roumaines la même taxe que pour les tabacs du pays même. On se proposait de développer les relations commerciales entre la Roumanie et la Dobrodza et de vulgariser le tabac roumain pour pouvoir plus tard l'imposer par l'établissement du même régime qu'en Roumanie. C'est le 1^{er} avril 1882 que la Dobrodza fut soumise au même régime que la Roumanie, c'est-à-dire au régime du monopole (Décret du 7 mars 1882) (2).

(1) *L. si R. r. l. m. st.*, p. 299.

(2) *L. si R. r. l. m. st.*, p. 33.

DEUXIEME PARTIE

L'organisation actuelle du monopole.

La loi du 7 avril 1881 (modifiée le 28 février 1887) sur l'exploitation du monopole du tabac, organise l'administration générale de la régie : un Conseil d'administration et un directeur la dirigeant (1).

Le Conseil d'administration se compose de 9 membres ; les membres sont nommés par décret et renouvelés par tiers chaque année. Le Conseil choisit lui-même son président et se réunit deux fois par mois au moins. Ses attributions sont les suivantes :

1° Surveiller et contrôler l'administration.

2° Se prononcer sur les baux, contrats de toute nature qui dépassent la valeur de 3.000 francs.

Le ministre des Finances peut prendre part aux séances du Conseil d'administration et s'opposer à toute mesure qu'il considère comme contraire aux lois et aux intérêts de l'Etat. Ses oppositions sont suspensives d'exécution, il a un droit de contrôle sur l'administration et la gestion.

Le directeur général est nommé par décret pour une pé-

(1) *L. si R. r. l. m. sl.*, p. 5.

riode de 5 ans. Il exécute toutes les dispositions prévues par les lois et les règlements ainsi que les décisions du Conseil d'administration. En somme, il dirige toutes les affaires de la régie.

Il élabore le budget des recettes et des dépenses et il le soumet à l'approbation du Conseil d'administration.

Il a la police et prend toutes les mesures d'ordre et de discipline envers tous les employés.

Il conclut tous les contrats, signe la correspondance, porte plainte et défend les intérêts de la régie devant les tribunaux.

Cette administration de la régie ne fut tout d'abord créée qu'en vue de l'exploitation du monopole du tabac ; bientôt on augmenta son champ d'action en lui donnant aussi l'exploitation des autres monopoles : monopole sur le sel, les allumettes, des cartes à jouets, de la poudre et du papier à cigarettes.

Actuellement, cette administration générale de tous les monopoles constitue la 8^e direction de l'administration des finances de l'Etat. Les autres directions sont (1) :

1^o Direction des contributions directes, des ordonnancements et du contentieux.

2^o Direction des contributions indirectes et du fonds communal.

3^o Direction des douanes.

4^o Direction du timbre et de l'enregistrement.

5^o Direction de la comptabilité générale.

(1) *Legea pentru organizarea administratiunii finantelor statului*, 1906.

- 6° Direction de la dette publique et des pensions.
- 7° Le service des statistiques.
- 8° Les caisses de crédit agricole et viticole.
- 9° La Caisse centrale des Banques populaires et coopératives paysannes.
- 10° La caisse des dépôts et consignations, la Caisse d'épargne et la Caisse du Crédit départemental et communal.

L'administration de la régie est distincte de la direction des contributions ; elle a ses services régionaux à part et relève directement du ministre des Finances. Peut-être la fusion de ces deux services qui poursuivent le même but : le prélèvement des impôts de consommation, aurait diminué les dépenses et facilité en même temps la perception des impôts en raison de l'expérience des fonctionnaires fiscaux. Mais la raison essentielle qui s'oppose à cette fusion est la différence même des attributions et du caractère des deux services.

La régie a un rôle technique, elle a pour mission de fabriquer, au meilleur compte possible, les meilleurs produits possible. Diriger la culture indigène de façon à réaliser, par l'amendement des terrains, la sélection des espèces, etc., l'obtention de produits de bonne qualité. Manutentionner dans ses magasins, traiter dans ses manufactures les matières brutes qu'elle achète en perfectionnant sans cesse ses procédés, son installation, son outillage, etc. Voilà quelles sont ses attributions dont le caractère est essentiellement industriel. Le service des contributions a surtout un rôle de recouvrement et de surveillance. On ne lui a même pas confié la vente ; c'est peut-être un tort, car on pourrait faire par là des

économies, sans compter que les agents des contributions indirectes sont plus habitués à la surveillance de la fraude.

La régie forme donc un rouage tout à fait indépendant, son administration centrale est composée, en dehors du Conseil d'administration, d'une direction générale dirigée par le directeur général, un sous-directeur et deux inspecteurs financiers. Cette direction a sous ses ordres les services suivants :

1^o Le service de l'administration générale et des ordonnancements.

2^o Le service de la vente.

3^o Le service de l'exploitation.

4^o Le service technique.

5^o Le service de la comptabilité.

6^o Le service du contentieux.

7^o La caisse.

8^o Le service de la culture du tabac.

Au-dessous de l'Administration centrale fonctionnent les services de province qui sont au nombre de quatre. Savoir :

1^o Le service de la culture du tabac et des dépôts de fermentation.

2^o Le service des fabriques et des mines qui comprend :

a) Le dépôt central des tabacs bruts et des matériaux d'exploitation.

b) Les manufactures de tabac et de papier à cigarettes, les fabriques d'allumettes, les ateliers du timbre et les poudrières.

c) Les mines.

3^o Le service des dépôts pour la vente des produits monopolisés.

4^o Le service du contrôle des débits.

Tous les fonctionnaires de la régie sont assimilés aux fonctionnaires du ministère des Finances, par conséquent ils sont soumis aux dispositions prévues par la loi du 28 février, 2 mars 1906 (1). Aux termes de cette loi, pour être fonctionnaire, il faut : être Roumain, jouir de ses droits civils et politiques, avoir satisfait à la loi de recrutement, et posséder des connaissances spéciales en rapport avec les fonctions à exercer.

C'est encore la loi de 1906 qui fixe les conditions de traitement ; l'avancement ne peut se faire qu'après un stage de 2 ans. Pour la plupart des fonctions on demande la possession de certains titres. Une innovation de la loi de 1906 consiste dans les garanties qu'elle offre aux fonctionnaires en énonçant limitativement les différents cas de révocation. Ces dispositions de nature à assurer la stabilité des cadres, sont d'une précieuse utilité dans un service comme la régie qui a besoin d'un personnel d'élite et de carrière appelé non pas tant à fournir un travail bureaucratique qu'à mettre en œuvre des connaissances variées acquises seulement par une grande pratique.

En étudiant en détail le fonctionnement du monopole du

(1) *M. O.*, 1906, n^o 84.

tabac nous nous rendrons compte de toutes les attributions qui incombent à chaque service.

Pour faciliter cette étude, nous diviserons cette seconde partie en trois chapitres correspondant aux trois fonctions essentielles de la régie : l'approvisionnement, la fabrication et la vente.

CHAPITRE PREMIER

LES APPROVISIONNEMENTS DE LA RÉGIE ROUMAINE

La régie achète les matières brutes qui servent à la fabrication soit aux cultivateurs indigènes, soit à l'étranger. Nous examinerons les procédés d'achat dans les deux cas.

A. — La culture indigène.

Nous avons vu que l'argument invoqué contre le rétablissement du monopole en 1872 fut le risque de ruine qu'on ferait courir à la culture indigène : cette crainte détermina le législateur à prendre des mesures en vue d'assurer le développement de la culture en obligeant la société à s'approvisionner en produits nationaux pour la fabrication du tabac des 3^e, 4^e et 5^e qualité. On conçoit aisément que l'Etat devenu entrepreneur pour son propre compte ne pouvait répudier pour lui-même ce principe ; or, l'accepter, c'était du même coup prendre les trois mesures suivantes qui en sont les conséquences :

1° La limitation légale des espaces cultivés et du nombre de planteurs, les récoltes devant, dans une certaine mesure, être proportionnées aux besoins de la régie. Dans ce but, la régie, par son Conseil d'administration et avec l'approbation du ministre des Finances, publie chaque année au mois d'octobre l'étendue permise à la culture et les variétés. La publication relative à 1909 a permis une culture de 8.000 hectares.

2° Une surveillance étroite des planteurs pour empêcher la fraude à laquelle ils seraient tentés de se livrer.

3° Nécessité de veiller à ce que les procédés de culture, le choix des semences, etc., n'amènent pas une dépréciation dans la qualité des produits nationaux. A cet effet, la régie doit, s'il le faut, s'efforcer, par les conseils éclairés de ses agents, de provoquer toutes les améliorations possibles de la culture. Pour atteindre ce résultat, la culture indigène a été entourée d'un système de réglementations dont l'application a été confiée à un service spécial ayant à sa tête des hommes compétents.

I. — Réglementation de la culture.

Du moment que la loi limitait le nombre de planteurs et l'espace cultivé, la culture du tabac devenait une concession de la puissance publique.

L'article 24 de la loi du 28 février 1887 dit (1) : « Personne n'a le droit de cultiver le tabac sur toute l'étendue du pays qu'en vue de la vente à la régie ou pour l'exportation ». Les

(1) *L. si R. r. l. m. st.*, p. 11.

articles 27 et 28 ajoutent que : « Dans les deux cas les cultivateurs doivent faire une déclaration et c'est seulement à la suite d'une réponse affirmative qu'ils ont le droit d'entreprendre la culture ». Cette interdiction est rigoureuse et formelle. L'article 46 déclare culture illicite, toute culture faite sans cette autorisation ; le contrevenant après destruction ou confiscation de sa récolte est soumis à une amende de 3 francs pour chaque mètre carré ou 0 fr. 05 pour chaque plant.

La déclaration doit contenir : l'étendue et la situation de la terre qu'on veut cultiver ainsi que la destination de la culture : vente à la régie ou l'exportation. Elle doit être remise à l'autorité communale qui est obligée de la transmettre dans les 3 jours aux agents ou sous-agents de la régie qui — à leur tour — doivent l'envoyer à la Direction Générale qui décide. Les réponses sont remises aux cultivateurs par les agents au plus tard dans les 20 jours qui suivent l'expiration du délai accordé pour faire la demande.

La déclaration, quand il s'agit d'une culture pour la régie, est reçue jusqu'au 20 janvier ; quand il s'agit d'une culture pour l'exportation, le délai se prolonge jusqu'au 1^{er} mars. Toute déclaration faite plus tard est nulle.

Il est à remarquer que le législateur a omis d'exiger des cultivateurs des conditions de moralité et de solvabilité, chose indispensable pourtant pour assurer une récolte abondante et de bonne qualité ; le chef de la culture, M. Popovitz, a signalé la lacune et présenté en 1906 à la Direction générale un rap-

port dans lequel il montre l'inconvénient d'admettre à la culture le premier postulant venu (1).

1° « Les cultivateurs sont attirés vers la culture du tabac — dit le rapport — à cause des avantages qu'ils en retirent, notamment sous forme d'avances d'où il suit que ce sont, en majorité, des personnes nécessiteuses dépourvues de tout avoir, sans aptitudes ni connaissances spéciales, ce qui les met dans l'impossibilité de soigner la culture et d'avoir une bonne récolte.

2° « Ces mêmes cultivateurs, par le fait qu'ils produisent une récolte minime et de mauvaise qualité, se trouvent dans l'impossibilité d'acquitter, avec le produit qu'ils en tirent, les sommes qui leur ont été avancées par la régie.

3° « Toutes les mesures prises pour l'amélioration de la culture resteront vaines tant qu'on n'exigera pas des cultivateurs des conditions de capacités morales et matérielles ».

Et le rapport conclut en demandant, dans l'intérêt des cultivateurs comme dans l'intérêt de la culture, l'élimination de ces éléments incapables, élimination qui devra être précédée d'une enquête portant sur les garanties offertes par les cultivateurs.

Les conditions à exiger pour l'admission à la culture furent discutées par le personnel supérieur de la culture qui tint des conférences à Bucarest entre le 26 juin et le 2 juillet 1907. Les résolutions prises furent réunies dans un rapport qui fut présenté à l'approbation du directeur général.

(1) *Buletinul culturii tulunului*, 1907, n°s 6 et 7, p. 17.

C'est à la suite de ce rapport qu'on a établi un règlement sur la culture du tabac, règlement qui fut mis en vigueur au mois de juillet 1907, sous la forme d'une instruction de culture (1).

L'article 3 de ce règlement dit : « Ne peuvent devenir cultivateurs de tabac que les personnes auxquelles la loi permet de s'engager valablement par contrat et s'ils peuvent prouver qu'ils ont une maison et une cour propre ; qu'ils peuvent disposer d'un terrain nécessaire et de bonne qualité pour la production des plants et pour la culture ; qu'ils possèdent certaines installations pouvant servir au séchage et à la conservation du tabac dans de bonnes conditions ; qu'ils ont les moyens nécessaires pour se livrer à la culture de cette plante aux époques et conformément aux instructions qui leur seront indiquées par les agents de la régie. Les demandes doivent être conformes aux publications faites au mois de septembre de chaque année par la régie.

Le permis ne peut être accordé s'il s'agit d'une demande portant sur une étendue inférieure à 25 ares (15 dans les terrains vignobles) avec maximum de 5 hectares. Toutefois, les associations paysannes, les associations de fermiers ainsi que les grands propriétaires peuvent obtenir la permission de cultiver jusqu'à 100 hectares, mais pas moins de 2 hectares $1/2$. Si le domaine du cultivateur est morcelé, il faut que chaque parcelle remplisse les conditions ci-dessus indiquées.

Si la demande faite par le cultivateur est accueillie favo-

(1) *Buletinu culturai tutunului*, 1907, n^o 10 et 11, p. 215.

ablement par la Direction générale de la Régie, il intervient un véritable contrat entre le cultivateur et l'Etat (représenté par la régie). L'Etat prend des engagements envers le planteur et le planteur envers l'Etat.

Nous allons tour à tour examiner les uns et les autres.

a) *Obligations de l'Etat vis-à-vis des planteurs.*

1° L'Etat doit d'abord faire jouir le planteur du privilège de cultiver le tabac. Ce privilège du planteur est constaté par le permis qui lui est délivré sur sa demande. La notification du permis est écrite et faite, comme nous l'avons déjà vu, par l'agent de la régie.

2° Il doit remettre les graines aux planteurs pour qu'ils puissent ensemençer.

3° Il doit donner des conseils aux planteurs qui sont généralement inexpérimentés. Les agents doivent les aider de leur expérience.

4° Il doit permettre la circulation du tabac récolté. Cette circulation étant, bien entendu, soumise à des formalités imposées par la loi dans le but de surveiller étroitement la fraude : c'est ainsi que les intéressés doivent se munir d'un « laissez-passer ».

5° Il doit enfin — et c'est là son obligation essentielle — se rendre acquéreur des tabacs récoltés. L'article 40 de la loi de 1887 stipule toutefois que la régie pourra refuser de prendre livraison des tabacs impropres à tout usage.

L'Etat doit faire connaître personnellement à chaque planteur le jour où il devra apporter sa récolte aux magasins de la régie les plus proches (Il y a 15 magasins : 9 à Bucarest, 1

à Isacea, 1 à Ghimpatzi, 1 à Gaësti, 1 à Vladuleni, etc.). Au jour indiqué, les magasins de la régie sont ouverts aux planteurs, ceux-ci doivent y déposer toute leur récolte.

Par le fait qu'un récoltant a livré ses tabacs à la régie, il devient le créancier de cette dernière ; mais sa créance doit être, comme toute dépense de l'Etat, liquidée et payée.

La liquidation comprend deux opérations bien distinctes :

- 1^o L'expertise de la récolte ;
- 2^o L'établissement de la créance d'après cette expertise.

L'expertise a pour but de reconnaître et de classer les tabacs qui sont livrés. Elle est faite par une commission de réception composée d'un inspecteur ou sous-inspecteur comme président, du chef de la circonscription, du chef du dépôt, de 3 délégués des cultivateurs ainsi que d'un certain nombre de fonctionnaires chargés des différents travaux nécessités par la réception.

En cas de contestations, la régie doit constituer une autre commission spéciale formée par un inspecteur et un cultivateur qui prononce en dernier ressort.

L'expertise une fois faite on procède à l'établissement de la créance en tenant compte tout à la fois de l'avis émis par la commission des experts et du tableau des prix fixés et publiés chaque année par la régie. Ces prix sont déterminés par zones et dans chaque zone varient selon la qualité. Les prix fixés pour la récolte de 1909 sont :

1^{re} zone (composée des départements suivants : Dambovitza, Ilfov, Ialomitza, Prahova, Romanatzi, Vlasca) :

Pour les tabacs clairs	0 fr. 40 à 1 fr.	par kilog.
» » foncés	0 fr. 30 à 0 fr. 70	»
» » furda	0 fr. 40 à 0 fr. 15	»
» » zob.	0 fr. 05	»

Les prix des tabacs dits Hongrois sont de 0 fr. 80 à 0 fr. 40 par kilogramme quand ils sont clairs et de 0,70 à 0,80 quand ils sont foncés.

Sont considérés comme tabac clair et payés en conséquence, les feuilles bien mûres, entières, sans tache, d'une teinte jaune ou rougeâtre claire.

Le tabac foncé est celui dont les feuilles sont de couleur rouge foncé, même un peu abimées et tachées mais bien mûres.

Le furda sont les feuilles vertes, abimées, tachées sans être gâtées, brûlées ou moisies.

Le zob est formé par les feuilles crues, brûlées et moisies mais dans un état tel qu'elles peuvent être utilisées.

La 2^e zone est composée des départements suivants :

Constantza, Covurlui, Mèhèdintzi, Tecuci, Tutova.

Pour les tabacs de 1 ^{re} qualité	1 fr. 30 à 1 fr. 80
» » de 2 ^e »	0 fr. 70 à 1 fr. 20
» » de 3 ^e »	0 fr. 30 à 0 fr. 60
» » furdano	0 fr. 40 à 0 fr. 15
» » zob	0 fr. 05

Sont considérées de 1^{re} qualité, les feuilles du sommet et du milieu de la plante, de grosseur modérée, bien mûres, non tachées, de couleur jaune ou rougeâtre clair.

La 2^e qualité est constituée par les feuilles du milieu de la

plante de n'importe quelle grandeur, bien mûres, entières, non tachées, d'une teinte jaune ou rougeâtre.

La 3^e qualité comprend les feuilles de la partie inférieure de la plante ainsi que celles du sommet et du milieu ne remplissant pas les conditions requises pour les 1^{re} et 2^e qualité, d'une teinte plus foncée sans être vertes ou pas mûres, même un peu déchirées ou tachées.

Sont qualifiées furdana les feuilles vertes, abimées, tachées sans être gâtées, brûlées ou moisies.

Sont dites Zob les feuilles non mûres ou brûlées pourvu qu'elles ne soient pas considérées par la commission comme impropres à la fabrication.

3^e Zone (départements de Tulcea-Valcea).

Tabacs récoltés sur les coteaux	{	Tabacs choisis	4 fr. 20 à 3 fr. par kg.
		» ordinaires	0 fr. 40 à 0 fr. 80
		Furdana	0 fr. 10 à 0 fr. 15
		Zobul	0 fr. 05
Tabacs récoltés dans les plaines	{	Tabacs choisis	1 fr. 00 à 1 fr. 80
		» ordinaires	0 fr. 30 à 0 fr. 60

Sont dits tabacs choisis les feuilles du sommet et du milieu de la plante de grosseur modérée, bien mûres, entières, sans taches, d'une couleur jaune ou rougeâtre clair.

Les tabacs ordinaires comprennent les feuilles de n'importe quelle grosseur du sommet ou de la base, d'une couleur foncée, sans être vertes ou non mûres, même un peu abimées ou tachées.

Le furdana est fait des feuilles vertes, abimées, tachées mais non gâtées, brûlées ou moisies.

Le Zobul des feuilles non mûres, brûlées ou moisies mais qui sont considérées utilisables pour la fabrication.

La valeur de la récolte étant calculée d'après les données du tarif ci-dessus, on procède ensuite à l'établissement de la créance nette ; on tient compte pour cela de toutes les sommes dues par le cultivateur, lesquelles viennent en déduction de la valeur trouvée. Le compte définitif est remis au récoltant qui peut se faire payer immédiatement par un des membres de la commission. C'est là une disposition toute à l'avantage des cultivateurs qui se trouvent ainsi dispensés des dérangements qu'occasionne en général le recouvrement des mandats sur le trésor.

b) *Obligations du planteur envers l'Etat.*

1° La première de ses obligations est de cultiver le tabac sur toute la superficie pour laquelle il a obtenu le permis de culture. Toutefois, d'après le règlement de 1907, le cultivateur a la possibilité de renoncer jusqu'au tiers de l'étendue pour laquelle il est autorisé, à condition de faire connaître cette décision au vérificateur de la culture avant le 15 mars en indiquant les motifs qui l'ont déterminée.

Le cultivateur ne peut transmettre ses droits à une autre personne sans le consentement du chef de la circonscription qui, après avoir reçu la demande, charge le vérificateur d'enquêter, avec le concours de l'autorité communale, sur la solvabilité du cessionnaire éventuel et décide si la transmission peut ou non se faire. Tout cultivateur qui n'a pas cultivé toute l'étendue pour laquelle il s'est obligé, est punissable d'une amende de 5 francs par 100 mètres carrés non cultivés.

Echappent à cette amende ceux qui ont été mis dans l'impossibilité de cultiver par suite d'un cas de force majeure.

2° En second lieu le planteur doit employer les graines qui lui sont données par la régie, sous peine de se voir détruire ses plants et retirer l'autorisation de culture.

L'ensemencement en vue de la production des plants doit se faire dans des conditions réglées par la régie.

3° Il est tenu — pour tous les soins que comporte sa culture — de se conformer aux instructions écrites et verbales des fonctionnaires de la régie.

4° Il doit enfin livrer le tabac récolté à la régie et cela dans de bonnes conditions. Il doit prendre toutes les mesures de nature à prévenir la perte ou la détérioration de sa récolte. Il doit, en un mot, apporter à la culture les soins d'un bon père de famille. Le tabac qu'il ne livrerait pas dans les conditions requises pourrait, nous l'avons vu, être refusé et détruit par la régie. Si l'article 34 l'oblige en principe à livrer la totalité de sa récolte telle qu'elle résulte des nombreux inventaires des agents, il a droit à de certaines réductions pour séchage, dûment constaté par le vérificateur. Tout déficit non expliqué donne lieu à une confiscation d'une quantité de tabac égale à celle trouvée chez le planteur et à une amende de 5 francs pour chaque kilogramme disparu. En cas de récidive, on interdit au planteur la culture pour un temps déterminé ou pour toujours suivant la gravité de la fraude.

c) Mesures de contrôle et de surveillance.

Les planteurs sont sous la surveillance constante de la régie qui fait périodiquement un inventaire de leurs cultures.

Un inventaire comprend 2 séries d'opérations : La première a pour but de reconnaître la superficie cultivée, la seconde d'arrêter le nombre des feuilles prises en charge par chaque planteur.

La première partie de l'inventaire commence vers la fin de juin, après le repiquage. Les étendues de culture sont mesurées à la chaîne d'arpenteur ; le résultat est inscrit par le vérificateur sur son carnet de service ainsi que sur le permis de chaque cultivateur. Le vérificateur doit profiter de l'occasion pour pronostiquer le rendement de l'hectare de la prochaine récolte en la qualifiant de bon s'il estime qu'il dépassera 700 kilogrammes ; moyen s'il l'évalue entre 400 et 700 kilogrammes et faible s'il le croit inférieur à 400 kilogrammes.

La seconde partie de l'inventaire a lieu plus tard quand se fait la cueillette ; chaque cultivateur est obligé de disposer les feuilles de tabac par rang de taille en un certain nombre de rangées comprenant un nombre égal de feuilles ; le nombre de ces rangées est inscrit sur le permis et sur le carnet. La cueillette terminée et le tabac une fois séché on procède au recensement et au pesage définitifs. La pesée se fait pour la totalité de la récolte si le nombre de rangées ne dépasse pas 100 ; dans le cas contraire, les rangées étant groupées en catégories, on pèse 10 0/0 de chaque catégorie, ce qui permet d'obtenir le poids moyen d'une rangée, puis, en multipliant par le nombre de rangées, le poids total de la catégorie.

Ces opérations de vérification révèlent — s'il y a lieu —

les excédents ou les déficits chez les planteurs. Lorsqu'on constate un excédent — malgré le silence de la loi — il est incontestable qu'on se trouve pour le surplus en présence d'une culture illicite soumise par conséquent aux peines prévues par l'article 46 de la loi du 28 février 1887 qui prévoit la destruction ou la confiscation et une amende de 3 fr. pour chaque mètre carré ou de 0 fr. 05 pour chaque plant en plus, suivant l'état de la culture au moment où la fraude est constatée. Le planteur peut être au contraire en déficit ; l'article 31 prévoit la peine applicable quand il s'agit d'un manquant dans la superficie cultivée, savoir : 5 francs d'amende par 100 mètres carrés en moins. L'article 41 nous parle de la peine applicable quand il y a un manquant inexpliqué dans la quantité : 5 francs pour chaque kilogramme de tabac en moins.

Il faut noter que, indépendamment de ces peines, les contrevenants peuvent être frappés d'une interdiction de culture plus ou moins prolongée suivant la gravité de la fraude.

d) *Surveillance de la culture.*

Il est prescrit aux employés de faire, en dehors des inventaires, de fréquentes visites. Elles ont pour but d'obtenir du planteur l'application stricte des règlements et sont pour les employés une occasion de donner à celui-ci des conseils. Ils doivent s'assurer notamment que les cultivateurs procèdent au repiquage des jeunes plants en observant les espacements prescrits ; que la transplantation est terminée à l'époque fixée par les instructions et qu'à cette date les plants inutilisés ont été détruits ; qu'il n'existe dans les plantations

ni pieds doubles, ni pieds jumeaux et que les pieds intercalaires ne sont cultivés que dans la limite de la tolérance administrative pour permettre des remplacements éventuels. Ils surveillent l'écimage et l'épamprage. Ils constatent par procès-verbal toutes les infractions aux règlements ou à la loi.

Les planteurs sont tenus de faire conduire ou de conduire eux-mêmes les employés sur les pièces de terre affectées à la culture du tabac, d'assister à leurs opérations ou de tenir pour valables celles qui ont été pratiquées en leur absence. En tous temps les employés peuvent avoir accès dans leurs maisons, magasins ou séchoirs depuis le lever jusqu'au coucher du soleil.

Pour ce qui est des conseils à donner aux cultivateurs, les employés doivent s'inspirer des prescriptions du règlement : ils doivent recommander des labours fréquents et profonds ; ils doivent veiller à ce qu'il ne soit effectué dans l'année aucune autre culture sur les parcelles destinées aux plantations de tabac ; ces dernières seront nettoyées, épamprées, ébourgeonnées afin que tous les principes fertilisants du sol soient concentrés sur les feuilles destinées à la fabrication. Ils doivent aussi veiller à ce qu'on n'irrigue pas les plantations après l'écimage, pour éviter la production des tabacs gorgés d'eau et sans arôme ; à ce que la cueillette soit faite dès les premiers indices de maturité, car les tabacs récoltés trop mûrs ont perdu une partie de leur teneur en nicotine et en potasse. Ils doivent surveiller les opérations de séchage chez les planteurs ; ils leur donnent d'utiles conseils sur les systèmes de clôture, aération, mise en pente, etc., à adopter dans

les séchoirs. Enfin ils sont tenus d'escorter les récoltes jusqu'aux magasins de la régie.

e) *La culture pour l'exportation.*

Elle est soumise aux mêmes règles que celle pour la régie. Le planteur pour exporter ses produits doit obtenir une autorisation préalable d'exportation. Cette déclaration est accordée si la vérification de la récolte concorde avec les inventaires dressés par les agents de la régie.

L'exportateur est alors muni d'un passe-debout qui accompagne le tabac ; des plombs sont apposés par la régie sur les ballots.

L'exportation doit être faite dans un délai indiqué de façon très précise dans le permis d'exportation ; à l'expiration de ce délai, l'intéressé doit pouvoir justifier de l'exportation qui se constate par le visa du chef de la douane et du commissaire de police de la ville frontière par où la marchandise est exportée.

Si, au moment de passer la frontière, la quantité exportée est inférieure à celle accusée par le permis, l'exportateur se voit confisquer l'équivalent de ce qui manque ; s'il n'y a pas assez, il est tenu de verser le complément en argent d'après le prix de vente fixé par la régie, tout cela sous préjudice d'une amende de 10 francs par kilogramme manquant à l'exportation. On accorde toutefois à l'exportateur une tolérance de 3 0/0 de la quantité portée sur le permis. Les pénalités susdites sont prononcées sur simple procès-verbal.

L'exportation doit s'effectuer avant le 1^{er} septembre qui suit la récolte. Si l'exportation n'est pas effectuée à cette date, les

détenteurs doivent déposer leurs produits dans les magasins de la régie moyennant un droit de magasinage de 0 fr. 01 par jour et par 50 kilogrammes. Si l'exportation n'a pas lieu dans les 8 mois du dépôt aux magasins de la régie, les propriétaires font l'objet d'une mise en demeure ; faute de n'avoir pas retiré leur marchandise dans le délai d'un mois, celle-ci est considérée comme abandonnée à la régie. Les exportateurs en gros qui veulent grouper plusieurs récoltes avant de les expédier hors frontières doivent demander au préalable l'autorisation de la régie, en indiquant les noms et adresses des producteurs à qui ils veulent acheter leurs produits. La régie, après s'être assurée que ceux-ci ont bien accompli toutes les formalités requises pour l'exportation, donne l'autorisation en indiquant la quantité que l'acheteur peut se procurer chez chaque producteur et lui délivre aussi le permis d'enlever les produits et de les faire circuler.

Les tabacs ainsi achetés ne peuvent être conservés, en attendant l'exportation, que dans les magasins de la régie, moyennant un droit de magasinage, en tenant compte des prescriptions régissant toute exportation.

Il est à remarquer, que depuis le monopole et par conséquent depuis la mise en vigueur de ces dispositions, on n'a plus à constater aucune exportation : ainsi se sont réalisées les prévisions des orateurs parlementaires qui sont intervenus dans la discussion du monopole.

On peut en donner les raisons suivantes : les dispositions régissant la culture du tabac en général font peser sur les récoltants des responsabilités rigoureuses ; ces responsabilités,

les petits cultivateurs seuls sont à même de les affronter, attendu que, opérant eux-mêmes, ils peuvent répondre de leurs actes. C'est pourquoi la majorité des fournisseurs de la régie se trouve constituée par de petits propriétaires à la quasi exclusion des gros. Mais les petits propriétaires — s'ils cultivent pour vendre sur place — ne peuvent penser à se faire exportateurs, car l'exportation suppose une organisation, des moyens d'action qu'ils n'ont pas ; elle conviendrait aux gros propriétaires mais ceux-ci ne s'adonnent pas à la culture du tabac.

En outre, la régie, loin d'encourager l'exportation des tabacs bruts, la voit, pour des raisons d'ordre fiscal d'un très mauvais œil. C'est qu'en effet, la culture en vue de l'exportation, cause au trésor un grand préjudice. L'étendue qui y est consacrée aggrave et complique le travail de surveillance incombant à la régie, sans fournir au trésor de profit correspondant. Le voisinage, l'enchevêtrement des terres affectées les unes à la culture pour la régie, les autres à la culture pour l'exportation, favorisent les fraudes au détriment du fisc. Si un même planteur cultive à la fois en vue de la vente à la régie et en vue de l'exportation, il sera tenté d'opérer entre les récoltes affectées à ces deux destinations des échanges illicites réservant à l'exportation le meilleur de ses produits qu'il vendra avantageusement à l'étranger et livrant à la régie ceux de qualité inférieure.

Peu praticable pour les cultivateurs, mal vue de l'administration, la culture pour l'exportation ne pouvait donc que tomber à zéro.

II. — Le fonds pour l'amélioration de la culture du tabac, pour l'aide des cultivateurs et l'assurance.

Nous ne pouvons terminer cette étude sur le régime auquel sont soumis les planteurs roumains, sans dire un mot d'un fonds constitué depuis le commencement de l'année 1881 au moyen de retenues faites sur le montant des sommes versées aux planteurs. Son but initial était de permettre la distribution de secours aux cultivateurs en cas de besoin et l'allocation d'indemnités en cas de sinistre causé par l'incendie. L'administration de ce fonds passa, par le décret du 25 juillet 1903, à la Direction générale de la régie. Il est alimenté actuellement (1) :

1^o Par les retenues opérées sur le prix d'estimation des récoltes achetées aux cultivateurs à raison de 5 0/0. La masse ainsi constituée s'est accrue petit à petit pour atteindre en 1907 la somme de 1.107.167 fr. 17.

2^o Par une subvention annuelle jusqu'à concurrence de 5 0/0 du montant de la valeur brute des tabacs livrés à la régie.

3^o Par les intérêts du capital ainsi constitué.

4^o Par le produit du tabac récolté dans les champs d'expérience.

5^o Par les versements faits — en remboursement d'avances passées — par des cultivateurs qu'on avait considérés comme insolvable et dont on avait balancé la dette par imputation au fonds de réserve.

(1) *M. O.*, 1907, n^o 136.

6° Par tout revenu fortuit.

D'après l'article 2 ce fonds sert :

1° A fournir aux cultivateurs un aide pécuniaire sous forme de prêts permettant la construction des hangars et séchoirs, pour la conservation et le séchage du tabac.

2° A restituer au fonds de l'exploitation de la régie les sommes avancées à des cultivateurs ne pouvant les rembourser à la livraison de la récolte.

3° A l'amélioration de la culture du tabac ; à l'entretien d'un champ d'expérience permettant la recherche et l'expérimentation des méthodes les plus rationnelles pour la culture et le traitement du tabac ; au perfectionnement professionnel du personnel chargé de la direction de la culture ; à la création de récompenses décernées aux cultivateurs les plus méritants ; au développement du confort dans les demeures des paysans par la construction de maisons modèles.

Les dispositions relatives à l'attribution de ces secours et à l'allocation de ces indemnités en cas de grêle et d'incendie sont établies minutieusement par le règlement de 1903.

Il est à remarquer que l'innovation du règlement de 1903 est la création du champ d'expérience. C'est grâce à cela qu'on a pu développer la culture de certaines espèces qui jusqu'alors devaient être importées et rendre la production nationale capable de suffire à notre approvisionnement en graines, ce qui a augmenté les recettes de nos cultivateurs de 20.000 francs environ, chiffre auquel s'élevaient jusque-là nos achats de graines à l'étranger. Ce champ est sous la direction d'un Directeur ayant le grade d'inspecteur. Pour pouvoir atteindre

plus facilement son but qui est de vulgariser les résultats de ses expériences, il a à sa disposition une revue intitulée le *Bulletin de la culture*, où on insère tous les résultats et tous les conseils opportuns.

Nous avons dit que le fonds permettait aussi d'accorder des subventions en vue de la construction de séchoirs, cette disposition eut des conséquences heureuses : de 1900 à 1909 il a été versé en subventions 471.448 fr. 25 ; en prêts : 333.605 francs d'où une somme totale de 805.053 fr. 25. Cette somme a servi à la construction de 3.126 séchoirs et hangars.

III. — Le personnel de la culture et des magasins.

Le personnel de la culture a pour mission la surveillance nécessaire et souvent délicate des planteurs. La régie, pour faciliter cette mission — en raison de l'étendue et du dispersement des cultures — a partagé en plusieurs circonscriptions le domaine affecté au tabac. Pour l'année 1909, la régie a déclaré nécessaire à la culture une superficie de 8.000 hectares. Cette superficie est répartie en circonscriptions de la manière suivante :

1 ^{re}	circonscription : Dragasani-Valcea	100 hectares
2 ^{me}	» : Vladuleni-Romanatzi	500 »
3 ^{me}	» : Găesti-Dambovitza	1.000 »
4 ^{me}	» : Corbi-Ciungi-Vlasca	700 »
5 ^{me}	» : Ghimpatzy-Vlasca	1.000 »
6 ^{me}	» : Tantava-Ilfov.	850 »
7 ^{me}	» : Micsunesti-Grădistea	900 »
8 ^{me}	» : Hotarele-Ilfov	200 »

9 ^{me}	»	: Urziceni-Salomitza	1.110	»
10 ^{me}	»	: Ghiuvegea-Constantza. . .	600	»
11 ^{me}	»	: Macin-Tulcea.	330	»
12 ^{me}	»	: Priponesti-Tutova	600	»
13 ^{me}	»	: Tamnéa-Mehedintzi. . . .	400	»
Total.			8.000 hectares	

Chacune de ces circonscriptions est sous la surveillance d'un chef de circonscription qui a la direction technique et administrative ainsi que la responsabilité de tous les services de sa circonscription.

Le chef de la circonscription a le devoir (1) de s'assurer de l'observation des lois, règlements, contrats de culture, instructions émanant de la direction générale, etc... Pour remplir tous ces devoirs il est assisté de deux sous-agents et d'un nombre variable de vérificateurs qui sont placés sous sa direction. Il reçoit les demandes faites par les cultivateurs pour les cultures qu'ils veulent entreprendre et il accorde des permis toutes les fois que se trouvent remplies les conditions requises ; il propose à la Direction générale le rejet de toutes les autres en indiquant les motifs qui s'opposent à cette permission. Il statue sur les demandes de substitution, distribue les graines cinq jours avant les semailles aux vérificateurs après s'être assuré que les couches destinées à la production des plants se présentent dans de bonnes conditions. Il décide sur les propositions faites par les vérificateurs pour la délivrance des permis en vue de la culture. Il est tenu de contrôler les métrages faits par les vérificateurs en refaisant lui-même les

(1) *Buletinul cultivei tutunului*, 1907, n^o 6-7, p. 40.

opérations dans chaque commune chez un certain nombre de cultivateurs proportionné au chiffre de cultivateurs qu'elle compte. Il fait la revision des terrains destinés à la culture ; il contrôle l'état de la récolte des plants.

Il donne des ordres aux vérificateurs en ce qui concerne le repiquage, l'époque et la distance à observer, etc. Il s'assure si, sur ce point, les dispositions réglementaires ont été observées. Il prend des mesures pour que le repiquage se termine le 1^{er} juin. Il contrôle les fruits destinés à la production de graines suivant les instructions des vérificateurs. Il donne des ordres en ce qui concerne la cueillette. Il contrôle les pesées faites par les vérificateurs en faisant lui-même un certain nombre de contre-épreuves. Il donne des instructions pour la garde et l'emballage des tabacs jusqu'à leur livraison. Il arrête le mode de réception du tabac et indique le nombre de cultivateurs et les quantités qu'on peut recevoir chaque jour et il prend soin que cette réception soit faite au plus tard entre le 1^{er} novembre et le 20 décembre (excepté pour la circonscription de Tulcea où on peut la retarder jusqu'au 25 février).

Il choisit et propose à la direction générale, sur l'avis des vérificateurs, trois cultivateurs par circonscription appelés à siéger dans la commission de réception. Il fait partie de cette commission de réception. Il a la responsabilité de l'administration de la culture du tabac dans toute l'étendue de sa circonscription. Il paye tout le personnel subalterne, il garde les archives et la comptabilité, s'occupe de la correspondance avec la direction générale. Il réunit une fois par mois

les employés subalternes non seulement pour les payer, mais aussi pour leur donner des instructions et des explications relatives à leurs fonctions.

Il avance des fonds aux cultivateurs pour faciliter la construction des magasins et séchoirs, paye les indemnités en cas d'incendie et de grêle, etc.

Il encaisse les sommes dues par les cultivateurs au fonds de l'amélioration de la culture et au fonds de l'exploitation et il verse ces sommes dans les 10 jours à la caisse de la régie. Il paie les salaires des ouvriers du dépôt de fermentation, des ouvriers du champ d'expérience. Il prend des mesures pour la découverte de la contrebande dans l'étendue de sa circonscription. Il inspecte les débits où se vendent les produits de la régie ; il propose la création de nouveaux débits là où ils manquent ; il est obligé d'adresser à de certaines époques des rapports à la direction générale. Il est responsable de tous les faits de son service.

Les *vérificateurs* (1) sont les organes d'exécution de tous les ordres donnés par le chef de circonscription et ses sous-agents. Au commencement de la période de culture ils veillent à ce que les demandes de culture soient faites jusqu'au 20 janvier à la mairie du lieu ; que ces demandes soient adressées par les mairies aux chefs de circonscription dans les trois jours qui suivent leur dépôt. Ils proposent au chef de circonscription les planteurs qui méritent qu'on leur consente des avances.

(1) *Buletinu culturei tutunului*, 1907, s n° 6-7, p. 55.

Ils sont chargés de distribuer aux cultivateurs les graines qu'ils ont reçues de leur chef, ils indiquent aux cultivateurs les endroits et la superficie à affecter à la production ; ils s'assurent que les terrains soient clos, que l'ensemencement est fait comme il faut et à temps. Ils mesurent à ce sujet la superficie ensemencée et dressent chaque année une situation qu'ils arrêtent au 31 mars et qu'ils envoient à la direction générale. Ils visitent les terrains destinés à être cultivés et font en sorte qu'ils remplissent les conditions nécessaires à la culture, veillent à l'observation des prescriptions relatives aux soins à donner aux plantes : ils doivent à ce propos adresser à la direction générale un rapport sur l'état de la culture des plants au 20 avril.

Avant d'ordonner le repiquage ils sont tenus d'enquêter sur la qualité du sol et de prendre toutes les mesures tendant à obtenir les meilleures conditions de culture possibles en multipliant leurs conseils aux cultivateurs. Le repiquage une fois fait, ils procèdent au métrage de la superficie cultivée et ils dressent les états nominatifs de tous les cultivateurs.

Ils tiennent des carnets où ils inscrivent le résultat du mesurage — résultat qui se trouve inscrit de même sur le permis des cultivateurs. Ils obligent ces derniers à remplacer les plants mal venus ou morts, à faire tous les travaux de sarclage, buttage, épamprage et d'écimage. Si les cultivateurs refusent de les exécuter, ils sont en droit de les faire faire par d'autres personnes au compte des cultivateurs.

Au 20 juillet ils doivent adresser à la direction générale un rapport faisant connaître leurs appréciations sur la culture.

Ils doivent en même temps — à la date du 5 juillet — dresser la liste de tous les cultivateurs dont la récolte est bonne sous le rapport de la qualité et de la quantité. Ils procèdent, en compagnie des planteurs, au choix des fruits à garder pour l'approvisionnement en graines. Durant la cueillette des feuilles ils doivent compter et noter sur leurs carnets et sur les permis des cultivateurs, les rangées confectionnées par qualité et s'assurer que ces rangées contiennent un même nombre de feuilles.

Quand la cueillette est terminée et que le tabac est séché, ils procèdent au contrôle définitif et au pesage des quantités conformément aux instructions qu'ils ont reçues. D'après les résultats de leurs opérations ils dressent un tableau qui est tenu à la disposition du personnel de contrôle. Ils doivent, en s'inspirant de ce tableau, adresser au chef de circonscription, à la date du 15 octobre, l'inventaire complet de la campagne close avec mesurages et pesées.

Ils donnent les instructions nécessaires pour la récolte des graines, ils examinent ces graines avant de les accepter puis les transmettent au chef de circonscription.

Le tabac pesé par leurs soins est mis en bottes sous leur surveillance qui doit s'exercer jusqu'à la mise en entrepôt dans les magasins de la régie. Le jour de la réception venu, ils réunissent les cultivateurs pour former une sorte d'escorte chargée de convoier le chargement.

Outre ces attributions, les vérificateurs ont aussi le contrôle des débits de la régie existant dans leur commune; chaque mois ils adressent au chef de la cir-

conscription un rapport sur la situation de ces débits.

Les Inspecteurs et sous-Inspecteurs (1). — Ils sont tenus d'inspecter les terrains affectés à la culture ainsi que les magasins de fermentation tant au point de vue technique qu'au point de vue administratif. Ils doivent visiter une fois au moins dans l'année chaque circonscription de culture ainsi que chaque dépôt de fermentation.

Ils veillent que les règlements, instructions et ordres soient exécutés ; que le personnel de la culture accomplisse bien sa tâche.

En ce qui concerne la culture ils doivent vérifier si les permis ont bien été délivrés ou refusés conformément aux prescriptions légales ; si les avances ont été faites régulièrement.

Ils siègent à la commission instituée pour statuer sur les réclamations élevées par les cultivateurs contre l'estimation de leur récolte. Ils font aussi partie de la commission de réception.

Ils doivent rédiger un rapport à la suite de chaque inspection et indiquer les mesures à prendre soit dans l'intérêt de la culture, soit au point de vue de la construction des séchoirs et magasins. En ce qui concerne les dépôts de fermentation, ils vérifient si l'arrangement du tabac est fait dans les conditions prévues par les règlements, si les livres et la caisse sont en règle, si le personnel et les ouvriers sont payés régulièrement.

(1) *Buletinul culturii tutunului*, 1907, n^{os} 6-7, p. 36.

Ils inspectent les bâtiments et peuvent même donner des ordres pour des réparations, sauf l'approbation ultérieure de la direction générale.

Ils collaborent à la rédaction du *Bulletin de la culture*. Chaque mois ils sont tenus de résumer dans un rapport les impressions recueillies au cours de leurs tournées. Leurs rapports sont publiés dans le *Bulletin*.

Toutes les observations à faire au personnel de la culture sont consignées par eux sur les cahiers de service de chaque chef de circonscription ; dans les cas graves ils doivent dresser des procès-verbaux en double exemplaire, l'un étant envoyé à la direction générale et l'autre au chef de service.

Les inspecteurs et sous-inspecteurs, y compris le chef de la station d'expérience qui a grade d'inspecteur, forment le conseil technique du service de la culture qui se réunit une fois par mois pour donner son avis sur toutes les mesures à prendre pour l'amélioration de la culture et le traitement technique du tabac, ainsi que sur les peines disciplinaires à prononcer — s'il y a lieu — contre les employés du service de la culture et des dépôts de fermentation. Notons ici que le chef de la station d'expérience, qui appartient au corps des inspecteurs, n'est pas seulement chargé de diriger la station, mais aussi d'inspecter tous les champs d'expérience.

Au personnel de la culture que nous venons d'étudier, il nous faut rattacher le personnel des dépôts de fermentation qui se trouve — ainsi que nous l'avons vu — sous la surveillance des inspecteurs et sous-inspecteurs de la culture.

Ce personnel se subdivise en personnel de contrôle et

d'exécution et personnel de gardiens et ouvriers. Dans le premier nous avons : le contrôleur de dépôts, les chefs de dépôts et les surveillants.

Le contrôleur du dépôt est un agent de vérification et de contrôle ; il exerce ses fonctions sous la surveillance du personnel d'inspection du service de la culture duquel il relève directement. Ses attributions sont d'ordre technique et administratif. Il s'assure du bon état et de la conservation du tabac, de la façon dont il fermente ; il surveille la manutention et l'emballage dans les dépôts. Il donne des instructions verbales et écrites au personnel des dépôts sur les travaux qu'on doit exécuter et informer la direction générale de toutes les mesures prises. Il contrôle les chefs des dépôts : les ouvriers, les hommes de service et s'assure que leurs fonctions et salaires sont bien en rapport avec leurs aptitudes. Il vérifie la caisse et les livres des dépôts. Les constatations qu'il est appelé à faire sont consignées sur un registre *ad hoc* tenu au dépôt.

Les chefs de dépôts : dirigent les travaux de magasinage, fermentation, manutention, emballage et expédition de la récolte annuelle, selon les dispositions réglementaires. Ils sont responsables de l'état du stock.

Ils ont sous leurs ordres tout le personnel du dépôt et ils répondent de sa conduite, de ses aptitudes et de son activité.

Ils embauchent les ouvriers dont ils ont besoin au mois et à la journée ; ils établissent des feuilles de paye. Ils sont justiciables de la cour des comptes en ce qui concerne l'admi-

nistration du dépôt. Ils répondent de l'exactitude de leurs registres et assurent la correspondance. Ils doivent faire appliquer toutes les instructions émanant de la station d'expérience en matière de manipulation et de fermentation.

Avant le 31 décembre ils doivent indiquer à la direction générale la quantité de tabac dont ils auront besoin pour l'année suivante.

Les surveillants sont sous la direction des chefs de dépôt. Ils ont le devoir de maintenir l'ordre et la discipline parmi les gardiens et les ouvriers du dépôt. Ils font l'appel des ouvriers, leur tracent le travail et leur donnent les instructions nécessaires. Ils veillent à l'exécution de tous les ordres et instructions donnés par le chef du dépôt. Ils pointent le travail exécuté par chaque ouvrier.

Le personnel subalterne comprend les travailleurs spéciaux, les ouvriers ordinaires et les gardiens de jour et de nuit.

Les travailleurs spéciaux sont choisis parmi les vieux ouvriers sachant lire, ayant des aptitudes professionnelles et notés pour leur conduite irréprochable. Les étrangers peuvent être désignés, s'ils justifient avoir exercé le métier. Outre qu'ils coopèrent à la besogne, les travailleurs spéciaux surveillent les autres ouvriers dans leur tâche et leur donnent les renseignements et conseils nécessaires. Ils sont responsables des qualités et quantités de tabac qu'ils ont travaillé ou qui ont été travaillés sous leurs ordres.

Le paiement de ces travailleurs se fait par mois et leur salaire varie entre 70 et 150 francs par mois.

Les ouvriers ordinaires sont payés à la fin de chaque se-

maine pour chaque journée ouvrable. Leur paye varie entre 1 fr. 70 et 3 fr. 50.

Les gardes de jour et de nuit doivent être roumains, savoir lire et écrire, avoir accompli leur service militaire. Ils sont chargés de garder le dépôt et de surveiller les ouvriers en vue de prévenir les vols de tabac.

Le service de la culture et des dépôts, tel qu'il est organisé, a été jusqu'à ce jour à la hauteur de sa tâche, grâce à la coopération des idées que réalise le *Bulletin de la culture* ; ce service opère d'après des données précises, perfectionne sans cesse ses méthodes, s'ouvre à toutes les innovations présentant un caractère d'utilité : on en trouve la preuve dans la fréquence des règlements qui interviennent dans l'intérêt de la cueillette, comme celui — tout récent — qui prescrit la création d'une école spéciale d'application où les vérificateurs recevront de leurs chefs un enseignement complémentaire pratique.

Cette coopération opérée dans le domaine des idées entre les fonctionnaires supérieurs, il faudrait la réaliser entre tous dans le domaine des efforts et de la solidarité en groupant dans une sorte d'association fraternelle tout le personnel, association qui travaillerait surtout à améliorer la situation des petits fonctionnaires du service.

Dans cet ordre d'idées, une conférence réunissant, en octobre 1906, les délégués du personnel de la culture et des dépôts, a proposé la création d'une caisse d'épargne, de crédit et de secours en faveur de ce personnel ; une commission a même été nommée pour étudier la question et élaborer les

statuts. Les principes qui ont été posés par la conférence et dont s'inspireront les statuts sont les suivants :

Tous les fonctionnaires de la culture et des dépôts seront affiliés à la caisse ; celle-ci — grâce à la capitalisation des versements modiques de ses affiliés — permettra de consentir des avances sur salaires, de distribuer des secours aux invalides, de fournir les cautionnements exigés par la loi pour certains fonctionnaires du service. La caisse sera administrée par la régie et le fonds constitué par les retenues effectuées sur les salaires — à raison de 3 0/0 — figureront au budget. Outre ces versements obligatoires, il sera loisible aux affiliés d'effectuer des dépôts avec minimum de 10 francs. Pour toute opération de prêt il sera perçu par la caisse un intérêt de 8 0/0. Quant à l'intérêt servi par la caisse, il sera de 4 0/0 pour les versements obligatoires et de 5 0/0 pour les versements facultatifs.

J'ignore quel est l'état de la question, mais je souhaite qu'une solution favorable intervienne promptement.

IV. — De la culture du tabac, de son caractère. Ce qu'elle rapporte.
L'augmentation du nombre de planteurs.

Nous avons vu quel est le régime légal auquel sont soumis les planteurs. Il est particulièrement étroit. A chaque instant ils trouvent en face d'eux l'agent de la régie. Ce sont visites sur visites, formalités sur formalités, entraves sur entraves. Ils sont constamment sous la menace d'une répression. Il

semblerait, dès lors, que la culture du tabac dût être peu recherchée. Cette impression ne fait que se confirmer si l'on examine les soins minutieux auxquels le planteur est astreint.

Le tabac ne peut se cultiver partout ; il demande des conditions particulières de climat et de terroir. C'est de cette considération surtout que s'est inspirée la régie en n'autorisant la culture que dans 13 circonscriptions et en fixant dans chaque circonscription les variétés à cultiver.

Le tabac est presque une plante de jardin qui réclame des soins de tous les jours, de tous les instants : Pour éviter les premières gelées, les graines sont semées dans des couches de terrain spécialement choisies et préparées qu'on arrose et qu'on recouvre. Quand le plant a atteint une hauteur suffisante, qu'il porte 4 ou 6 feuilles et que ses racines sont solides, on procède au repiquage qui doit se faire d'après les recommandations du service de la culture, en ce qui concerne l'époque, la méthode à suivre et même la distance à observer entre les rangées, laquelle diffère suivant les variétés de tabac.

Il faut procéder à plusieurs binages, deux ou trois au moins ; d'une manière générale, le sol, s'il est suffisamment sec, doit être nivelé à la houe. Lorsque la plante a atteint une vingtaine de centimètres, il faut pratiquer un buttage, c'est-à-dire chausser les pieds jusqu'au niveau des premières feuilles et déterminer ainsi la production d'un plus grand nombre de racines ; au bout de 2 à 3 semaines il faut procéder à un deuxième et plus tard à un troisième buttage.

La plante doit être ensuite épamprée, c'est-à-dire débarrassée des feuilles impropres à la consommation, dites feuilles séminales. Il faut veiller à ce que les feuilles demeurent dans leur position normale : souvent les vents, succédant aux pluies, les retournent. De bon matin, un ouvrier doit alors passer dans les rangées de tabac et replacer les feuilles dans leur position première, car si l'action de la chaleur se faisait sentir sur leur revers, la coloration du tabac fermenté ne serait pas uniforme, chose qu'il faut éviter.

Les pieds doivent être assujettis lorsqu'ils auront été ébranlés par le vent, soit au moyen de tuteurs, soit en battant la terre autour de la plante pour refaire la butte. Lorsque la plante est assez forte pour supporter cette opération, il faut l'écimer, c'est-à-dire supprimer le sommet de la tige, le bouton de fleur pour laisser la force de la sève dans les feuilles qui restent et leur permettre d'atteindre l'ampleur désirable.

Enfin une surveillance constante est nécessaire pour empêcher les maladies de naître et de se développer, le tabac étant une plante extrêmement délicate. Aucune autre, sauf peut-être la vigne, n'est sujette à autant de maladies. Targioni Trozetti cite 141 espèces d'insectes et de parasites attaquant le tabac en herbe.

La cueillette doit être faite quand les feuilles ont commencé à se tacher de jaune ; elle ne doit pas être faite immédiatement après une pluie, ni de trop grand matin quand il y a encore de la rosée, car on risque que les feuilles noircissent.

Lorsque la récolte est faite, le cultivateur n'est pas au bout

de ses peines : elles ne font peut-être que commencer. A tout instant il court le risque de perdre ou d'abimer sa récolte. Il doit soumettre son tabac à la première fermentation : pour cela, il dispose les feuilles comme les écailles d'un poisson sur des couches de paille propre où il les laisse au moins 24 heures, puis il les enfile.

Les rangées obtenues doivent être étendues dans des hangars ou séchoirs clos, bien à l'abri de la lumière et des intempéries. Après ce premier séchage en lieu clos on procède au séchage définitif à l'air. Autrefois on étendait à cet effet le tabac au soleil, ce qui l'exposait à tous les dégâts d'un orage ; or, le tabac lavé perd une bonne partie de ses principes. Actuellement on préconise la construction de séchoirs spéciaux dits « Samsoun » qui, par leur système d'aération, réalisent bien le séchage voulu.

Le séchage terminé, on défait les rangées de feuilles et on procède à un nouvel enfilage au moyen de cordes de même longueur formant des bottes de 20 à 24 feuilles ; les feuilles doivent être arrangées d'une manière uniforme ; chaque botte ne doit contenir que des feuilles de même qualité ; les bottes sont à leur tour disposées en piles de 50 à 60 centimètres de hauteur et d'une largeur de 2 bottes, chaque pile ne devant contenir que des feuilles de même espèce, il faut entendre celles qui paraissent devoir ressortir du même prix d'après les publications faites par la régie.

Ces opérations achevées survient l'inventaire du vérificateur, puis à l'époque fixée il faut transporter la récolte aux dépôts de la régie qui prend livraison de la production. C'est

dans ces dépôts de la Régie que le tabac est soumis à une nouvelle fermentation ; cette fermentation dure 6 mois environ, c'est-à-dire qu'elle ne se termine que vers la fin de juin. Elle a pour but de donner au tabac l'arome et les autres qualités requises. On réalise cette fermentation en maintenant le tabac à des températures variant entre 25° et 35° pour les qualités supérieures, et entre 30° et 45° pour les qualités ordinaires.

Si on consulte les statistiques on constate que la culture a augmenté d'une façon générale mais que cette augmentation ne s'est pas faite suivant une progression régulière. La culture présente en effet durant cette période des à-coups incessants : cette variabilité dans la marche de la culture tient aux variations qu'a subies à son tour la production. La Régie, pour faire face à la consommation qui s'élève à environ 4 millions de kilogrammes par an, se trouve obligée d'avoir un stock double de cette consommation — de 8 millions de kilogrammes par conséquent. Pour la fixation annuelle de l'étendue à cultiver en tabac, elle est contrainte de tenir compte de la production de l'année écoulée, afin de maintenir toujours ce stock à niveau.

Exception faite pour l'année 1906 où la régie qui offrait permis pour 8.000 hectares n'a trouvé preneurs que pour 6 500 hectares, les offres ont toujours été couvertes par les demandes. Or, ces offres sont allées sans cesse grandissant. Le nombre d'hectares cultivés et avec lui le nombre de cultivateurs s'est donc accru d'année en année — 1906 mis à part.

C'est ainsi que nous trouvons :

En 1902	12.296 cultivateurs	
» 1903	16.961	»
» 1904	19.099	»
» 1905	22.627	»
» 1906	(18.630)	»
» 1907	24.094	»

Pour que tant de gens — nonobstant les tracas qu'elle comporte — s'adonnent à la culture du tabac, il faut que celle-ci présente de réels avantages. Effectivement, la culture du tabac est très rémunératrice, mais pour une seule catégorie de planteurs, les petits propriétaires. On peut dire du tabac en Roumanie qu'il relève presque exclusivement de la petite culture.

Si nous divisons en effet la moyenne annuelle de l'étendue cultivée pendant la période quinquennale 1902-1906, soit 6.005 Ha 87, par la moyenne annuelle de cultivateurs pour la même période, nous trouvons une moyenne de 33 ares par cultivateur, un peu plus qu'en France (30 ares). La raison de ce fait est bien simple à donner. Nous avons vu que la culture du tabac est surtout affaire de main-d'œuvre ; elle exige des soins minutieux et constants. Chez les planteurs cultivant eux-mêmes ou avec l'aide de leur famille, cette main-d'œuvre est économique : elle n'exige presque aucun débours. Remarquons que cette main-d'œuvre familiale ne peut pas être taxée d'infériorité : il ne s'agit pas là de travaux de force, mais simplement de soins à donner à la plante au moment

même où elle les exige et qui peuvent être administrés par des femmes et des enfants.

Il n'en va pas de même chez les gros propriétaires obligés d'avoir des ouvriers payés à la tâche ou à la journée, et de faire intervenir la dépense importante qui en résulte, dans l'établissement de leur prix de revient, d'où une marge de bénéfices bien moindre.

Rappelons qu'il s'agit ici de soins minutieux et délicats, d'un travail de confiance à la bonne exécution duquel une main-d'œuvre mercenaire n'est pas directement intéressée. Notons en outre qu'en raison du bon prix auquel se vend le tabac, grandes sont parmi les ouvriers les tentations de vol au détriment du propriétaire (ce qui restreint d'autant son bénéfice) — et de fraude au détriment de la régie. On comprend que le gros propriétaire, tenu par elle comme seul responsable, recule devant tant de responsabilité.

La culture du tabac est donc l'apanage de la petite propriété. Voilà la raison première du grand nombre de cultivateurs qui s'y livrent. L'autre raison, c'est que les planteurs sont soustraits — quant à l'écoulement de leur récolte — à tous les aléas inhérents aux cultures ordinaires, à la culture de la vigne par exemple.

Le planteur de tabac est sûr qu'on lui achètera sa récolte, et qu'on la lui achètera à un prix rémunérateur. Nous disons rémunérateur, car en considérant les prix qui furent payés en 1905 et le rendement par hectare, nous trouvons un revenu brut de 1.040 francs par hectare pour les cultivateurs du département de Tulcea et 134 francs pour ceux de Vlasca, la

main-d'œuvre étant en général — ainsi que nous l'avons dit — fournie par le cultivateur et les siens, il en résulte que les dépenses d'exploitation sont minimales et laissent un bénéfice très satisfaisant.

Remarquons enfin que la régie accorde son aide aux cultivateurs ; c'est ainsi qu'elle leur accorde des avances.

Pour 1909 la première avance a été fixée à 100 francs par hectare, à distribuer au printemps à tous les cultivateurs ayant labouré leurs terres ; une seconde est accordée après la cueillette de la récolte.

En dehors de ces avances, nous avons vu que les cultivateurs bénéficient de tous les avantages en vue desquels a été constitué le fonds spécial pour l'amélioration de la culture.

Il faut tenir compte aussi de tous les efforts faits par la régie pour éclairer les cultivateurs à qui sont prodigués les conseils et qui sont mis à même de profiter de tous les résultats obtenus par la station d'expérience, notamment au point de vue de l'acclimatation d'espèces exotiques.

Tout compte fait, la culture du tabac est donc une culture privilégiée : c'est ce qui explique la faveur dont elle jouit auprès des cultivateurs.

Pour terminer cette étude de la culture, il nous reste à dire un mot des variétés de tabac cultivées en Roumanie et de la provenance des graines employées.

Si nous consultons le tableau publié par la régie pour 1909, tableau divisant comme nous l'avons vu, le territoire cultivé en 3 zones, nous y trouvons les chiffres suivants relatifs à l'étendue et à la répartition des cultures.

1 ^{re} zone	{	Tabac Jaka	4.000 hectares
		» Persicean.	4.000 »
		» Samsoun	300 »
		» Hertzegovina	4.550 »
		» Hongrois	2.000 »
2 ^e zone	{	Tabac Jaka	800 hectares
		» Hertzegovina	400 »
3 ^e zone	{	Tabac Jaka	400 hectares
		» Hertzegovina	50 »

On cultive donc en Roumanie 5 variétés de tabac qui sont, dans leur ordre d'importance au point de vue de l'étendue cultivée :

Jaka	2 200 hectares
Hertzegovina	2.000 »
Hongrois	2.000 »
Persicean	4.500 »
Samsoun	300 »

Quant aux graines distribuées aux cultivateurs, elles provenaient, il y a quelques années, des pays d'orient d'où sont originaires toutes les spécialités cultivées chez nous ; le montant de nos achats s'élevait à 18.000 ou 20.000 francs par an. Grâce aux recherches auxquelles s'est livrée la station d'expérience, on a trouvé le moyen d'utiliser les graines indigènes comme semences, si bien, qu'actuellement — à part certaines spécialités qui ne sont pas encore parfaitement acclimatées — c'est aux producteurs nationaux que la régie fait ses achats.

De cette étude de la culture, dont nous avons constaté

l'amélioration et le progrès, se dégage donc une impression favorable tout à l'honneur du service qui en a la charge.

B. — L'achat du tabac étranger.

On achète à l'étranger en moyenne chaque année pour 2 ou 3 millions de francs de tabac. Ces achats se faisaient autrefois par adjudication publique à Bucarest ; les échantillons étaient examinés et classés par une commission spéciale composée de fonctionnaires supérieurs de la régie.

Tout marché devait être approuvé par le ministre des Finances ; les quantités devaient être livrées moitié à la signature, moitié 6 mois après. La réception devait se faire par l'entremise de commissions spéciales et sous le contrôle du conseil d'administration. Les ballots non qualifiés étaient refusés ou acceptés moyennant réduction de prix.

En principe, l'adjudication paraît de nature à assurer des achats à des conditions de prix infiniment avantageuses pour l'acheteur, la régie en l'espèce, en raison de la publicité dont elle est entourée et du champ illimité qu'elle ouvre à la concurrence !

En fait, la régie se trouve par ce système amenée en bien des cas à payer fort cher les tabacs étrangers qu'elle achète. Nous ne parlons évidemment pas du cas où tout le tabac d'une certaine provenance aurait été accaparé par un seul spéculateur. Il est clair qu'alors l'adjudication ne serait qu'une vaine comédie. Mais en dehors de ce cas, il en est

d'autres où, malgré les appels faits à la concurrence, celle-ci se trouve, sinon totalement supprimée, du moins singulièrement restreinte. On conçoit, en effet, que lorsqu'il s'agit d'une denrée n'ayant dans le pays qu'un seul acheteur — un gros acheteur — la régie, le petit négoce ne peut se mettre en ligne. Seuls peuvent concourir quelques gros négociants, le plus souvent étrangers en relation directe avec les lieux de production, possédant d'autres clients dans divers autres pays et pouvant assurer la fourniture de lots importants.

Il en résulte aussi qu'au lieu d'étendre la concurrence, l'adjudication la limite étrangement, puisque quelques grosses maisons seules y prennent part. C'est ainsi que les tabacs Kentucky Burley sont entre les mains des de Neufelize, des Hüffer, etc. ; les Marylands sont aussi accaparés par les Hüffer, la compagnie marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôt, ainsi que par les Bourdain et Brüwer ; les Sumatra Deli par les Péreire et les Rarsenty ; les Samsoun par la régie Otomane et les Allatini, etc.

Il en est de même pour les produits fabriqués : les cigarettes égyptiennes sont entre les mains des Laurens, des Giomodis, etc. ; les cigarettes anglaises entre les mains des Murratti Sons, des Will, etc.

Ces grosses maisons sont, comme la régie d'ailleurs au courant des cours des tabacs sur le marché. Il leur est bien facile, dès lors, de prévoir à peu près le prix maximum que la régie fixera pour son adjudication et de soumissionner aux

environs de ce prix. Ainsi la régie se trouve alors payer « le prix fort ».

C'est là le premier mouvement de l'adjudication. Il y en a d'autres :

Lorsque la régie achète, elle achète par grandes quantités. Dès lors, l'annonce de ses adjudications tend à provoquer sur le marché des spéculations d'où peut résulter une hausse d'autant plus grande que la quantité demandée est plus considérable et le stock correspondant plus restreint. Ce n'est que dans ce dernier cas, évidemment, que le phénomène indiqué peut se produire.

Si le stock est abondant, la hausse provoquée par nos adjudications est peu sensible. Elle l'est d'autant moins que l'on connaît à l'avance l'importance moyenne de nos achats annuels. Mais si une modification considérable de nos commandes se produisait, immédiatement il y aurait sur le marché une réaction dans le sens de la baisse ou de la hausse.

Le système des adjudications a encore un autre défaut : les marchés passés par voie d'adjudication sont connus d'après des types de tabacs déterminés qui doivent être les mêmes pour tous les commerçants. Or, il y a d'autres tabacs qui pourraient rendre les mêmes services dans la fabrication. Ils sont exclus du marché parce qu'ils ne sont pas conformes aux types, alors qu'ils pourraient souvent être livrés à bien meilleur compte que les autres, tout en faisant le même usage.

Il arrive souvent aussi que la classification des tabacs par

types qui est faite chez nous n'est pas la même que celle qui est adoptée en d'autres pays. Les négociants sont alors obligés, s'ils veulent concourir à l'adjudication, de tenir compte, pour établir leurs prix, des frais de manutention et de triage auxquels ils seront contraints pour constituer des qualités conformes aux types demandés. Il en résulte des dépenses supplémentaires qui contribuent à élever singulièrement les prix.

Pour tous ces motifs, l'achat direct est très souvent préférable : il donne à la régie plus de latitude ; il lui permet en fractionnant le lot à acheter, de s'adresser à des petits négociants que leur situation modeste empêchait de prendre part à l'adjudication, et d'avoir souvent par ce moyen, des matières brutes à bien meilleur marché.

Ce système semble au premier abord diminuer et même supprimer la concurrence ; en réalité, dans la plupart des cas, il y a là un inconvénient beaucoup plus apparent que réel. D'une part, les négociants qui auraient concouru à l'adjudication sont tout disposés à traiter de gré à gré avec la régie ; d'autre part, la possibilité d'étendre les achats à des espèces nouvelles fait entrer en ligne d'autres négociants qui se seraient tenus à l'écart.

La régie reçoit aussi un plus grand nombre d'offres qu'avec le système de l'adjudication. En se tenant au courant des cours des stocks disponibles sur les différents marchés, l'administration peut se mettre en excellente posture pour traiter de gré à gré. La commission d'expertise dont elle est dotée est là pour examiner la valeur des marchandises offertes.

Ce système n'a qu'un seul défaut : c'est qu'il engage la responsabilité personnelle de celui qui le contracte et qu'il laisse planer, sur la façon dont sont gérés les intérêts de l'Etat, des doutes.

On peut enfin concevoir un troisième système : l'Etat achetant directement de gré à gré, mais recourant, pour mener à bien ses opérations, à certaines personnes.

On peut dire que le système actuel — établi par la loi du 19 décembre 1905 (1), procède de tous ces systèmes, des deux derniers principalement.

D'après cette loi, l'administration de la régie peut assurer son approvisionnement de tabacs étrangers soit au moyen de marchés conclus dans le pays par voie d'adjudication, soit au moyen de marchés de gré à gré passés au lieu de production par des commissions composées des fonctionnaires supérieurs de la régie nommés par le directeur général sur avis conforme du conseil d'administration et sous réserve de l'approbation ministérielle.

Pour ces derniers marchés la loi autorise le gouvernement à conclure un contrat avec la « Banque Roumaine » de Salonique (Macédoine) pour que celle-ci, moyennant commission de 5 0/0, solde le montant de nos achats et assure le transport des marchandises achetées.

Ces marchés se faisant dans le pays de production sont conclus avec les cultivateurs eux-mêmes. Or, comme nous

(1) *M. O.*, 1906, n° 14.

tirons presque la moitié de notre tabac importé de la Macédoine, nous avons là le moyen de favoriser nos compatriotes établis dans ce pays.

L'application de ces dispositions appliquées consciencieusement nous donne d'excellents résultats ; nous arrivons à nous procurer du tabac de bonne qualité à bien meilleur marché qu'autrefois.

Le tableau, page suivante, dressé par M. Busuiocescu (1) nous donne les quantités et valeurs des tabacs importés par nous pendant les années 1898, 1899, 1900 et 1901.

La moyenne de l'importation pour cette période a été de 2.965.763 francs ; le chiffre le plus élevé est celui de 1900 en raison de la pénurie de tabac indigène due à l'insignifiante production de 1899.

Il est regrettable que je n'ai pas pu me procurer des chiffres plus récents, non plus que des renseignements exacts sur la fabrication indigène, ce qui m'aurait permis d'établir une comparaison.

A retenir de ce tableau les observations suivantes :

1^o On n'importe que trois sortes de produits : tabac à fumer, tabac à priser et cigares. C'est le tabac à fumer qui entre, de beaucoup, pour la plus grosse part dans la valeur de notre importation. En 1898 il représentait 97,43 0/0 de la valeur des produits importés ; les deux autres produits, tabac à priser et cigares, représentent, le premier 1,06 et l'autre 1,51 0/0.

2^o C'est la Turquie qui nous fournit la plus grande quantité.

(1) Busuiocescu, *op. cit.*, p. 93.

Demétriu

Quantités et valeurs des tabacs importés pendant les années 1898-1899-1900 et 1901

Désignation	1898		1899		1900		1901	
	Pièces	Valeur	Pièces	Valeur	Pièces	Valeur	Pièces	Valeur
<i>Cigares</i> Allemagne . . . Suisse . . . Belgique . . . Amérique . . . TOTAL . . .	40.200	8.352 40	—	—	—	—	25.000	7.647 05
	26.400	3.512 48	4.350	7.603 65	43.500	7.693 60	65.000	14.150 85
	49.800	9.416 76	255.425	73.720 60	465.000	44.453 20	20.000	7.026 59
	420.510	27.568 95	453.925	53.897 21	438.925	445.394 55	25.500	8.328 45
	206.600	48.450 29	523.700	435.341 46	647.425	164.238 35	435.500	37.512 94
<i>Tabac à fumer</i> Amérique . . . Hongrie . . . France . . . Turquie . . . Grèce . . . Hollande . . . TOTAL . . .	Kilog.	—	Kilog.	—	Kilog.	—	Kilog.	—
	59.783	462 624 84	49.294	439.766 95	35.317	53.713 05	3.436	44.743 25
	296.040	4.456.697 90	36.269	77.259 97	443.689	930.438 60	42.649	653.920 69
	7.741	21.375 81	29.958	402.719 45	36.795	34.622 63	680	3.022 00
	491.538	4.625.774 68	455.768	4.021.641 95	342.963	2.670.660 40	437.890	1.367.766 69
<i>Tabac à priser : Russie.</i> Grèce . . . Hollande . . . TOTAL . . .	3.472	35.227 95	407.692	469.474 49	422.609	343.074 59	66.844	454.312 89
	45.554	444 032 22	30.469	65.673 45	—	—	45.037	90.938 38
	573.828	3.445.733 40	409.550	1.876.535 66	651.373	3.999.275 97	239.473	2.381.704 00
<i>TOTAL GÉNÉRAL.</i>	32.000	34.080 00	16.200	47.432 20	46.000	45.440 00	800	6.936 00
	—	3.228.663 69	—	2.029.279 32	—	4.478.954 22	—	2.426.452 94

Pour les quatre années envisagées, la valeur des tabacs qu'elle nous a fournis représente 56 0/0 de la valeur totale des tabacs importés.

La Hongrie vient en second lieu ; la valeur de sa livraison entre pour 25 0/0 dans le chiffre total.

Les autres pays se partagent le restant, soit 19 0/0.

CHAPITRE II

LA FABRICATION DES PRODUITS DE LA RÉGIE ET LE RÉGIME DES MANUFACTURES DE TABAC

La préparation et la fabrication des cigares, cigarettes et tabacs ne sont permises que dans les manufactures de la régie, d'après l'article 52 de la loi du 28 février 1887. Cette disposition est inflexible et rigoureuse ; comme pour la culture, la loi l'a entourée de pénalités et de sanctions.

L'article 76 (28 février 1887) considère comme fabricants frauduleux les particuliers chez qui on trouve des machines, outils, appareils usités pour la fabrication du tabac. Ces objets sont confisqués et le contrevenant est condamné à une amende de 50 à 500 francs, indépendamment de la somme qu'il doit payer pour la quantité de tabac trouvée chez lui et dont le prix est fixé à raison de 30 francs par kilogramme pour les tabacs indigènes bruts ; 100 francs par kilogramme pour les tabacs fabriqués ou par centaine de cigares et cigarettes de provenance indigène ou étrangère.

Sous le nom d'appareils de fabrication on doit comprendre non seulement les instruments propres à la transformation des feuilles de tabac en tabac consommable, mais encore ceux

qui permettent de donner à ce tabac la forme sous laquelle il est livré à la consommation.

Echappent à ces règles les quantités de tabac fabriquées par le consommateur pour ses besoins journaliers. Personne ne peut avoir chez soi plus de 100 grammes de tabac à fumer, 50 grammes de tabac à priser, 20 cigares et 100 cigarettes, à moins qu'il ne puisse exciper, s'il s'agit de tabac en feuilles, de sa qualité de cultivateur et de son droit à détenir du tabac ou qu'il ne puisse prouver, s'il s'agit de tabacs importés, qu'il y a bien eu importation et paiement des droits, ou encore, s'il s'agit de tabacs fabriqués, qu'il ne puisse représenter les vignettes de la régie.

Les produits de la régie sont préparés dans deux manufactures : à Bucarest et à Jassi.

Ces deux manufactures, indépendantes l'une de l'autre, sont soumises aux ordres et au contrôle de la direction générale. Elles ont été construites par la société fermière et agrandies par l'Etat. Chaque année dans le budget de la régie on prévoit une somme fixe qui sert à de nouvelles installations. La valeur des deux manufactures s'élève à 6 millions (1).

La manufacture de Bucarest comprend un ensemble de bâtiments dont les uns, s'étendant sur une superficie de 8.200 mètres carrés, servent d'ateliers de fabrication et les autres, couvrant une étendue de 6.500 mètres carrés, sont aménagés en entrepôts pour les matières premières.

La manufacture est située près de la gare du Nord avec la-

(1) *Buletinul culturii tutunului*, 1907, n° 8-9, p. 114.

quelle elle est reliée par un chemin de fer. Les installations sont des plus modernes : deux machines d'une puissance de 100 chevaux fournissent la force nécessaire aux travaux de fabrication ainsi qu'à la production de la lumière électrique. Le chauffage est fait à la vapeur.

Pour hacher le tabac et pour confectionner les cigarettes on emploie des machines les plus perfectionnées.

La production de cette manufacture s'est élevée en 1902 à : 2.459.409 kilogrammes de tabac à fumer ; 149.997.157 cigarettes ; 8.114.125 cigares ; 8.221 kilogrammes de tabac à priser ; 63.939 kilogrammes de produits divers.

En 1905 la production est passée à : 2.638 625 kilogrammes de tabac à fumer ; 187.975.935 cigarettes ; 10.925.420 cigares ; 9.921 kilogrammes de tabac à priser ; 38.654 kilogrammes de produits divers.

D'après ces chiffres on constate qu'en 3 ans la fabrication a augmenté sensiblement ; ainsi la fabrication du tabac à fumer a augmenté de 7,28 0/0 ; le nombre de cigarettes de 25,32 0/0 ; le nombre de cigares de 25,72 0/0 et le tabac à priser de 17 0/0.

Les dépenses de cette manufacture sont en moyenne 4 millions et la valeur des produits fabriqués s'élève à 27-30 millions.

La manufacture de Jassi occupe, en bâtiments, une étendue de 2.500 mètres carrés, ses entrepôts contiennent jusqu'à 1.000 tonnes de matières premières. Elle est située sur un terrain de 20.000 mètres carrés à côté de la gare avec laquelle elle communique par voie ferrée. Une machine d'une puissance de 20 chevaux produit la force motrice.

Les chiffres pour la production de 1902 sont les suivants : 1.230.069 kilogrammes de tabac à fumer ; 52.432 kilogrammes de cigarettes ; 4.270 kilogrammes de cigares ; 5.734 kilogrammes de tabac à priser ; 8.290 kilogrammes de produits divers.

La production en 1905 fut de : 1.329.582 kilogrammes de tabac à fumer ; 77.708 kilogrammes de cigarettes ; 6.987 kilogrammes de cigares ; 6.189 kilogrammes de tabac à priser ; 4.052 kilogrammes de produits divers.

Comme nous le voyons, chaque variété de produits, excepté les jus de tabac, a augmenté dans la proportion suivante : Tabac à fumer 8,10 0/0 ; cigarettes 48 0/0 ; cigares 63,50 0/0 et tabac à priser 8 0/0.

Les dépenses annuelles montent à 1.800.000 francs et la valeur des produits oscille entre 11 et 13 millions.

En résumé, le développement de la production dans les deux manufactures est assez sensible ; on remarque même une progression très marquée dans la confection des cigares et cigarettes à la manufacture de Jassy.

Nous allons examiner le fonctionnement des manufactures ; nous diviserons notre étude en 3 parties.

1° Le personnel.

2° L'organisation et la division du travail dans les manufactures de l'Etat.

3° La main-d'œuvre.

I. — Le personnel.

Les fonctionnaires d'une manufacture comprennent : un

directeur, un sous-directeur, un contrôleur de manufacture, un chef-comptable, un caissier, un chef de dépôt, un chef de laboratoire, un chef de fabrication, un mécanicien chef et un certain nombre de fonctionnaires subalternes chargés soit de divers travaux de bureau, soit de la surveillance des ouvriers. A côté de ce personnel de fonctionnaires se trouve un personnel distinct : le personnel ouvrier.

a) *Les fonctionnaires.* — les fonctionnaires supérieurs de la manufacture forment, sous la présidence du directeur, le conseil de la manufacture. Ce conseil délibère sur toutes les questions importantes intéressant la manufacture : sur les marchés à passer, les ventes des objets hors de service, la destruction des excédents et déchets, le principe et le règlement des dépenses, l'apurement des comptes, l'établissement du bilan, les erreurs de tares dans les expéditions. Il fait procéder d'office aux dépenses urgentes et à l'achat de menues fournitures.

Le *directeur* a des attributions identiques à celles des chefs de service des autres administrations financières.

Il correspond avec l'administration centrale, il fait exécuter les mesures prises par le conseil de manufacture. Au besoin, il y supplée de sa propre initiative, en en référant à l'administration.

En un mot, il a la haute main sur la direction technique et administrative de la manufacture.

Plus près du personnel, et plus immédiatement en contact avec lui, se trouve le *sous-directeur*. Il conduit les travaux de fabrication, dirige les ouvriers et les préposés, veille au bon

ordre de la manufacture et s'assure que toutes les mesures d'hygiène et de sécurité des travailleurs sont fidèlement observées.

Il prend de sa propre autorité les mesures urgentes que demande la marche des travaux, sauf à en référer au directeur.

Le *contrôleur* est un employé supérieur qui exerce une surveillance sur la qualité du matériel, des fournitures, l'emploi de ces fournitures, l'exécution des marchés, le travail fourni par les ouvriers, leur salaire, le pesage des matières et la tenue des écritures.

Il vérifie les comptes, s'assure de la concordance des écritures, suit les dépenses et leur justification, arrête tous les mois les registres journaux, tient le registre matricule des ouvriers et assiste à l'inventaire annuel de toutes les valeurs existant dans l'établissement.

Le *chef du dépôt* prend en charge les matières reçues à la manufacture. A ce titre il est justiciable de la Cour des comptes. Il est comptable de toutes les marchandises entrées à la manufacture jusqu'à leur livraison aux ateliers de fabrication ; il expédie, sur l'ordre du directeur, les marchandises à livrer.

Le *chef comptable* dirige le travail des bureaux ; il est responsable des archives ; il fait tenir par des commis les écritures de l'établissement. Il a sous ses ordres un certain nombre de commis chargés des travaux d'écritures et de l'établissement des pièces de comptabilité.

Le *chef de laboratoire* est chargé de la direction des diverses expériences et analyses.

Toute cette partie du personnel constitue des fonctionnaires

liés à l'Etat par un contrat de services et soumis par conséquent aux lois et règlements régissant les fonctionnaires publics.

b) *Les ouvriers*. — On ne peut pas dire que les ouvriers de l'Etat soient autre chose que des salariés ordinaires travaillant pour un patron qui s'appelle l'Etat. Leur rôle, dans le service financier auquel ils sont attachés, n'a aucunement le caractère d'une fonction. Ils se bornent à fabriquer la matière imposable ; seulement, au lieu de la confectionner — comme, par exemple, les ouvriers employés à faire des chaussures — pour le compte de l'industrie privée, ils la fabriquent pour l'Etat.

Si les travailleurs de l'Etat sont bien des ouvriers et non des fonctionnaires, il en résulte qu'ils doivent être régis par les lois applicables aux autres travailleurs, profiter comme eux de toutes les lois ouvrières promulguées ; l'Etat patron doit s'y soumettre.

L'Etat doit notamment respecter la loi de mars 1906 (1) dont le premier article est le suivant : « Les enfants, pour être admis à travailler dans les ateliers industriels, laboratoires, chantiers de construction ou de travaux souterrains de mines et carrières, doivent avoir 12 ans révolus et avoir, en principe, terminé leurs études primaires ». Le patron est tenu, aux termes de l'article 8, de s'intéresser à l'instruction de ses jeunes ouvriers et de faciliter l'achèvement de leurs études primaires à ceux qui ne les auraient pas terminées.

Cette loi contient encored'autres prescriptions : Elle prohibe

(1) *L. si r. r l. m. st.*, p. 155.

l'emploi à des travaux dangereux et insalubres des femmes âgées de moins de 17 ans et des garçons ayant moins de 15 ans. Elle exclut ces mêmes jeunes gens du travail de nuit. Elle fixe à 8 heures le maximum de la journée de travail pour les ouvriers ayant moins de 15 ans, exception faite pour ceux qui travaillent dans les industries textiles et céramique. Elle établit pareillement un maximum de 10 heures pour les femmes, quel que soit leur âge, à moins qu'il ne s'agisse d'usines ou ateliers mixtes : dans ce dernier cas, c'est le maximum de 11 heures qui leur est applicable aussi bien qu'aux hommes.

Elle décide que les femmes enceintes doivent être considérées comme en congé régulier pendant le dernier mois de leur grossesse ; qu'il est interdit de les faire travailler pendant ce mois-là, mais qu'on doit leur conserver leur emploi.

Elle prescrit de ne pas faire travailler de façon continue, pendant plus de 6 heures, les garçons de moins de 15 ans et les femmes âgées de moins de 17 ans, la journée de travail devant être coupée d'un ou plusieurs repos. Elle édicte, de même, l'obligation d'un jour de repos par semaine. Elle impose l'observation d'un délai-congé de 15 jours en cas de rupture du contrat de travail, sauf certains cas, limitativement énumérés, pouvant entraîner le renvoi immédiat de l'ouvrier.

Enfin, en matière d'apprentissage, elle décide que le patron doit se comporter, envers les apprentis, comme un bon père de famille.

La régie s'est conformée à toutes ces dispositions : elle n'a jamais employé d'ouvriers au-dessous de 15 ans et même,

d'une façon générale, de mineurs, sans prendre au préalable l'avis d'un docteur.

Le travail des manufactures est suspendu de midi à 1 heure de l'après-midi ; on y chôme les dimanches et jours fériés, on chôme même le samedi après midi pour permettre aux ouvrières de vaquer aux soins de leur ménage.

Toute fabrique de tabac constituant un milieu malsain, l'administration a pris des mesures d'hygiène : les ateliers de la manufacture de Bucarest sont largement aérés, chauffés par le chauffage central et éclairés à la lumière électrique ; la manufacture de Jassi est restée en arrière sur ce point, car elle continue à être chauffée par des poêles et éclairée au gaz.

Chaque manufacture est dotée d'un service médical qui donne chaque jour des consultations à la manufacture. Dans l'intérêt de la propreté, chaque ouvrier a un vêtement de travail qu'il endosse en se mettant à l'ouvrage, ses effets étant gardés dans des vestiaires ; à la sortie des ateliers, les ouvriers sont admis dans des lavabos mis à leur disposition.

Pour relever la moralité des ouvrières, on s'est efforcé de séparer le plus possible les femmes des hommes. Ce détail a son importance, car les ouvrières des tabacs ne jouissent malheureusement pas d'une réputation bien flatteuse et la régie n'est pas encore arrivée à amender sensiblement leur conduite.

A l'égard du personnel ouvrier en général, l'administration a montré son bon vouloir en fondant une « Caisse de secours et de retraites ».

Cette institution, fondée le 1^{er} avril 1897, a reçu son orga-

nisation définitive le 3 juillet 1907 (1). D'après l'article premier du règlement qui l'organise, la caisse est fondée à l'usage de tous les ouvriers permanents des manufactures, fabriques et mines relevant de la Régie des monopoles de l'Etat.

L'article 2 explique l'expression « ouvriers permanents » ; il faut entendre par là « tout le personnel des deux sexes payés sur le fonds inscrit au budget en vue de la payé des ouvriers des établissements de la régie, à l'exception de ceux qui sont engagés provisoirement ».

Les ouvriers congédiés ou partis de leur bon gré, cessent de faire partie de la caisse ; en cas de retour on les réinscrit en leur tenant compte de leurs services antérieurs.

L'article 5 nous indique le but de cette institution :

1° Accorder des secours aux ouvriers en cas de maladie, de naissance dans la famille, de mariage et de mort.

2° Accorder des retraites aux ouvriers qui ne peuvent plus travailler en raison de leur âge ou de leurs infirmités contractées pendant le service.

3° Créer des locaux pour la garde des petits enfants des ouvriers pendant que leurs parents travaillent (crèches et écoles maternelles).

4° Faciliter la création de magasins de vente ou économats et de cantines à l'usage des ouvriers.

5° Favoriser d'une façon générale tout ce qui peut contribuer à l'amélioration de la situation morale et matérielle des ouvriers.

(1) *M. O.*, 1907, n° 102.

Les ressources de ce fonds sont :

1° Les retenues de 2 1/2 0/0 au moins et de 5 0/0 au plus prélevées sur le salaire des ouvriers ; le montant des retenues est fixé annuellement en tenant compte des besoins.

2° Une subvention de la régie égale au double du montant des retenues faites aux ouvriers.

3° Les revenus du capital constitué.

4° Les amendes infligées aux ouvriers.

5° Les taxes perçues pour la visite des établissements de la régie.

6° Les bénéfices réalisés par les éconômats, les dons, les legs, bénéfices des fêtes et tous revenus extraordinaires.

Les secours accordés sont en argent et en nature. Les secours en nature consistent en consultations médicales soit à la manufacture, soit à domicile et dans la distribution de médicaments. Ce sont les secours en argent qui sont de beaucoup les plus fréquents. Ils sont calculés à raison de l'ancienneté d'affiliation de l'ayant-droit et de la gravité de la détresse. Ils varient entre 1/4 et 1/2 du montant du salaire journalier de l'ouvrier ; ils sont accordés au jour le jour et ne peuvent être consentis pour plus de 90 jours par an. Ils servent soit à l'ouvrier lui-même, soit à sa femme ou à ses enfants si le malade est à l'hôpital.

La caisse prend à sa charge les frais d'enterrement de ses membres jusqu'à concurrence d'une somme de 120 francs. S'il s'agit non plus de l'enterrement d'un membre, mais des obsèques d'un de ses proches, la caisse accorde un secours

pouvant aller jusqu'à 60 francs pour un époux, et jusqu'à 40 francs pour un enfant.

En cas de naissance d'un enfant, on accorde un secours fixe de 20 francs, plus les $\frac{2}{3}$ du montant du salaire.

La retraite est accordée à tout membre de la caisse qui a au moins 54 ans d'âge et au moins 15 ans d'affiliation à la caisse, s'il se trouve dans l'impossibilité de travailler. Sont dispensés des 15 ans d'affiliation les ouvriers atteints d'infirmité à la suite d'un accident survenu pendant la durée et du fait de leur service, à moins que l'accident n'ait été voulu.

Le montant de la retraite se détermine en tenant compte du salaire moyen touché par l'ouvrier pendant les 3 dernières années de son affiliation. Il est de :

30 0/0 de la moyenne de ce salaire, quand on a fait partie pendant 15 ans de la caisse.

50 0/0 quand on a participé 20 ans à la caisse.

60 0/0	—	25	—
--------	---	----	---

70 0/0	—	30	—
--------	---	----	---

Si l'incapacité est survenue à la suite d'un accident, on ajoute 10 ans au temps d'affiliation, toutes les fois que le calcul ne correspond pas à la proportion de 30 0/0.

Le maximum de la retraite est de 75 francs par mois. Le retraité en perd le bénéfice s'il est condamné pour un crime ou un délit ou s'il se rend coupable de fraude à la liquidation de sa pension.

Tout retour à la santé entraîne suppression de la retraite et rappel à l'activité.

Le règlement accorde une quote-part de retraite à la veuve d'un ayant droit, à condition qu'elle ne se remarie pas et sauf le cas où elle serait dans l'aisance. On lui accorde une majoration de 15 0/0 calculée sur la retraite de son mari pour chaque enfant à élever. Le montant total ne peut dépasser les $\frac{3}{4}$ de la retraite qu'aurait eu l'ayant-droit.

Les enfants reçoivent chacun 20 0/0 du montant de la retraite de leur père, le tout ne pouvant dépasser 60 0/0. Cette pension accordée aux enfants leur est servie jusqu'à l'âge de 16 ans.

Tout octroi de pension se fait à la suite d'une demande adressée par l'intéressé au directeur de la manufacture qui, d'accord avec le conseil d'administration, arrête les conditions et le chiffre de la retraite.

La direction générale de la régie se prononce en dernier ressort. Il en est de même pour les secours.

D'après l'article 34, la caisse est administrée par la direction générale de la régie des monopoles de l'Etat, avec le concours des conseils d'administration qui sont attachés à chaque établissement. Chacun de ces conseils se compose du directeur comme président, d'un ou deux fonctionnaires supérieurs nommés par la direction générale de la régie et d'un à trois représentants des ouvriers.

L'établissement du budget et des comptes, la vérification, le contrôle ainsi que l'ordonnancement des dépenses, la vérification de la gestion par la Cour des comptes, tout se passe comme pour un budget ordinaire d'Etat, selon les lois régissant la comptabilité publique.

Cette institution est représentée devant les tribunaux ainsi

que devant les tiers par la direction générale de la régie des monopoles de l'Etat.

Je regrette de ne pas avoir des renseignements détaillés sur le fonctionnement de cette institution, mais j'imagine qu'elle ne peut que donner d'excellents résultats. Dans un document publié en 1903 (1) par la régie, nous trouvons que le capital dont disposait alors la caisse (fondée comme nous l'avons déjà vu en 1898) était de 208.022 francs pour la manufacture de Bucarest et de 63.943 francs pour celle de Jassi.

En 1902, à Bucarest, on a fondé un magasin de vente et une cantine. Ces deux institutions sont de la plus grande utilité : La cantine sert à procurer aux ouvriers un repas à bon marché et sain, tandis que le magasin leur fournit les objets de première nécessité tels que denrées alimentaires, vêtements, etc.

Les affaires de ce magasin ont prospéré, 6 mois après sa création on enregistrait un chiffre de 24.000 francs de vente, soit une moyenne de 20.000 francs par mois. Avec les bénéfices de la vente qui ont continué, on a pu payer l'amortissement et l'intérêt de la somme de 45.000 francs empruntée pour l'installation et l'approvisionnement à la caisse ; couvrir les dépenses d'exploitation et, après avoir constitué un capital de réserve de 1.000 francs, distribuer un boni de 4 0/0 aux acheteurs.

Il faut ajouter qu'à la manufacture de Bucarest fonctionne en outre, depuis le 1^{er} avril 1891, une caisse d'épargne pour

(1) *Exploatarea Monopolurilor*, 1903, p. 29.

les ouvriers. Chaque ouvrier est obligé d'y déposer une somme égale à 5 0/0 du montant de son salaire. Le capital qu'il se constitue ainsi lui permet de faire face aux dépenses entraînées par certains événements tels que : mariage, achat de meubles, etc. Ce n'est d'ailleurs que dans ces cas exceptionnels qu'il peut procéder à un retrait de fonds.

Il nous reste à souhaiter que toutes les dispositions du règlement de 1907 soient scrupuleusement appliquées et qu'on fasse autour des résultats que donnera leur application, la publication la plus large : ce sera un moyen de vulgariser ces idées de solidarité et prévoyance qui, dans notre pays, font tant défaut dans l'industrie privée.

II. — De l'organisation et de la division du travail dans les manufactures de l'Etat

La division du travail constitue une des lois les plus importantes de la production moderne. Dès que les progrès de la civilisation permettent à l'homme d'aborder des travaux un peu complexes et délicats, les professions se spécialisent. A mesure que la variété infinie des produits et des services nécessaires à l'homme s'accroît, la spécialisation s'accroît et les professions se subdivisent. En même temps, dans chaque branche de production, les fonctions diverses se séparent et chacune des phases de l'œuvre de production d'où doit sortir un objet terminé devient l'attribution propre de quelques-uns de ceux qui contribuent à sa fabrication. Nous rappellerons par une simple énumération les avantages de la division du travail.

Elle facilite la production, car le travail est décomposé en une série de mouvements très simples, presque mécaniques et par conséquent d'une exécution aisée. Puis la diversité des attributions, toutes différentes au point de vue de la difficulté qu'elles comportent, de la vigueur et de l'attention qu'elles requièrent, permet d'assigner à chaque travailleur une tâche conforme à ses capacités. On peut ainsi utiliser les aptitudes naturelles de chacun et éviter un gaspillage de force, de main-d'œuvre et de temps.

Enfin elle permet une économie d'outils qui est portée au maximum quand l'ouvrier n'emploie qu'un outil et l'emploie sans intermittence, tout en réduisant — du fait qu'elle simplifie chaque tâche — la durée de l'apprentissage.

Aussi la grande industrie a-t-elle favorisé et développé dans les ateliers la division du travail. C'est dans la grande industrie, en effet, que cette division du travail peut être poussée à ses extrêmes limites, car il faut, pour qu'elle puisse être appliquée dans toute son ampleur, un atelier important où chaque détail de la fabrication suffit à occuper un homme, où un même ouvrier peut passer ses journées entières à répéter les mêmes gestes, acquérant ainsi une dextérité, un tour de main dont profitera grandement la production.

La fabrication du tabac est au nombre des grandes industries et, quoiqu'elle soit monopolisée, nous allons voir qu'elle n'a pas échappé — bien au contraire — à la grande loi de la division du travail.

Dans chaque manufacture, le travail est réparti en plusieurs sections d'ateliers bien distincts.

Une première section reçoit le tabac en feuilles du magasin ; elle procède à la composition de la masse, au mouillage, au captage et à l'épouillage des feuilles.

Le tabac ainsi préparé est livré aux autres sections qui sont chargées chacune d'un travail spécial.

Une d'entre elles est chargée de la préparation du tabac à fumer ; elle est divisée en plusieurs ateliers d'après les qualités de tabac à fabriquer, chaque atelier ne s'occupant que d'une seule qualité.

Une autre section, la plus importante, est chargée de la confection des cigarettes. Cette section, comme la précédente, est subdivisée en plusieurs ateliers, chacun étant chargé de la confection d'un seul type de cigarettes.

Une autre section est chargée de la confection des cigares, elle se trouve de même divisée en plusieurs ateliers selon les espèces à produire.

Une autre section est chargée de la production du tabac à priser, enfin une dernière est chargée de la préparation de tous les produits accessoires tels que : le savon, le liquide incolore, l'essence insecticide, l'extrait pour les animaux.

Dans chacun de ces ateliers, la division du travail est poussée fort loin, l'ouvrier acquérant une grande habileté de main en répétant toujours le même travail. C'est ainsi qu'on s'explique qu'une cigarière puisse confectionner en dix heures de travail plusieurs centaines de cigares. Ce qui est véritablement prodigieux, c'est la dextérité des ouvrières chargées d'empaqueter les cigarettes. Pour former par exemple un paquet de 20 cigarettes, elles en prennent une poignée dans un tas qui

se trouve à côté d'elles, sans avoir besoin de regarder et la poignée se trouve contenir exactement 20 cigarettes. Elles ne se trompent jamais, elles comptent au toucher.

Mais cette division du travail a de réels inconvénients qui se font particulièrement sentir dans les manufactures. On a signalé qu'elle avait pour corollaire l'abrutissement du travailleur et son état de sujétion trop étroite vis-à-vis de la tâche qu'il exécute.

III. — Le mode de rémunération et le prix de la main-d'œuvre dans les manufactures de l'Etat.

Dans toute industrie libre ou monopolisée, c'est-à-dire relevant de l'initiative individuelle ou réservée à l'Etat, la main-d'œuvre entre pour une large part dans le prix de revient des produits. Le gain de l'industriel, ou profit, étant la différence entre le prix de vente et le prix de revient, il doit se préoccuper, en ce qui concerne la main-d'œuvre, d'atteindre un double but : obtenir de l'ouvrier la plus grande productivité possible et essayer d'acquérir la main-d'œuvre au plus bas prix.

Il peut atteindre le premier résultat en adoptant différents modes de rémunération. Le mode de rémunération influe d'une façon très notable sur la productivité de l'ouvrier. Si l'ouvrier se trouve directement intéressé à la production, il s'efforce d'exécuter sa tâche avec plus de rapidité ou avec plus de force, suivant que son gain est proportionné à la quantité de travail fournie ou à la qualité de ce travail.

L'industrie doit donc faire son possible pour concilier les intérêts de ses ouvriers avec son propre intérêt.

a) *Mode de rémunération dans les manufactures de l'Etat.*
— « On peut, dit M. Mannheim (1) payer, soit le temps de l'ouvrier, soit le produit de son travail ».

Dans le premier cas, le système de salaire prend le nom de travail à la journée et la base du salaire est le prix de l'heure. Le second système se nomme travail aux pièces, à la tâche ou à l'entreprise. Le prix unitaire s'applique à des quantités évaluées en nombre, en dimension ou en poids.

Quel est de ces deux modes de rémunération celui adopté pour les ouvriers de l'Etat ? On peut dire que c'est le système du travail aux pièces, puisque les sommes payées à la journée n'atteignent pas 50/0. La rémunération à la journée ne s'applique qu'à certains travaux ne pouvant pas être payés autrement. C'est ce qui a lieu lorsqu'il s'agit d'un travail ne pouvant pas être mesuré, tel que celui des contrôleurs qui examinent la confection des cigares.

Toutes les fois que l'administration peut appliquer à ses ouvriers le système du salaire à la tâche, elle n'y manque jamais et cela pour deux raisons :

1^o Parce qu'il assure un rendement plus grand de la main-d'œuvre.

2^o Parce qu'il facilite la comptabilité de cette main-d'œuvre en proportionnant les salaires à payer aux quantités fabri-

(1) Mannheim, *De la condition des ouvriers dans les manufactures de l'Etat*, Paris, 1902.

quées, ce qui permet la fixation préalable des crédits à ouvrir et un contrôle rigoureux de la dépense.

Ce système peut fonctionner :

1^o Sous la forme de travail individuel. C'est le cas des étaleuses, cigarières, robeuses qui sont payées en raison du poids des feuilles étalées ou découpées, du nombre de cigares ou de robes confectionnés. C'est aussi le cas des cigarettières.

2^o Sous la forme de travail combiné : Les ouvriers forment une équipe et le prix du travail est réparti entre les ouvriers qui y participent, en tenant compte de la difficulté de leur besogne et de l'effort qu'elle exige.

3^o Sous la forme de travail collectif : Il se différencie du précédent en ce que les ouvriers, réunis en associations ou brigades, se partagent les sommes qui leur sont payées au prorata de leur nombre d'heures de présence, sans qu'il soit tenu nul compte de l'effort personnel et des aptitudes individuelles. Mais ce système provoque une surveillance mutuelle très favorable à la production.

Le travail à l'entreprise a des avantages, mais il a, par contre, de très graves inconvénients : l'ouvrier est intéressé à produire beaucoup, à produire vite ; aussi souvent produit-il mal. D'autre part, si les matières premières sont défectueuses, l'ouvrier est mis dans l'impossibilité de produire autant qu'il devrait le faire normalement. C'est pourquoi la régie a été amenée à apporter au travail à l'entreprise certains correctifs. Dans l'intérêt des ouvriers, elle a établi des taux de salaires gradués permettant de proportionner la rémunération aux difficultés de manipulation variables suivant

les qualités de tabac. Dans son propre intérêt elle a prescrit un examen minutieux à faire subir aux produits fabriqués avant leur réception, de manière à éliminer toutes les mal-façons.

b) *Le taux du salaire.* — Nous avons vu comment l'industriel peut, par un système de rémunération appropriée, faire produire à la main-d'œuvre son maximum de rendement. Nous avons vu aussi que son intérêt était de se procurer cette main-d'œuvre au plus bas prix possible. Mais le travail, « *l'arbeitskraft* » est une marchandise comme une autre, et son prix est fixé par les mêmes lois économiques que les autres marchandises. Sans doute, il entre dans la détermination du taux du salaire certains éléments qui n'entrent pas dans celle du prix des autres richesses. Les risques de maladies professionnelles ou d'accidents, le plus ou moins d'attrait qui s'attache à l'exercice d'un métier, les connaissances qu'il requiert et qui supposent un apprentissage plus ou moins long et difficile, les sujétions particulières qu'il peut comporter, telles que l'obligation du travail de nuit, sont autant de facteurs influant sur le salaire.

L'influence de ces divers facteurs diffère beaucoup d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre, suivant les conditions économiques et sociales du milieu et du moment, l'état de l'opinion, etc. Mais d'une manière générale, on peut dire que le salaire est fixé par la loi de l'offre et de la demande. Lorsque le nombre d'ouvriers cherchant du travail excède les besoins de l'industrie à laquelle ils appartiennent, le salaire baisse. Lorsque la proportion des ouvriers cherchant un emploi dans

une industrie est inférieure aux besoins de cette même industrie, le taux des salaires s'élève. Il est vrai qu'il ne peut s'abaisser au-dessous de certaines limites que les Anglais appellent le *standard of life* (le niveau de la vie), c'est-à-dire la limite marquant la satisfaction des besoins essentiels de l'individu tels qu'ils résultent de sa condition sociale.

Il faut donc que le salaire représente pour l'ouvrier le *cost of life*, c'est-à-dire la somme nécessaire à la satisfaction de ces besoins, sans quoi l'ouvrier désertera la profession et cherchera un autre métier.

L'unité dans le sens de la baisse, le cours des salaires l'est aussi dans le sens de la hausse. La main-d'œuvre est, en effet, un des éléments du prix de revient de la fabrication. Si elle est trop coûteuse, c'est-à-dire si les salaires sont trop élevés, le prix de revient risque de se trouver accru dans des proportions telles qu'il se rapproche du prix de vente, absorbant ainsi le bénéfice du fabricant. Si l'écart n'est pas suffisant, le fabricant cessera évidemment ses opérations.

Il y a donc pour les salaires une limite maxima au delà de laquelle la fabrication ne peut se laisser entraîner. C'est entre cette limite maxima et le *standard of life*, qu'oscille le cours des salaires.

Telle est la situation lorsque sur le marché du travail la demande et l'offre ne sont l'objet d'aucune limitation de fait ou de droit. Mais en ce qui concerne les industries monopolisées, si l'offre est illimitée, la demande est au contraire très limitée, puisqu'elle émane d'un seul employeur, le monopoleur. De plus, pour ce qui est de la régie du tabac, nous

nous trouvons en présence d'un monopole fiscal : la différence entre le prix de vente et le prix de revient constitue un impôt et non un profit industriel.

La matière vendue est soustraite, du fait même du monopole, à la loi de l'offre et de la demande.

Il ne saurait donc y avoir, en ce qui touche les manufactures de l'Etat, un marché du travail. En conséquence, la régie est bien forcée, dans la détermination des taux et de la base du salaire, d'adopter des règles arbitraires, c'est-à-dire posées par elle et non imposées par la loi économique.

Pour déterminer la mesure du taux des salaires, on prend le salaire moyen correspondant à 10 heures de travail effectif. Pour obtenir ce salaire moyen on divise le salaire total touché par un ouvrier pendant un certain laps de temps par le nombre d'heures de travail effectif correspondant, puis on multiplie le quotient par 10.

On appelle par abréviation ce salaire moyen « quotient ».

Pour déterminer le taux des salaires dans les manufactures, on prend comme base la cherté de la vie dans les localités où elles sont situées, on est arrivé ainsi à fixer une moyenne de 2 fr. 76 pour Bucarest et de 2 fr. 50 pour Jassi.

c) *La base du salaire.* — La détermination de la base du salaire est beaucoup moins aisée. Les bases trop fortes donnent des prix de revient onéreux, elles risquent d'inciter l'ouvrier au surmenage ; souvent, en effet, l'ouvrier s'assujettit d'autant plus à un surcroît d'efforts que sa rémunération est plus élevée, si bien qu'on peut dire que la productivité croît avec la base de salaire.

D'autre part, une base trop faible peut avoir de graves inconvénients : si l'ouvrier désespère de tirer de sa machine un profit appréciable, il travaille sans entrain et gâche la besogne qui lui est confiée; les majorations qui lui sont accordées dans la suite, se heurtent à son parti-pris, et pour avoir écarté au début une base raisonnable on se trouve amenée, de concessions en concessions, à établir des bases exagérées.

Les manufactures de l'Etat ont employé divers moyens pour réaliser une fixation raisonnable des bases de salaires, s'il s'agit d'une machine mise à l'essai, on fait exécuter le travail par deux ou trois ouvriers ou ouvrières convenablement choisis, en faisant varier autant que possible les conditions du travail, un contremaître surveille le travail, les quantités produites, le temps employé; il note les arrêts de la machine, leurs causes. La machine entraînant en quelque sorte l'ouvrier et lui imposant un rythme qui devient rapidement une habitude, il suffit de connaître le temps de marche effective de l'appareil (les arrêts nouveaux déduits) pour pouvoir calculer le rendement journalier et, par conséquent, déterminer la base du salaire.

Il y a une difficulté plus grande lorsque la production est absolument nouvelle, car l'activité et l'habileté naturelles de l'ouvrier ont souvent une influence très grande sur la production, laquelle dépend aussi — dans une large mesure — de l'état de la matière première.

On fait alors exécuter le travail par des ouvriers d'habileté différentes se prêtant à l'expérience de bonne volonté ou, à leur défaut, par quelques jeunes ouvriers spécialement recrutés à cet effet.

CHAPITRE III

LA VENTE

I. — Les différentes sortes de produits vendus par la régie.

Les produits de la régie peuvent être divisés au point de vue de leur préparation en tabac proprement dit, sous ses diverses formes, et en jus de tabac.

Le tabac proprement dit comprend celui qui est préparé pour la consommation intérieure et celui qui est destiné à l'exportation.

a). — Produits destinés à la consommation intérieure.

Ils peuvent être divisés, au point de vue de la qualité, en produits de luxe et produits de vente courante.

Les produits de luxe ne contiennent que du tabac étranger, les autres sont préparés soit exclusivement avec du tabac indigène, soit un mélange dans lequel le tabac indigène entre pour la plus grande part.

Dans chaque catégorie on distingue plusieurs variétés dépendant de l'origine du tabac employé ou de la composition du mélange. Cette division en variétés s'applique aux 4 types

de produits : tabac à fumer, tabac à priser, cigares et cigarettes. Chaque variété porte un nom différent et correspond à un prix différent qui lui donne son caractère de luxe ou de vente courante.

C'est le tabac de vente courante qui fait l'objet de la majeure partie des ventes. Il représentait, en 1906, 82 0/0 de la quantité vendue et 88,91 de la valeur de la vente.

Les tabacs de luxe sont fabriqués exclusivement avec du tabac de provenance étrangère : tabac de Macédoine, de Jaka, de Xanti, d'Asie-Mineure, etc. Ces diverses qualités de tabac concourent à la formation de différents mélanges en des proportions constituant le secret de la fabrication.

En rangeant parmi les tabacs de luxe — comme nous l'avons dit — ceux qui ne contiennent que du tabac étranger, tels que le Régat, le Macédoine extra-fin et le Macédoine première qualité, nous avons pour la vente de 1906 les chiffres suivants :

1° *Tabac à fumer* (1).

Pour une valeur de	71.814 fr.	:	1.196 ^{kg} ,900	de Régat
» »	148.137 fr.	:	2 693 ,400	de Macédoine extra fin
» »	26.886 fr. 50:	537 ,730	de Scaferlati, Maryland	
» »	2.973 fr.	:	74 ,323	pour pipe.

2° *Tabac à priser*

Pour une valeur de	1.161 fr. 90:	58 ^{kg} ,030	de Ceam	
» »	312 fr.	:	26	de Rapé
» »	116.098 fr. 80:	14.512 ,350	de Russe	
» »	30 fr.	:	5	de 1 ^{re} qualité.

(1) *Ex unerea situatiuni financiare a tezanrului public*, 1908, p.176.

3° Cigares

Pour une valeur de	35 fr.	:	13 pièces à 300 francs le 100
» »	410 fr.	:	164 » 250 »
» »	820 fr.	:	410 » 200 »
» »	187 fr. 20:		104 » 180 »
» »	1.153 fr. 50:		769 » 150 »
» »	612 fr.	:	510 » 120 »
» »	6.763 fr.	:	6.763 » 100 »
» »	193 fr. 60:		214 » 90 »
» »	6.688 fr. 80:		8.361 » 80 »
» »	2.041 fr. 20:		2.916 » 70 »
» »	6.226 fr. 20:		10.377 » 60 »
» »	101.498 fr. 50:		202.997 » 50 »
» »	27.243 fr. 60:		68.114 » 40 »
» »	96 fr. 90:		323 » 30 »
» »	193.264 fr. 50:		781.058 » 25 »
» »	264 fr.	:	1.320 » 20 »
» »	34.964 fr. 70:		233.098 » 15 »

4° Cigarettes

Pour une valeur de	48.726 fr.	:	124840 pièces à 15 fr.	le 100
» »	531.216 fr. 30:		5312163 »	10 fr. »
« »	639.526 fr. 40:		7994080 »	8 fr. »
» »	13 fr.	:	200 »	7 fr. 50 »
» »	953 fr. 54:		13622 »	7 fr. »
» »	1.712.203 fr. 60:		28336760 »	6 fr. »

En résumé les conclusions sont les suivantes :

Tabac à fumer :	32.803 ^{kg} ,753		pour une valeur de	1.381.866 fr. 50
» priser :	14.601 ,400	»	»	117.604 fr. 90
Cigares	5.270 ,044	»	»	384.467 fr. 70
Cigarettes	41.981 ,605	»	»	2.902.642 fr. 84
	94.636 ^{kg} ,864			4.786.581 fr. 94

Pour les tabacs de vente courante, lesquels comprennent comme nous l'avons vu tous les produits confectionnés en to-

talité ou en majeure partie avec du tabac indigène et sont dits de II^e, III^e (fin) III^e et IV^e qualité (rurale). Les chiffres sont les suivants :

1^o *Tabac à fumer* (1)

Macédo-Roman (2^me qual.) à 25 francs 127.679^{kg},100 pour une valeur de 3.191.977 fr. 50 ;

Tumbeky à 20 francs 157^{kg},600 pour une valeur de 3.152 francs ;

Tutova (3^me qual. fin) à 15 francs 186.252^{kg},240 pour une valeur de 2.793.783 fr. 60 ;

Romanesc deschis (3^me qual.) à 10 francs 1.232.724^{kg},900 pour une valeur de 12 327.249 francs ;

Romanesc inchis (4^me qual.) à 5 francs 2.408.019^{kg},420 pour une valeur de 12.040.097 fr. 10.

2^o *Tabac à priser*

Romanesc 3 francs 602^{kg},150 pour une valeur de 1.806 fr. 45.

3^o *Cigares*

Pour une valeur de	44.842 fr. 50 :	118.740 pièces à	12 fr. 50 le	100
»	»	177.218 fr. 80 :	1.772.188	» 10 fr. »
»	»	388.551 fr. 55 :	7.771.025	» 5 fr. »

4^o *Cigarettes*

Pour une valeur de	5.070.775 fr. 25 :	101.415.505 pièces à	5 fr.	le	100
»	»	350 fr. :	8.750	»	4 fr. »
»	»	336 fr. :	11.200	»	3 fr. »
»	»	1.596 560 fr. 85 :	63.862.434	»	2 fr. 50 »
»	»	206.649 fr. 34 :	10.332.467	»	2 fr. »
»	»	112.623 fr. 60 :	7.508.240	»	1 fr. 50 »
»	»	300.271 fr. 25 :	30.027.125	»	1 fr. »
»	»	144.465 fr. :	20.225.100	»	1 fr. les 140

(1) *Expunerea situatiunii financiare a tezaurului public, 1908, p. 176.*

Nous avons au total :

Tabac à fumer :	3.934.833 ^{kg} ,260	pour une valeur de	30.356.259 fr. 29
» priser :	602 ,450	» »	1.806 fr. 54
Cigares :	38.647 ,812	» »	580.612 fr. 85
Cigarettes :	233.390 ,821	» »	7.423 031 fr. 29
	<u>4.227.474^{kg},043</u>		<u>38.370.709 fr. 79</u>

A remarquer que parmi ces tabacs de vente courante c'est le tabac à fumer dit « Românesc inchis » ou « tabac rural » qui entre pour la plus grande part avec 2.408.019 kg. 420 représentant une valeur de 12.040.097 francs, soit la moitié en quantité et le tiers en valeur de la vente totale pour les tabacs de vente courante.

Or, ce tabac ne se trouve que dans les communes rurales, c'est-à-dire que sa vente est en somme restreinte. On a imaginé cette qualité à bon marché pour rendre le tabac de la régie accessible aux paysans et atténuer par suite la contrebande parmi eux.

En 1909 on a mis en vente du tabac de troupe, à des prix plus réduits encore. Ce tabac ne peut être vendu que par les cantines attachées aux régiments et aux militaires seulement.

b) *Le tabac pour l'exportation.*

Il fait l'objet d'une préparation tout à fait distincte. Chaque catégorie porte un nom différent. Son prix, ainsi que le mode de vente qui lui est appliqué, seront étudiés ultérieurement.

Les produits du jus de tabac. — La régie prépare plusieurs produits avec le jus du tabac. Ces produits peuvent être divisés en produits liquides tels que : le liquide incolore, l'essence insecticide pour les plantes, l'extrait pour les animaux ; et en

produits solides tels que : le savon, la poudre insecticide, etc.

Tous ces produits sont employés soit pour combattre certaines maladies de peau auxquelles sont sujets les animaux, soit pour détruire les insectes qui s'attaquent aux plantes.

La préparation de ces produits est minime en comparaison de la fabrication du tabac proprement dit. Leur vente pour 1906-1907 a atteint 43.918 fr. 05 répartis de la manière suivante (1) :

Savon à base d'extrait de tabac à 2 francs le kilog. 226^k500 pour une valeur de 453 francs ;

Liquide incolore à 1 fr. 25 le kilog. 1 kilog. pour une valeur de 1 fr. 25 ;

Essence insecticide pour les plantes à 1 franc 626 kilog. pour une valeur de 626 francs ;

Poudre insecticide à 1 franc le kilog. 116 kilog. pour une valeur de 116 francs ;

Extrait pour les animaux à 0 fr. 80 le kilog. 190 kilog. pour une valeur de 152 francs.

Extrait pour les animaux à 0 fr. 70 le kilog. 60.814 kilog. pour une valeur de 42.569 fr. 80.

II. — Des personnes qui peuvent vendre le tabac de la régie.

a) *La vente en Roumanie.* — De même que la culture et la fabrication, la vente des tabacs n'est pas libre en Roumanie. L'article 77 de la loi sur le monopole dit que (2) « ceux qui seront trouvés colportant ou vendant à leur domicile du tabac à fumer ou à priser, des cigares ou cigarettes de la régie,

(1) *Expunerea situatiunii financiare a tezaurului public*, 1908, p. 176.

(2) *Legi si regulamente relative la Monopolurile statului*, 1907, p. 25.

sans être débiteurs réguliers, seront punis d'une amende de 10 francs sans préjudice de la confiscation de la marchandise se trouvant illicitement en leur possession.

Comme nous l'avons déjà vu, la régie possède un service spécial pour la vente. Dans chaque chef-lieu de département elle a un dépôt pourvu de tous les types de produits fabriqués par les manufactures. Ce dépôt dessert tout le département. La vente au public se fait par des débiteurs.

Les débiteurs, d'après l'article 56 de la loi de 1887, sont nommés par la régie. Il doivent être roumains ou naturalisés tels. On nomme de préférence :

1° Les sous-officiers qui ont servi le moins 12 ans.

2° Les fonctionnaires obligés de quitter leur emploi à cause d'infirmités sans avoir droit à une pension.

3° Les veuves des fonctionnaires décédés en activité de service lorsqu'elles ne sont pas pourvues d'une pension.

Les débits ne peuvent être gérés — en cas de non-exploitation par les titulaires — que par des Roumains. Les débiteurs ne sont soumis à la patente que lorsqu'ils exercent concurremment un autre commerce.

Les bénéfices des débiteurs, c'est-à-dire les remises qui lui sont accordées par la régie sur le prix de vente, sont de 5 0/0, excepté pour les débiteurs des communes urbaines exerçant un autre commerce ; ceux-ci ne bénéficient que de 3 0/0.

L'approvisionnement des débits se fait soit directement par les soins de la régie lorsqu'il s'agit de débits situés dans la ville même ou dans les environs de la ville où se trouve le

dépôt ; soit par l'entremise de certains intermédiaires lorsqu'il n'en est pas ainsi.

Jusqu'en 1907 ces intermédiaires étaient tous des entrepreneurs à qui était adjugée aux enchères publiques la vente des produits dans un certain rayon et qui bénéficient d'une réduction de prix variant de 7 fr. 75 à 11 fr. 20 0/0, à charge pour eux d'accorder au débitant la remise d'usage de 5 0/0. Ces intermédiaires avaient l'adjudication pour des périodes de 5 ans et étaient tenus de vendre un minimum déterminé.

Ce système assurait d'une part à la régie un minimum de vente et s'affranchissait de tous les soucis de l'approvisionnement des débits. Il donna de bons résultats, mais là seulement où l'approvisionnement était facile et assurait à l'entrepreneur une rémunération avantageuse.

En mars 1907, la régie conclut un accord avec l'administration des postes. L'article 1^{er} de cet accord s'exprime ainsi : « La régie des monopoles de l'Etat charge la direction générale des postes, télégraphes et téléphones, d'effectuer par son service postal, la distribution et la vente des divers produits monopolisés aux débits situés dans les communes urbaines et rurales des départements suivants : Arges, Botosani, Buzau, Dambovita, Dolj, Dorohoi, Jalomita, Jassi, Muscel, Neamt, Romanati, Teleorman, Vaslui et Vlasca, à l'exception des débits des chefs-lieux de ces départements et de leur périphérie dans un rayon d'un kilomètre ». Pour l'accomplissement de cette mission, l'administration des postes reçoit une subvention proportionnelle à la valeur brute des ventes et variable suivant la

localité où la vente s'est effectuée ; c'est ainsi qu'elle varie entre 3,69 0/0 pour le département d'Arges (département de montagne) et 2,14 pour le département de Dorohoi (département de plaine).

Aux termes de cette même convention, il est alloué aux employés des postes préposés à ce service des primes calculées sur les ventes auxquelles ils ont participé. C'est un moyen de rendre leur collaboration plus dévouée. Le rôle que joue ainsi l'administration des postes a des conséquences très heureuses dans notre pays : obligée de desservir les communes rurales pour l'approvisionnement du tabac, elle a, du même coup, l'occasion de perfectionner dans ces communes le service postal ; la subvention qu'elle touche de la régie, outre qu'elle lui permet de faire face aux charges spéciales que lui crée l'accord, l'aide puissamment dans sa mission première.

A Bucarest (rue Victoire, 127) on trouve, — outre les débits ordinaires — un bureau de vente tenu par la régie elle-même. Ce bureau vend tous les types de nos tabacs de luxe et de vente courante, et est chargé en outre de recevoir les commandes.

b) *Les ventes à l'étranger.* — La vente de nos produits à l'étranger se fait soit directement, la marchandise étant expédiée par la régie à l'acheteur lui-même, soit indirectement, les achats à la régie étant faits par des intermédiaires revendeurs qui se trouvent jouir en fait d'un quasi-monopole en certains pays. Tels sont M. Doiciu pour la France et Monaco, M. Danielle pour l'Allemagne.

Il est à remarquer que la régie — pour augmenter son

chiffre d'exportation — a diminué sensiblement le prix des tabacs qu'elle destine à l'exportation ; elle se plie, d'autre part, pour la préparation, l'emballage de ces tabacs à toutes les exigences de sa clientèle.

Le tabac exporté en 1906 a atteint une valeur de 72.288 fr. 54 répartie de la manière suivante (1) :

Pays	Tabac à fumer	Tabac à priser	Cigares	Ciga- rettes	Valeur en francs
Autriche-Hongrie. .	715kg,500			52 360	11.339 23
Allemagne. . . .	85 ,400			731.000	12.129 50
France	25 ,400			37.100	4.569 50
Angleterre	452 ,000			17.500	5.034 50
Russie	23 ,700			16.000	1.067 00
Belgique.	58 ,000			112.000	3.447 50
Hollande.	5 ,000			2.000	225 00
Italie	—			2.500	50 00
Suisse.	11 ,000			22.100	708 50
Grèce.	3.985			—	3 886 91
Turquie	0 ,500			2.500	63 00
Serbie	—			1.000	34 00
Bulgarie.	6 ,000			—	150 00
Amérique	942 ,100			—	9.378 15
Canada	207 ,760	33kg,500		—	1.153 04
Perse	—			46.902	1.351 69
Bateaux roumains .	633 ,600		700	240.730	12.663 40
Divers	191 ,000			265.800	8.035 60

(1) *Expunerea situatiunii financiare a tezaurului public*, 1908, p. 177.

Les prix de vente pour l'exportation (1) :

1° Tabac à fumer :

Spécialité (extra fin).	30 fr.	le kilog.
1 ^{re} qualité (luxe)	15 »	»
2 ^{me} » (romain extra fin)	6 » 50	»
3 ^{me} » fine	3 »	»
3 ^{me} » (romain supérieur).	1 » 50	»
4 ^{me} » (romain)	0 » 80	»

2° Cigarettes :

« Carmen Sylva » sans carton	75 fr.	le 1.000
« De Jassy » roulées dans des feuilles de tabac	35 »	»
« Ambré »	35 »	»
« Spécialité » (Romaines) avec carton	34 »	»
» » sans carton	38 »	»
« Ministre (Bayard) avec carton	35 »	»
» » sans carton	40 »	»
» Royales » avec carton	32 »	»
» » sans carton	34 »	»
« Intim club » avec carton	20 »	»
» » sans carton	25 »	»
« Princesse » avec carton.	15 »	»
« Jaka Constantza » avec carton	19 »	»
» » sans carton	24 »	»
« Reporter » avec carton	16 »	»
« Pour dames » avec carton.	12 » 50	»
» » sans carton.	15 »	»
« Commerciales » (orientales) avec carton	11 »	»
» » sans carton	12 »	»
« Fonctionnaires » avec carton.	7 »	»
» » sans carton.	8 »	»
« Militaires » avec carton	4 » 50	»
» » sans carton	4 » 50	»
« Sergent » (Danubiennes)	2 »	»
« Dorobantz »	1 » 75	»

(1) Publication par la régie.

Tous ces produits sont vendus en principe avec l'emballage usité pour les tabacs destinés à la consommation roumaine ; on y appose une banderolle ou un sceau spécial avec la mention « export ». Toutefois, les clients peuvent commander des emballages spéciaux, à charge pour eux de payer un supplément.

Les prix sont entendus gare de départ ou bureau de poste de départ (Bucarest ou Jassy). Le transport jusqu'à la destination et tous les autres frais de route sont à la charge de l'acheteur.

III. — De la fixation des prix dans les industries monopolisées et en particulier dans celle du tabac.

On sait, qu'en régime de libre concurrence, les prix d'une marchandise sont déterminés presque automatiquement par la loi de l'offre et de la demande.

En vertu de cette loi, quand la demande — c'est-à-dire la quantité de désirs à satisfaire — augmente, l'offre — c'est-à-dire la quantité de richesses nécessaires à la satisfaction de ces désirs — restant constante, les prix augmentent. Si au contraire l'offre augmente, la demande restant constante, les prix baissent.

Mais les prix subissent une limitation par le fait même de la concurrence. En effet, si jamais le prix d'une marchandise venait à augmenter dans des conditions telles que se trouverait dépassée la rémunération normale du travail et du capital entrant en conjonction dans la production, des concu-

rents nouveaux surgiraient aussitôt qui disputeraient aux marchands déjà établis leur clientèle.

L'entrée en ligne de ces concurrents provoquerait immédiatement une baisse des prix, lesquels se trouveraient ramenés au niveau antérieur, c'est-à-dire à cette limite de rémunération normale.

Mais la situation est toute différente lorsqu'il s'agit d'une marchandise offerte sur le marché par un seul vendeur, ou, ce qui revient au même, par un groupe unique de vendeurs ayant conclu une entente. On est alors en face d'un monopole de fait ou de droit. Dans ce cas, le vendeur unique ou le groupe de vendeurs fixe arbitrairement le prix, et ce prix, les acheteurs sont en principe obligés de le subir sans pouvoir espérer qu'il surgisse, comme en régime de libre concurrence, de nouveaux vendeurs moins exigeants.

Mais en fait, l'arbitraire du monopole a des limites.

D'une part, le prix de vente ne peut descendre au-dessous du prix de revient, lequel constitue un minimum.

D'autre part, on conçoit — surtout lorsqu'il s'agit d'une marchandise ne répondant pas à un besoin impérieux — qu'au-dessus d'un certain prix, le consommateur cessera ses achats, préférant se priver plutôt que de subir les exigences démesurées du vendeur ; ce prix constitue la limite maxima.

C'est entre ces deux limites qu'oscille le prix de la marchandise monopolisée.

Mais il convient de remarquer que la situation de fortune, l'intensité des désirs n'est pas la même chez tous les consommateurs, que si on se rapproche trop de la limite maxima, on

écartera de la consommation non pas tous les acheteurs, mais une bonne partie d'entre eux ; que si on s'en éloigne trop pour serrer de près la limite minima, on réduit à presque rien le bénéfice qui est la raison même du monopole et qu'il y a, par conséquent, entre ces deux limites une valeur idéale qui, assignée aux prix, concilie la question de la clientèle à ménager et la question de bénéfice à réaliser.

Le monopoleur n'obtiendra ce prix idéal qu'après bien des tâtonnements. Mais en supposant qu'il l'ait à peu près trouvé, il ne saurait s'en contenter. Il y a, en effet, une foule d'acheteurs qui seraient susceptibles de payer un prix supérieur à ce prix. C'est un surplus de bénéfice dont se priverait bénévolement le monopoleur.

Il y a, par contre, nombre d'acheteurs qui ne peuvent aller jusqu'à ce prix ; qu'on imagine une série de diminutions graduées : on conçoit aisément qu'à chacune d'elles corresponde un flot nouveau d'acheteurs. Le monopoleur a donc intérêt à établir toute une gamme de prix, pour faire rendre à l'exploitation le maximum.

Le monopole n'est donc pas, par lui-même et nécessairement, une cause d'enchérissement des marchandises. Si le tabac se vend en Roumanie plus cher que dans les pays où ce produit se vend librement, ce n'est pas parce qu'il y a monopole, mais parce qu'il y a incorporation d'impôt. Si la régie ne peut, à ce point de vue, abaisser ses prix au niveau de ceux de l'industrie privée, elle est néanmoins forcée de leur donner une très grande variété. Elle met en vente — pour cela — des produits de qualités différentes, tarifés par consé-

quent à des prix différents, de sorte que chaque consommateur choisit suivant ses goûts et ses ressources.

Les tableaux ci-après indiquent les différentes qualités de tabac vendues par la régie et les prix correspondants. Comme nous voyons, la différence entre les divers prix est parfois de quelques centimes et même moins, ce qui constitue une gamme très nuancée.

IV. — Les prix de vente de la régie pour l'année 1909-1910
dans toute la Roumanie (1).

1° *Tabacs à fumer*

(A) Fabriqués dans les manufactures roumaines

(1)	Tabac « royal » (spécialité)	60 francs le kilog.
(2)	» « Macédonia extra-fin »	55 »
(3)	» « Macédonia supérieur »	40 »
(4)	» « Macédo-Roman » (qual. 2).	25 »
(5)	» « Tutova » (qual. 3 fine)	15 »
(6)	» « Romànesc deschis » (qual. 3).	10 »
(7)	» « Romànesc inchis » (rural).	5 »
(8)	» « Tumbeky	20 »

(B) Tabacs importés de l'Etranger

(9)	» « Scaferlati	50 »
(10)	» « Tabacs pour la pipe	40 »
(11)	» « Tabac Dénicotinisé	40 »

2° *Cigarettes*

(1)	« Carmen Silva » bout doré	0 fr. 15 la pièce
(2)	« Pélisorul » bout doré et carton.	0 » 10 »
(3)	« Régale » avec et sans carton	0 » 08 »
(4)	« Ministériale » avec ou sans carton	0 » 10 »
(5)	« Spécialitate avec ou sans carton	0 » 10 »

(1) Publication faite par la régie.

(6)	« De Iassi » en feuilles de Havan.	0 » 40 »
(7)	« Extra fine ambrée » avec carton	0 » 40 »
(8)	« Principesa » avec carton	0 » 05 »
(9)	« Intim club » avec et sans carton	0 fr. 06 »
(10)	« Principilé Carol »	0 » 06 »
(11)	« Scaferlati »	0 » 06 »
(12)	« Denicotinizat » avec carton	0 » 05 »
(13)	« De Dama » avec ou sans carton	0 » 05 »
(14)	« Domnița » » »	0 » 04 »
(15)	« Jaka » » »	0 » 06 »
(16)	« Reporter » avec carton	0 » 05 »
(17)	« Comerciale, avec ou sans carton	0 » 06 »
(18)	« Funcționar » » »	0 » 025 »
(19)	« Militare » » »	0 » 02 »
(20)	« Sergent » » »	0 » 015 »
(21)	« Meseriasi » sans carton	0 » 01 »
(22)	« Dorobant » »	0 » 01 »
(23)	« Plugar » le paquet de 14 pièces	0 » 10 »

3^e Cigares

(A) Fabriqués dans les manufactures roumaines

(1)	« Jubilare »	0 fr. 40 la pièce
(2)	« Regalitas »	0 » 25 »
(3)	« Integridad »	0 » 25 »
(4)	« Britania »	0 » 15 »
(5)	« Favorita »	0 » 15 »
(6)	« Penes curcanul »	0 » 10 »
(7)	« Belvédère »	0 » 10 »
(8)	« Virginia »	0 » 10 »
(9)	« Trabucos »	0 » 10 »
(10)	« Vacy »	0 » 05 »
(11)	« Nationala »	0 » 05 »

(B) Cigares importés de l'Etranger : on trouve une série complète dont les prix varient entre 0 fr. 40 et 3 francs la pièce.

4^e Tabacs à priser

(A) Fabriqués dans les manufactures de la régie

(1)	« Tabac Romanesc »	3 fr. le kilog.
-----	------------------------------	-----------------

(B) Importés de l'Etranger

(1)	« Tabac ceam »	20	»
(2)	« Tabac râpé »	13	»
(3)	« Tabac Russe »	6	»

5° Produits divers

(1)	« Lesie pentru vite » (pour les animaux) . .	0 fr. 70 le kilog.
(2)	« Esența insecticida putru plante » liquides pour plantes)	1 » »
(3)	« Praf insecticid » (poutre contre les insectes.	1 » »
(5)	« Sapun cu extrac de tutun » (savons au jus de tabac	2 » »

6°

(1)	Tabac à fumer pour la troupe.	2 » 50	»
(2)	Cigarettes pour la troupe sans carton, le pa- quet de 14 pièces	0 » 05	»

Notice statistique sur la consommation et la vente du tabac en Roumanie.

Avant de terminer cette étude sur l'administration roumaine des tabacs, voici quelques chiffres sur la consommation et la vente des tabacs en Roumanie.

Nous examinerons d'abord :

1° Les fluctuations d'ensemble accusées par les ventes.

2° Dans quelle mesure les divers produits ont été affectés par ces fluctuations.

3° La moyenne individuelle de la consommation.

4° Le rendement de l'impôt.

Si nous regardons le tableau des ventes annuelles de 1879 à 1906, nous voyons que la quantité vendue en 1907 a augmenté de 172 0/0 par rapport au chiffre de 1879 et que la valeur de la vente est passée de 20.957.053 fr. 12 à

43.433.978 fr. 83, ce qui représente une augmentation de près de 207 0/0 (1).

Les fluctuations de la vente se sont fait sentir sur les différents produits de la façon suivante :

Tabac à priser. — Si on compare les deux années extrêmes 1879 et 1906, on constate une augmentation de 10.327^{kg},400, mais si on entre dans le détail année par année, on s'aperçoit qu'il n'y a pas eu progression régulière, que le maximum s'est trouvé atteint en 1898 avec 22.351 kilogrammes et que, depuis, la vente a décliné : pour les 6 dernières années, la moyenne annuelle a été de 15.000 kilogrammes environ.

Cigares. — Durant cette même période de 28 ans, le nombre de cigares vendus a augmenté de 3.996.810 pièces, ce qui fait presque 36 0/0 ; la progression n'a pas été toutefois régulière, car on remarque des variations d'année en année, ce n'est que depuis 1900 qu'une certaine stabilité peut se constater.

Cigarettes. — Le nombre de cigarettes vendues en 1906 est 39 fois plus fort que celui qui correspond à 1879. Il y a là une augmentation considérable qui ne s'est jamais arrêtée et s'est accélérée à partir de 1900.

Tabac à fumer. — Nous trouvons une augmentation de 1.542.289 kg. 873, soit 61 0/0. C'est le produit qui a subi le moins de variation.

Au point de vue de la consommation individuelle pour

(1) *Expunerea situatiunii financiare a tezaurului public*, p. 184.

l'année 1902, M. Busuiocescu partage les départements de la Roumanie en 6 catégories (1).

1° Les départements où la consommation dépasse 800 gr. par tête (Constantza, Braila, Covurlui, Jassi).

2° Les départements où la consommation varie entre 700 et 800 grammes par tête (Ilfov, Jalomita, Bacau, Tutova, Roman).

3° Les départements où la consommation varie entre 600 et 700 grammes (Dolj, Teleorman, Tulcea, Putna, Falcu, Néamtu, Vaslui, Suceava, Botosani et Tecuci).

4° Les départements où la consommation varie entre 500 et 600 grammes (Prahova et Dorohoi).

5° Les départements où la consommation varie entre 400 et 500 grammes (Mehedinti, Valcea, Argesi, Romanati, Olt, Dambovita, Buzau, Ramnicu-Sarat).

6° Les départements où la consommation varie entre 300 et 400 grammes (Gorji, Muscel, Vlasca).

Si on considère la consommation individuelle non plus en quantités, mais en valeur, on peut — d'après M. Aslan (2) — partager les départements roumains en 6 catégories :

1° Ceux d'où la consommation est supérieure à 12 francs par tête d'habitant (Braila, 12,95 ; Ilfov, 12,85, et Constanta, 12,65).

2° Ceux où la consommation est de 8 fr. 40 (Jassi).

3° Ceux où la consommation varie entre 5 fr. 10 et 6 fr. 70 (Tulcea, 6 fr. 70 ; Tutova, 6 fr. 40 ; Jalomita, 6 fr. 05 ;

(1) Busuiocescu, *op. cit.*

(2) Aslan, *op. cit.*, p. 198.

Putna, 5 fr. 75 ; Prahova, 5 fr. 60 ; Roman, 5 fr. 59 ; Botosani 5 fr. 45 ; Teleorman, 5 fr. 41 ; Dolj, 5 fr. 40 ; Bacau, 5 fr. 30 ; Néamtu, 5 fr. 20 ; Falcui, 5,15 ; Tecuci 5 fr. 10).

4^o Ceux où la consommation varie entre 4 fr. 05 et 4 fr. 95 (Ramnicu-Sarat, 4 fr. 95 ; Vaslui, 4 fr. 65 ; Buzan 4 fr. 60 ; Suceava, 4 fr. 40 ; Vlasca, 4 fr. 20 ; Dorohoin, 4 fr. 05).

5^o Ceux où la consommation varie entre 3 fr. 23 et 3 fr. 70 (Romanati, 3 fr. 70 ; Argesi, 3 fr. 60 ; Dambovita, 3 fr. 58 ; Muscel 3 fr. 55 ; Mehedinti 3 fr. 50 ; Valcea 3 fr. 25 ; Olt 3 fr. 23).

6^o Ceux où la consommation est de 2,40 par habitant. On n'en compte qu'un : Gory.

Il résulte de ces chiffres : 1^o que la consommation de tous les produits depuis 1879 a augmenté sensiblement, que seuls le tabac à fumer et les cigarettes ont subi une progression régulière, surtout depuis 1900, date de l'introduction du monopole du papier à cigarettes. Les autres produits, après augmentation, restent stationnaires, surtout depuis 1900. Ces produits sont d'ailleurs consommés principalement par des étrangers.

2^o Que les départements qui consomment le plus en quantité et en valeur, sont les départements possédant de grands centres urbains, surtout des ports. Ceux qui consomment le moins sont les départements de montagne.

3^o Que la consommation en valeur est dans une certaine corrélation avec la consommation en quantité, mais qu'elle ne lui est pas exactement proportionnelle. C'est ainsi que le dé-

partement d'Ilfov a une consommation individuelle de 700 à 800 grammes en quantité opposée à une consommation de 12 fr. 85 en valeur, tandis que pour le département de Jassy, les chiffres correspondants sont 800 grammes et 8 fr. 50.

TROISIÈME PARTIE

Le monopole au point de vue industriel et fiscal.

Nous avons étudié les différentes évolutions qu'a subies la taxation du tabac en Roumanie en insistant particulièrement sur le régime actuel. Ce régime est adopté en Europe par beaucoup d'Etats. Il comporte bien des inconvénients, mais il présente aussi des avantages. En dénonçant les premiers on ne doit pas méconnaître les seconds.

Ce sont surtout ces avantages et ces inconvénients qu'il nous reste à dégager et à mettre en balance pour terminer ce travail.

La question du monopole doit être envisagée à un double point de vue ; d'une part, le monopole nous met en présence de ce fait : l'Etat industriel et commerçant. Que faut-il penser de ce rôle ainsi dévolu à l'Etat ? et cela dans des conditions particulières puisque l'Etat opère à l'abri de toute concurrence. D'autre part, le monopole nous apparaît non comme un but, mais comme un moyen : celui de recouvrer un impôt. Que vaut ce mode de perception comparé aux autres procédés de taxation qui étaient ou qui sont encore appliqués en certains pays ?

C'est à cette double question que nous allons nous efforcer de répondre.

I. — L'Etat industriel.

On a accusé l'Etat d'être un mauvais patron, un mauvais administrateur et un mauvais producteur. Nous étudierons chacun de ces griefs pour voir dans quelle mesure ils sont justifiés.

a) *L'Etat patron.* — Est-il un mauvais patron? Dans le cours de ce travail nous n'avons jamais manqué de souligner la sollicitude de l'Etat pour ses ouvriers. L'administration n'a jamais hésité à prendre l'initiative de toutes les mesures jugées utiles à l'amélioration du sort du personnel qu'elle emploie. Il suffit d'entrer dans une manufacture de l'Etat pour être, frappé de la différence qui existe, au point de vue du bien-être entre les ouvriers de l'Etat et ceux de l'industrie privée. Elle n'a jamais employé des enfants au-dessous de 15 ans dans ses établissements. Elle ne s'est pas contentée d'observer les lois ouvrières régissant l'industrie en général et dont il a été question dans un chapitre précédent : elle les a amplifiées en y ajoutant, ainsi que nous l'avons vu, des dispositions particulières, telles que fixation à 10 heures de la journée de travail avec intercalation d'une heure de repos ; chômage, non seulement les dimanches et jours fériés, mais aussi l'après-midi du jour qui les précède, etc...

L'administration s'est, en outre, efforcée de rendre aussi douce et aussi paternelle que possible la discipline qui doit

nécessairement régner dans un établissement occupant un nombreux personnel. On doit reconnaître, qu'à ce point de vue, l'industrie privée est loin d'en avoir fait autant.

L'administration a à sa disposition, vis-à-vis de ses ouvriers, deux sortes de sanctions : la mise à pied et le renvoi.

Le renvoi est extrêmement rare ; il faut des motifs très graves pour qu'on en arrive à cette extrémité : insultes à un supérieur, négligences volontaires et de parti pris, habitude d'un travail défectueux.

Quant à la mise à pied — moins rigoureuse puisqu'elle n'éloigne l'ouvrier de l'atelier que pour un temps limité — elle n'est, elle aussi, appliquée que fort rarement.

A propos des rapports qui devront exister entre les chefs et les ouvriers, il est utile de citer la recommandation faite en 1887 par l'administration de la régie française aux directeurs des manufactures (1). « Il est essentiel que les employés supérieurs se trouvent en relations personnelles fréquentes avec leurs ouvriers, et qu'au cours de leurs tournées quotidiennes dans les ateliers, ils donnent libre accès aux réclamations qu'on peut avoir à leur soumettre. Leur attitude doit être telle qu'elle leur fasse gagner la confiance du personnel placé sous leurs ordres, et qu'on ne puisse mettre en doute leur équité et leur bienveillance qui se concilient parfaitement avec le maintien de la discipline et la résistance à toute prétention mal fondée. Quand ces relations confiantes sont bien établies, il est facile aux employés supérieurs de couper court, dès

(1) Mannheim, *op. cit.*, p. 81.

l'origine et bien avant que la situation ne se soit envenimée, à toute récrimination, à toute prétention non justifiée ; mais il est nécessaire, pour que ce but soit atteint, que l'ouvrier puisse aller librement porter sa réclamation, comme le stipule nettement l'article 125 de l'instruction, soit à l'ingénieur, soit, en dernier ressort, au directeur, sans se le voir interdire par son contremaître ou son chef de section. »

Si on ajoute qu'ingénieur, administrateur, directeur — étant tous des fonctionnaires qui ne sauraient affecter les résultats financiers du monopole — n'ont aucune raison intéressée à disputer chichement à leur personnel les améliorations demandées ; qu'il n'y a aucun antagonisme entre leurs intérêts propres et ceux de leurs sous-ordres ; qu'une attitude bienveillante et équitable envers ceux-ci, au lieu d'être mal vue de l'administration, leur est au contraire recommandée, on concluera de tout cela que les ouvriers des manufactures de l'Etat jouissent de garanties dont l'industrie privée n'offre que rarement exemple.

Comme preuve des dispositions bienveillantes de l'administration envers son personnel, nous avons — outre les dispositions que nous venons de voir touchant l'organisation du travail — tout un ensemble de mesures révélant un caractère philanthropique.

C'est ainsi qu'un service médical attaché à chaque manufacture donne des consultations gratuites, soit sur place, soit même à domicile ; que des subventions sont accordées chaque année aux institutions ouvrières de prévoyance ; que les petits enfants des ouvriers sont gardés dans des crèches ou des

écoles maternelles établies dans les bâtiments pres des manufactures, les mères pouvant ainsi, durant leur travail, leur continuer leurs soins sous la direction des médecins.

L'administration a fait davantage encore en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité de ses ouvriers : Pendant la saison chaude le parquet des ateliers est arrosé d'eau fraîche additionnée d'un antiseptique. On facilite aux ouvriers l'accès des établissements de bains en leur accordant des bons. Les ateliers sont aménagés dans des conditions particulières de salubrité ; ils sont largement aérés pour empêcher en certains endroits trop clos l'accumulation des vapeurs chargées de nicotine dangereuses à respirer. Des vêtements sont distribués aux ouvriers occupés aux machines et usant par conséquent davantage ; des guêtres et des galoches sont données aux mouilleurs pour leur éviter le contact de l'humidité.

On ne saurait donc contester qu'à tous ces points de vue l'Etat ne soit un patron modèle.

Sans doute l'ouvrier de la grande industrie bénéficie de conditions d'hygiène à peu près équivalentes ; c'est là un des avantages de la grande industrie sur la petite. Mais on sait à quels abus donne lieu la petite industrie quand il s'agit de travail en chambre. L'épuisement et la mortalité qui s'attachent à ce système lui font bien mériter le nom caractéristique de « sweating système ».

Or, la fabrication du tabac appartient à la petite ou à la moyenne industrie. Croit-on que les ouvriers des tabacs de l'industrie anglaise, répartis dans une multitude de petites

fabriques, soient mieux traités que ceux des manufactures roumaines au point de vue de l'hygiène ?

Le mémorial des manufactures de l'Etat français de 1898 contient un article d'un ingénieur sur le régime industriel du tabac en Angleterre : il constate que la torréfaction des scaferlati se fait encore comme on la faisait en France il y a 30 ans : les tabacs sont étendus à l'air sur des plaques chaudes à peu près semblables aux tables de Gay-Lussac ; il s'en dégage des vapeurs de nicotine qui rendent l'atmosphère irrespirable, prenant les ouvriers à la gorge, provoquant des quintes de toux et produisant toujours une intoxication lente.

Pour les tabacs râpés on emploie les procédés et l'outillage qu'on employait il y a 60 ans en France : pilons à lames ou en croix, meules à couteaux, meules plates. Les poussières produites avec ces procédés restent en suspens dans l'atmosphère, rendant ainsi très malsain l'air des ateliers.

Si dans l'industrie du tabac certains travaux de manipulation comportent de nos jours des machines — ce qui ne veut pas dire forcément que les conditions d'hygiène désirables seront réalisées — il en est d'autres qu'on continue à faire à la main et qu'on confie en général, en raison du faible effort qu'ils exigent, à des femmes ou à des enfants, la confection des cigares par exemple. C'est ce qui a lieu non seulement chez nous, mais aussi dans les pays de grande fabrication : France, Allemagne, Suisse, Autriche. Or, ce sont là des travaux qui, en faisant abstraction du monopole, relèvent de la toute petite industrie et qu'un ouvrier peut exécuter à do-

micile. Que demain le monopole soit supprimé en Roumanie et la fabrication libre — à l'exemple de l'Allemagne — on confierait la confection de cigares à des ouvriers en chambre. Ces ouvriers seraient alors tout à la fois victimes de ce genre de travail en chambre dont nous avons dénoncé les méfaits et des dangers qui résultent de la manipulation imprudente d'un produit toxique. Car l'intoxication du tabac, bien que lente, n'en est pas moins redoutable, si l'on ne prend pas des précautions infinies.

L'exemple de l'Allemagne est édifiant à cet égard. Dans les numéros de la *Gazette allemande des tabacs* parus en 1900, les inspecteurs du travail déclarent que la fabrication des cigares est extrêmement nuisible à la santé des femmes et des enfants. C'est ainsi que dans le personnel attaché à une fabrique de l'Allemagne du Nord on comptait 124 femmes mariées ayant 447 enfants ; sur ces enfants 220 sont morts, soit 49 0/0.

A Halberstadt, le médecin de la caisse de secours aux ouvrières cigarières a constaté des accouchements difficiles et anormaux, des affections pulmonaires, des scrofules, des accès de goutte dans les doigts, ce qui ne s'observe pas chez les ouvrières des autres industries.

A Hidschein, les inspecteurs signalent des cas nombreux de stérilité et des avortements.

Un commandant de recrutement allemand en garnison dans une région où sévit l'industrie du tabac s'écriait : « Les enfants des cigarières fournissent à l'armée les plus lamentables recrues ».

De même, devant la commission chargée d'enquêter en Suisse sur l'établissement du monopole, un industriel de ce pays déclarait : « Les méfaits de la fabrication du tabac sont effrayants en l'état actuel, la plus belle fille, la plus saine, la plus vigoureuse, employée à la confection des cigares, prend au bout d'un an ou un an et demi un teint jaunâtre. C'est le signe avant-coureur des maladies de foie, des affections cardiaques, quand ce n'est pas celui de la phtisie ».

Où trouvons-nous chez nous, sous l'empire du monopole, pareils cris d'alarme ? Jamais la moindre critique ne s'est élevée sur la façon dont l'hygiène des travailleurs se trouve garantie dans nos manufactures ; jamais on n'y a signalé des cas de morbidité comparables à ceux constatés en Allemagne. Cette constatation est toute en faveur de l'Etat patron.

A ceux qui ne veulent pas l'admettre, opposons ces mots d'Edouard Noël, auteur d'une étude sur le projet du monopole en Suisse : « Le monopole est une garantie de salubrité et d'hygiène pour les consommateurs en même temps que pour les travailleurs des tabacs. A ce titre, il constitue un progrès social et nous saluons avec reconnaissance son avènement en Suisse ».

b) *L'Etat administrateur*. — On a dit que l'Etat était un mauvais administrateur. Ce reproche semble fondé à certains points de vue, surtout quand il s'agit pour l'Etat de vendre ses produits. La régie, maîtresse exclusive du marché national, se désintéresse trop du marché extérieur. Il y a lieu toutefois de remarquer qu'elle donne maintenant moins prise à ce reproche. Comme nous l'avons déjà vu, elle fabrique pour

l'exportation des produits spéciaux auxquels elle assigne des prix bien inférieurs aux prix en vigueur dans le pays, renonçant ainsi, en quelque sorte, à tout impôt sur ces produits.

Ces dispositions font naturellement crier le consommateur national qui trouve étrange qu'on lui fasse payer le tabac plus cher en Roumanie qu'à l'Etranger.

La régie ne doit pas s'émouvoir de ces protestations. L'exportation constitue une source de profits, il ne saurait y avoir d'hésitation possible.

Ce qui peut être critiqué, c'est l'insuffisance des procédés mis en œuvre pour la conquête de débouchés à l'étranger et l'incapacité commerciale inhérente à cette lourde machine qu'est l'administration.

La régie roumaine pourrait imiter ses émules de Hongrie et de Turquie et confier le monopole de l'exportation à un consortium de commerçants.

Je ne suis pas, en principe, partisan de l'affermage, mais il faut reconnaître qu'il est parfois nécessaire : lorsqu'un gouvernement n'est pas encore très maître de son administration, lorsque le désarroi règne dans son régime financier, comme chez nous en 1872, il est préférable d'affermir le recouvrement de l'impôt ; l'intérêt du fermier fera qu'il administrera, dans ce cas, toujours mieux que l'Etat. Mais dès que celui-ci a rétabli l'ordre dans son administration intérieure, qu'il est devenu financièrement mieux organisé, il est préférable qu'il gère lui-même le monopole, il rendra ainsi impossibles les exactions auxquelles le fermier, mû par un intérêt de lucre,

est trop enclin à se livrer par des procédés regrettables de compression fiscale.

C'est ce qui s'est produit chez nous en 1872 quand on a affermé le monopole à la Banque franco-hongroise et à la Banque de Roumanie. Ce fut une excellente affaire au point de vue financier, comme nous l'avons déjà vu, mais on n'en dût pas moins en venir à l'exploitation par l'Etat.

Si l'affermage permet de suppléer à l'incapacité de l'Etat en matière d'administration intérieure, pourquoi ne rendrait-il pas les mêmes services quand on envisage l'œuvre d'exploitation ? Ce régime durerait jusqu'à ce que la régie se fût mieux organisée en vue de cette exportation. Notons que depuis quelques années cette question de l'exportation fait l'objet des préoccupations de la régie, que celle-ci a très sensiblement développé ses relations avec l'étranger en imaginant différents systèmes.

Nous avons vu, par exemple, que l'exportation dans certains pays est concédée à des particuliers. A mon avis, le meilleur système consisterait à affermer l'exportation à une société capable de faire face aux dépenses de lancement et de vulgarisation de nos produits, car il ne faut pas oublier que « la réclame est la base de commerce ».

Si la régie fait preuve, pour l'écoulement de ses produits à l'étranger, d'une incapacité notoire, elle applique, pour la vente à l'intérieur, surtout pour la vente au détail, des procédés qu'il importe de modifier au plus tôt.

Deux raisons militent en faveur d'une prompte réforme :

une raison de moralité publique et une raison d'intérêt pécuniaire pour le trésor.

On a souvent appelé un peu emphatiquement les bureaux de tabac : « la liste civile du malheur ». Il faudrait dire plutôt : « la liste civile de la faveur ».

Bien souvent les débits servent à récompenser non pas les services rendus au pays, mais les services rendus à un parti. Tous ceux qui se sont un peu occupés des choses de la politique savent parfaitement combien les agents électoraux ne s'intéressent aux élections qu'en perspective de la faveur — un débit en l'espèce — qu'ils espèrent obtenir. Entre un agent électoral chaudement recommandé par un député influent et un candidat plus méritant, la régie hésite rarement.

Il importe que cette situation cesse dans l'intérêt même de la moralité publique.

Si certains serviteurs du pays, si leurs veuves ou leurs enfants méritent qu'on leur vienne en aide, que la représentation nationale ouvre pour cela un crédit au budget, mais qu'on mette fin au plus tôt à cette mendicité éhontée.

Beaucoup de titulaires de bureaux de tabac ne gèrent pas personnellement. On accorde un débit à titre de secours, mais en réalité c'est une véritable pension qui doit, sinon faire vivre complètement le titulaire, du moins l'y aider dans une large mesure. Il importe donc que le bureau reste suffisamment producteur pour cela. Aussi la régie fait-elle des difficultés pour ouvrir de nouveaux débits venant faire concurrence aux débits déjà établis, dont les titulaires considèrent le rendement actuel comme un droit acquis.

Il en résulte que les débits sont relativement peu nombreux au détriment des consommateurs, surtout de ceux, qui habitant la campagne, sont parfois obligés d'aller trop loin acheter leur tabac. Ils en font, il est vrai, provision le dimanche lorsqu'ils viennent au village, mais le tabac en vieillissant se dessèche et se détériore.

La régie autrichienne s'est montrée commerçante; elle a mis ses bureaux à l'adjudication et a créé ainsi une véritable concurrence entre ses vendeurs. C'est ce système de l'adjudication que nous voudrions voir s'établir en Roumanie. Au point de vue fiscal il ne saurait avoir que des avantages. Le prix que les titulaires retirent de la cession de la gérance de leurs débits est bien inférieur à celui que l'Etat pourrait obtenir. Ces sortes de marchés se font, en effet, directement et sans aucune espèce de concurrence. Les soumissionnaires seraient au contraire nombreux. Des intérêts tout particuliers feraient rechercher jusqu'au plus humble débit, le débitant adjoignant souvent à son bureau un autre commerce, celui de l'épicerie par exemple. Le débit est un moyen d'achalandage pour les commerces annexés. Dans une commune où il n'y a qu'un bureau, le débitant est assuré, pour son autre commerce, d'un bon noyau de clients.

Le consommateur lui-même ne pourrait qu'y gagner. Les débiteurs, nommés ici non plus à la faveur, mais suivant adjudication, pourraient être l'objet d'une surveillance plus impartiale et plus efficace pour prévoir ou réprimer les fraudes. L'administration hésiterait évidemment moins à frapper en cas de fraude un débitant adjudicataire qu'un débitant recom-

mandé en haut lieu. De plus, ces débitants adjudicataires animés d'un esprit de lucre veilleraient, sans doute, mieux que les débitants actuels, au bon approvisionnement de leurs débits.

On pourrait aussi proposer un autre système : la vente libre, sous certaines conditions, comme pour le sel. Il aurait l'avantage appréciable, dans les campagnes, de mettre plus facilement la marchandise à la portée du consommateur ; mais il aurait un gros inconvénient : celui de rendre la surveillance très difficile en l'éparpillant.

De plus, les produits du monopole ne seraient plus, au point de vue de leur conservation, entourés des soins qui leur sont donnés actuellement par les débitants qui sont constamment sous l'œil de la régie.

On ne peut assimiler le tabac au sel. Il est difficile de falsifier le sel, cela n'en vaudrait d'ailleurs pas la peine, tandis qu'il serait plus lucratif et plus facile d'adultérer les tabacs, surtout ceux qui sont vendus en vrac ; le tabac en poudre par exemple. Cela est si vrai qu'en Allemagne, où le débit comme la fabrication et la culture sont libres, mais où une surveillance étroite est exercée par la régie sur la pureté des produits, il a été fait, en 1902, 1.421 procès pour falsification du tabac et dressé 845 contraventions. Il est très rare en Roumanie de voir un débitant frappé.

Une autre objection qu'on pourra faire est que : le monopole c'est la routine et que la concurrence c'est le progrès. Mais cette objection a perdu toute sa valeur.

M. Gide dit : « Une industrie qui change d'outillage est

comme un serpent qui change de peau ; comme c'est une opération toujours désagréable elle n'y procède que contrainte par la nécessité ». Cette nécessité existe pour l'industrie monopolisée du tabac comme pour l'industrie libre. Elle se présente seulement sous une autre forme : pour la seconde, elle répond au besoin de produire mieux, plus vite et à meilleur compte que les concurrents ; pour la première, qui a à assurer le recouvrement d'un impôt, elle répond au besoin de faire rentrer dans les caisses de l'Etat le plus d'argent possible, par conséquent de diminuer autant que possible les prix de revient. Et c'est là une obligation impérieuse pour les grands Etats modernes surchargés par les dépenses d'ordre militaire et social.

La régie a-t-elle cédé à cette nécessité ? Nous ne pouvons pas faire une comparaison entre le développement du machinisme dans les industries libres et son développement dans l'industrie du tabac. Toutes les industries ne marchent pas, en effet, du même pas dans la voie du progrès mécanique. Il y en a qui restent pendant longtemps réfractaires à ce progrès ; l'industrie du tabac est un peu dans ce cas. Une partie importante de sa production, les cigares, échappe complètement à l'emprise du machinisme. On n'a, à proprement parler, pas encore trouvé de machine susceptible de donner des cigares satisfaisants. Il en est presque de même des cigarettes : beaucoup de consommateurs trouvent infumables les cigarettes faites à la machine. Dans certains pays, en Espagne, par exemple, la presque totalité des cigarettes consommées sont faites à la main.

Pour démontrer que le monopole engendre la routine, il faudrait comparer ses procédés à ceux de l'industrie du tabac dans un pays où elle s'exerce librement. Or, nous n'avons pour cela qu'à nous reporter à ce qui a été dit au chapitre précédent en ce qui concerne la fabrication du tabac en Angleterre. Il s'en dégage cette conclusion que libre concurrence n'est pas toujours et surtout synonyme de progrès.

En résumé, on peut affirmer que rien n'autorise à taxer de routine la régie, et que ses établissements peuvent, bien au contraire, soutenir victorieusement la comparaison avec les établissements similaires de l'industrie privée, tant au point de vue de la valeur du personnel qu'au point de vue des moyens de fabrication employés.

c) *L'Etat producteur*. — Si, en 1878, lors de la discussion du projet de M. Demètre Sturdza, comme nous avons vu, on pouvait mettre sérieusement en doute la qualité du tabac fabriqué par la régie concessionnaire, à présent tout le monde est d'accord pour vanter les produits qu'elle livre à la consommation.

Le grand prix obtenu à l'Exposition internationale de Paris en 1900 est la consécration de la valeur de ces produits. Il est incontestable que les produits de la régie roumaine sont les meilleurs de tous les tabacs orientaux, il n'y entre, en effet, que du tabac pur.

La pureté de la fabrication est un des avantages du monopole de l'Etat. Si nous comparons les produits de la régie avec les produits de l'industrie privée, nous constatons la grande différence qui les sépare au point de vue de la qualité

des matières premières employées. Tandis que la régie n'a aucune raison pour falsifier ses produits et que, s'inspirant de l'intérêt général, elle les fabrique en prenant toutes les précautions qu'exige la santé publique, l'industrie privée, préoccupée seulement de ses intérêts particuliers, s'attache seulement à sauver les apparences, à flatter l'œil sans apporter à la fabrication de ses produits ce même souci de l'hygiène. Aussi, dans les pays où l'industrie des tabacs s'exerce librement, on constate des fraudes innombrables, le tabac se prêtant à toutes sortes de falsifications et ces falsifications étant très rémunératrices.

Ce sont ces considérations qui, au Reichtag, lors de la discussion du projet du monopole du tabac présenté par M. Bismark, ont suggéré au président, M. de Stauffenberg, les réflexions suivantes (1) : « Nous autres fumeurs, nous savons bien que nous fumons, mais nous sommes loin de savoir ce que nous fumons. La substitution au tabac de ses succédanés est chose tellement courante maintenant que l'on pourrait consacrer une leçon de botanique tout entière à décrire les végétaux qui entrent dans la composition de nos cigares et de nos cigarettes, depuis la feuille de betterave jusqu'à la feuille de cerisier ».

En 1884, M. Joschen (2), chancelier de l'échiquier, signalait à la Chambre des Communes qu'un habile industriel livrait en Angleterre des tabacs à un prix inférieur au montant des

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, t. I, p. 821.

(2) Cailler R., *op. cit.*, p. 312.

droits d'importation, de vente et de fabrication réunis : ce n'était pas du tabac, mais du simili-tabac.

En supposant même que l'industrie privée ne falsifie pas ses produits, il lui est souvent bien difficile de donner d'aussi bonnes marchandises que la régie. Sans doute on nous objectera les cigares allemands ou suisses qui sont, il faut le reconnaître réellement, remarquables, mais il faut observer que d'une part les cigares se prêtent difficilement aux falsifications, et, d'autre part, que leur fabrication est très simple. Tout consiste dans l'habileté de main de la cigarière : l'ouvrière allemande peut l'avoir comme l'ouvrière roumaine.

La situation est toute différente pour les produits dont la confection est plus compliquée. Pour la fabrication des tabacs à fumer, par exemple, dans l'industrie privée anglaise, la mise en masse ne dure qu'un temps assez court, un mois environ ; dans les manufactures roumaines elle dure au moins 6 mois. C'est cette compression du tabac haché qui lui donne son arôme et l'on peut dire sa qualité essentielle.

Quelle est donc l'industrie privée qui consentirait à immobiliser aussi longtemps des capitaux ?

Ceux qui font du tort à la réputation de nos produits, ce sont ceux qui, par snobisme, s'appliquent à les dénigrer systématiquement et s'en vont répétant, en brandissant quelques cigares importés en fraude d'Allemagne : « Ce n'est pas la régie roumaine qui nous livrerait pareils produits ». C'est un axiome de bon ton pour certaines personnes que l'industrie libre fabrique très bien et le monopole très mal.

L'industrie privée a, certes, le mérite de bien présenter ses

produits. Lorsqu'on va en Angleterre et qu'on regarde les magasins où se vend le tabac, on est saisi d'une sorte de tentation : tous les produits sont enjolivés de mille manières et attirent l'œil par le cachet de la boîte qui les contient. Les Muratti-Sons, les Richmond, les Three Castles sont présentés dans d'élégantes boîtes ornées. Les Muratti-Sons se donnent gravement comme les meilleures cigarettes du monde, préférées de la cour et de la noblesse.

Notre régie ne fait pas autant de tapage ; elle se borne à indiquer timidement la qualité par de minuscules suscriptions. C'est là une maladresse que la régie a d'ailleurs reconnu. Si elle est toujours restée sobre dans ses louanges en ce qui concerne les produits réservés à la consommation intérieure, elle s'est mise à appliquer une tactique différente en ce qui touche aux tabacs destinés à l'exportation : cigarettes à bouts dorés, boîtes luxueuses, etc. Elle se prête en général aux fantaisies de ses clients.

Si on est séduit par les belles apparences des produits étrangers, on déchanté quand on les consomme. Les premières bouffées donnent une impression délicieuse : la fumée est aromatisée. On est porté dès le premier moment à déclarer ces produits exquis, puis le gosier se dessèche, des picotements se font sentir à la lèvre et à la langue. C'est que ces produits ont été préparés au moyen de mélanges mal dosés et que, à la différence des tabacs roumains, l'âcreté de certaines espèces n'a pas été habilement corrigée par la douceur des autres. Si on laisse quelque temps sans la fumer la cigarette allumée, elle s'éteint rapidement, bien plus vite que nos ci-

garettés. Cela tient à ce que le tabac est insuffisamment torréfié, il garde une certaine humidité qui provoque une extinction relativement rapide.

Ces constatations étant faites sur les tabacs de luxe, nous laissons à penser ce qu'il doit en être pour les tabacs ordinaires.

Concluons donc que nos produits s'ils sont moins bien présentés sont mieux fabriqués. La régie roumaine ne se borne d'ailleurs pas à soigner sa fabrication, elle veille à ce qu'il ne sorte de ses débits que de la bonne marchandise. Des employés spéciaux sont chargés d'inspecter les débits afin d'empêcher la fraude et de veiller à l'observation des circulaires.

Parmi ces circulaires, il en est une indiquant aux débiteurs les moyens de reconnaître à première vue qu'un tabac est avarié et leur prescrivant de renvoyer immédiatement aux dépôts d'expédition les marchandises défectueuses qu'ils pourraient livrer.

II. — L'impôt sur le tabac au point de vue financier.

M. Leroy-Beaulieu dit (1) : « Si l'on veut classer par ordre de mérite ou d'innocuité les impôts sur la consommation, le plus recommandable est l'impôt sur le tabac, puis l'impôt sur l'alcool, ensuite l'impôt sur le café, puis l'impôt sur le sucre, en cinquième lieu l'impôt sur le sel, en sixième lieu l'impôt sur la bière, le vin, le cidre. »

On a objecté que ces impôts de consommation occasionnent

(1) P. Leroy-Beaulieu; *op. cit.*, p. 827.

des frais de recouvrement énormes. M. Alglave (1) dit que une objection qui ne peut être faite à l'impôt sur le tabac, car cet impôt n'entraîne que des frais de perception minimes : Si on consulte le tableau qui se trouve à la fin de cette étude on voit que ces frais sont effectivement peu importants, et qu'ils tendent à diminuer sans cesse. En 1879, ils furent de 8.272.742 fr. 95, représentant 39,47 0/0 de la recette brute ; en 1906 ils se sont élevés à 9.462.770 fr. 67, ce qui ne représente pourtant que 21.79 0/0 de la recette brute, celle-ci ayant augmenté dans des proportions plus grandes.

Certaines personnes ont reproché à l'impôt sur le tabac de n'être pas d'une proportionnalité parfaite. On conviendra qu'il l'est en tout cas davantage que les autres impôts de consommation, l'impôt sur le sel par exemple ; car la diversité des prix assignés par la régie à ses tabacs, constitue dans une certaine mesure une mise en application du principe de proportionnalité.

On lui a aussi reproché de supprimer une branche de production industrielle immolée à l'Etat. Ce reproche est fondé sans doute, mais en balance de ce que peut perdre l'industrie privée, il faut mettre ce que gagne la santé publique du fait que les produits de l'Etat sont de qualité saine et loyale.

On a ajouté qu'il est vexatoire et inquisitorial : c'est le défaut de tous les impôts indirects de consommation et même de certains impôts directs. Ce caractère vexatoire est atténué du fait que l'impôt revêt ici la forme du monopole, forme ren-

(1) Alglave, *Cours du doctorat*, 1906-07.

dant relativement facile la découverte de la fraude sans qu'il soit besoin de recourir à des mesures par trop vexatoires.

On est donc en droit d'affirmer que la taxe sur le tabac est la plus commode, la moins injuste de toutes les taxes imaginées. Elle frappe une matière qui n'entre dans la fabrication d'aucun autre produit composé ; on n'atteint donc pas, par contre-coup, aucune autre industrie, ce qui n'est pas le cas pour la taxation du sel ou pour celle du sucre par exemple. Elle frappe un produit qui n'est pas de première nécessité, mais de « consommation vicieuse », comme dit M. Alglave (1), un produit qui, non seulement, n'est pas nécessaire à l'existence, mais est même nuisible à la santé. En effet, il excite les nerfs mais il ne fournit aucune matière à l'organisme.

M. Jules Rochard (2) groupe en deux chefs les accusations portées contre le tabac : il contribue à ruiner la santé et à délabrer l'intelligence de l'homme. Le premier grief, dit-il, est fondé dans une certaine mesure. Il est certain qu'une pareille habitude n'a rien d'hygiénique. Lorsqu'on fume pour la première fois, ce sont des nausées bientôt suivies de vomissements, de maux de tête, de vertiges, bref, les premiers symptômes de l'empoisonnement aigu par le tabac. Ces troubles se dissipent rapidement et lorsqu'on revient à la charge, l'accoutumance s'établit assez vite.

Lorsque l'habitude est acquise, la plupart des fumeurs n'éprouvent plus aucun malaise, il en est même qui peuvent

(1) Alglave, *Cours du doctorat*, 1906-07.

(2) *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1892.

se livrer impunément à leur penchant au moment de se mettre à table. Ceux-là sont l'exception.

En général, en fumant on se coupe l'appétit, fumer est même un moyen de faire taire sa faim quand on n'a rien à se mettre sous la dent. Après le repas, au contraire, le désir chez le fumeur en général devient irrésistible. C'est le moment psychologique et le plaisir qu'on éprouve alors est plus vif qu'à tout autre moment de la journée.

Pour certains fumeurs, la pipe ou le cigare sont la condition essentielle d'une bonne digestion, mais il en est d'autres chez qui ils déterminent des troubles gastriques.

Les gens nerveux, ceux qui mènent une vie trop sédentaire, les hommes de cabinet, surtout lorsqu'ils ont la mauvaise habitude de fumer avant le repas, perdent peu à peu l'appétit. Presque tous les fumeurs à outrance sont dyspeptiques à cause de l'abondance de la salivation, de la diminution du suc gastrique et de l'énergie fonctionnelle de l'estomac.

Les autres troubles sont : la pharyngite granuleuse chez les gens qui fument avec excès ; l'irritation de l'arrière-gorge qui se transmet souvent au larynx, provoquant une toux sèche, quinteuse, d'un caractère particulier. Des accidents cardiaques se produisent aussi très fréquemment.

Ce sont surtout les enfants et les femmes qui sont exposés à ces troubles de la circulation. Les fumeurs de pipe sont exposés au cancer des lèvres et de la langue.

On a dit dans le même ordre d'idées que le tabac contribue à la dépopulation du pays, en affaiblissant les facultés reproductrices chez l'homme et en amenant des pertes chez la

femme. Le premier de ces griefs est fondé sur ce fait réel que la fumée du tabac, lorsqu'on est encore sous son influence, apaise toutes les ardeurs ; mais son action est essentiellement passagère et n'ôte rien aux aptitudes génériques des fumeurs. Leurs familles sont aussi nombreuses que celles des autres, et les peuples qui fument le plus sont précisément ceux qui ont le plus d'enfants.

Quant au second grief, l'abrutissement de l'intelligence, il ne paraît pas sérieux. L'action du tabac sur le système nerveux est faible et toute spéciale : il n'endort pas, mais il calme et émousse la sensibilité des organes ; il cause une torpeur agréable pendant laquelle la pensée conserve toute sa lucidité, la faculté du travail toute sa puissance. C'est là le genre d'attrait qu'il exerce et qui le fait rechercher par un grand nombre de penseurs et de plus studieux.

Pour ceux-là, le tabac est l'auxiliaire du labeur intellectuel. Lorsque la fatigue commence, que le besoin de repos se fait sentir, quand la pensée ne se présente plus avec sa netteté ordinaire ou que l'esprit hésite sur la forme à lui donner, le savant, l'écrivain, le chercheur s'arrête, il allume sa pipe, et bientôt, à la faveur de ce doux narcotique, l'idée apparaît claire et limpide à travers le petit nuage bleuâtre dans lequel le fumeur s'est enveloppé.

Il ne faut pas conclure que le tabac est une condition nécessaire du travail intellectuel ; elle ne le devient que pour ceux qui ont contracté l'habitude d'en faire usage et ils peuvent divorcer avec elle sans rien perdre de leurs aptitudes.

En résumé, le tabac est inoffensif au point de vue intellec-

tuel, mais il peut avoir sur la santé une influence fâcheuse et même causer des maladies graves. C'en est assez pour qu'on n'en conseille l'usage à personne et pour qu'on s'efforce d'en détourner les femmes et les enfants.

Sans doute, nous reconnaissons que le caractère toxique du tabac ne suffirait pas à justifier l'impôt dont il est l'objet. Un impôt n'a pas pour but de sauvegarder l'hygiène ou la moralité publique, il a simplement pour objet de faire rentrer le plus d'argent possible dans les caisses du trésor. Une taxe se justifie et s'apprécie par sa productivité, mais lorsqu'elle est aussi fructueuse que celle du tabac et qu'elle se trouve frapper en même temps — et lourdement — un produit nuisible à la santé du public, on peut dire que c'est tout bénéfice et pour le trésor et pour la société.

On a coutume d'ajouter, pour justifier l'impôt sur le tabac, que c'est là un impôt volontaire, qu'on peut très bien s'abstenir de payer ; mais ce n'est qu'une apparence car, en réalité, il y a nombre de gens qui supportent bien des misères, qui compromettent même leur santé, plutôt que de se priver de leur tabac. Les chiffres en font foi, la consommation de cette denrée fait des progrès chaque année et le jour n'est pas proche qui marquera sa disparition.

M. Leroy-Beaulieu dit (1) : « Il est très possible que, dans un lointain avenir, le goût de la population européenne se modifie et que les arrière-neveux de nos arrière-neveux renoncent au tabac, de même que nous avons renoncé à l'hydro-

(1) P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 819.

mel et à certaines boissons dont abusaient nos ancêtres les plus éloignés. L'expérience apprend néanmoins qu'il faut une bien longue série d'années pour modifier et surtout pour détruire une habitude générale. Tant que la mode est au tabac on peut et on doit en profiter pour demander à cette denrée de contribuer largement à l'équilibre de nos énormes budgets. »

Ainsi, il est bien certain que l'impôt sur le tabac est le meilleur de tous les impôts.

Il reste à savoir quels sont pour cet impôt les meilleurs moyens de perception.

Les différents modes de perception à envisager sont :

1^o *La taxation agraire.* Ce système a été appliqué quelques temps chez nous comme nous l'avons vu. M. Leroy-Beaulieu le considère comme le plus stérile (2). Il est appliqué en Allemagne et ses piteux résultats en font foi.

2^o *La taxation de la fabrication et de la vente.* C'est le système en usage aux Etats-Unis et en Russie ; il est trop compliqué, et il ne peut fournir d'importantes ressources.

Aux Etats-Unis, par exemple, en 1899, il n'a produit que 197 millions de francs sur les 3.228 millions de francs représentant les recettes totales du budget, soit 6,10 0/0 seulement des dites recettes.

3^o *Interdiction de la culture et établissement de droits à l'importation ainsi que d'un droit de licence pour la fabrication et la vente :* c'est le cas de l'Angleterre. En 1902-1903 cet

(1) P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 821.

(2) Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 823.

impôt a produit 315 millions de francs (1). Il ne mérite donc pas le reproche d'improductivité. Mais c'est un impôt qui n'est guère applicable qu'en Angleterre, les Anglais ayant une frontière très facile à garder. Mais ce qui est possible pour un pays à frontières maritimes devient extrêmement difficile pour un pays possédant des frontières constituées par des montagnes ou des rivières comme la Roumanie.

Nous avons vu, d'ailleurs, que la suppression de la culture nationale prive les cultivateurs du pays d'un profit appréciable et que les consommateurs risquent fort d'avoir de mauvais produits.

4° *Le monopole*. C'est le système qui fonctionne chez nous ainsi qu'en France, en Autriche-Hongrie, en Italie, etc.

Il présente à côté des avantages que nous avons signalés, celui d'être énormément productif. N'aurait-il que cette supériorité sur les autres formes d'imposition qui ont été indiquées, que cela suffirait pour décider de son maintien ou de sa création.

Si nous considérons les bénéfices rapportés par ce monopole, nous voyons que de 1879 à 1907, ils ont grandi sans cesse : ils sont passés en effet de 12.684.310 fr. 17 (1^{re} année d'exploitation) à 33.971.209 fr. 16 en 1906 (21^e année). Ce dernier chiffre représente 78,21 0/0 des recettes brutes. Le total des bénéfices touchés par l'Etat durant cette période de 28 ans s'élève à 667.310.258 fr. 96, ce qui représente 71,44 0/0 du montant général des recettes brutes four-

(1) *Expunerea situatinui financiare atezaurului public*, 1908, p. 185.

nies par le monopole du tabac par le même temps (1).

La recette brute touchée en 1906 s'est élevée à 42.690.571 fr. 52 (2). Elle représente 72,49 0/0 des recettes brutes de tous les monopoles réunis (58.851.314 fr. 13) et 14,60 0/0 du montant général des revenus de l'Etat (292.356.207 fr. 37) (3).

En considérant ces chiffres, nous ne pouvons que nous attacher à cette opinion de M. Berthélemy (4). « Parmi les impôts indirects, celui qui répond le mieux à la formule, qui produit le plus et qui gêne le moins, c'est sans contredit l'un des impôts perçus par le système du monopole, l'impôt sur le tabac. »

(1) *Expunerea situatiuni financiare a tezaurului public*, 1908, p. 291.

(2) *Expunerea situatiuni financiare a tezaurului public*, 1908, p. 297.

(3) M. Berthélemy, *Droit administratif*, 1905, p. 341.

CONCLUSION

La conclusion à tirer de cette étude, nous l'avons dégagée dans les lignes qui précèdent, en nous prononçant sur la valeur du monopole au point de vue industriel et fiscal. Nous sommes partisan du monopole des tabacs.

1° Parce qu'il constitue pour le consommateur une garantie de bonne fabrication, d'autant plus appréciable qu'il s'agit ici de produits dont la sophistication présenterait un très grand danger.

2° Parce qu'il offre pareillement aux ouvriers exposés à l'action nocive du tabac des garanties sérieuses en ce qui concerne les mesures à prendre pour sauvegarder leur santé.

3° Parce qu'il est le seul moyen de faire rendre à l'impôt sur le tabac — le moins mauvais de tous les impôts — son maximum de rendement, ce qui n'est pas à dédaigner à un moment où les charges budgétaires vont sans cesse augmentant.

Ces raisons nous paraissent plus que suffisantes pour justi-

fier l'existence du monopole là où il existe, ou pour plaider en faveur de son établissement là où il n'existe pas.

Vu : le Président,

H. BERTHÉLEMY.

Vu : le Doyen,

CL. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

— TRAITÉS — OUVRAGES —

- ALGLAVE. — *Cours professés à la faculté de Droit.*
ASLAN. — *Studiu asupra monopolurilor in Romania*, 1906.
Finantele Romaniei de la regulamentul organic pâna astazi, 1905.
BÈRE — *Les tabacs.*
BERTHÉLEMY. — *Droit administratif*, 1906.
BUSUIOCESCU. — *Das Tabakmonopol in Rumanien*, 1905, Iéna.
CAILLIER R. — *Régime économique et fiscal des tabacs.*
CAUWÈS. — *Traité d'économie politique.*
Enquête parlementaire de 1872 sur le monopole des tabacs.
GAYVALLET. — *Le monopole du tabac en France.*
GIDE. — *Economie politique.*
LAURENT. — *Le tabac.*
LEROY-BEAULIEU. — *Traité de la science des finances.*
MANNHEIM. — *De la condition des ouvriers dans les manufactures de l'Etat*, 1902.
POPOVICI. — *Tutunul*, 1897.
SAY. — *Dictionnaire des finances.*
Dictionnaire d'économie politique.
STOURM. — *Systèmes généraux d'impôts.*
Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution.

PUBLICATIONS ET PÉRIODIQUES

Buletinul culturei tutunului.

Monitorul oficial.

Expunera situatiunei financiare a tezaurului public, 1908.

Economiste Français.

Revue des Deux-Mondes.

Moniteur Officiel.

Diverses publications faites par le ministère des Finances de Roumanie, savoir :

Regulamentul fondului pentiu imbunatatirea culturei tutunului, ajutorarea cultivatorilor si asigurari, 1907.

Conventiunea incheiata de Regia monopolurilor statului cu administratiunea postelor, 1907.

Agenda personalului serviciului, culturei tutunului si depozitelor de fermentare, 1909.

Instructiuni pentru urmarirea, constatarea si distingerea culturei ilicite de tutun, 1908.

Autorizatiunea pentru cultura tutunului pe contul regiei, 1909.

Legea pentru, organizarea administratiunei finantelor statului, 1906.

Exploatarea monopolurilor, 1903.

Legi si regulamente relatior la Monopolurile statului, 1907.

TABLEAU DONNANT LES CHIFFRES ANNUELS DE LA PRODUCTION
DE L'ETENDUE CULTIVÉE ET DU RENDEMENT A L'HECTARE

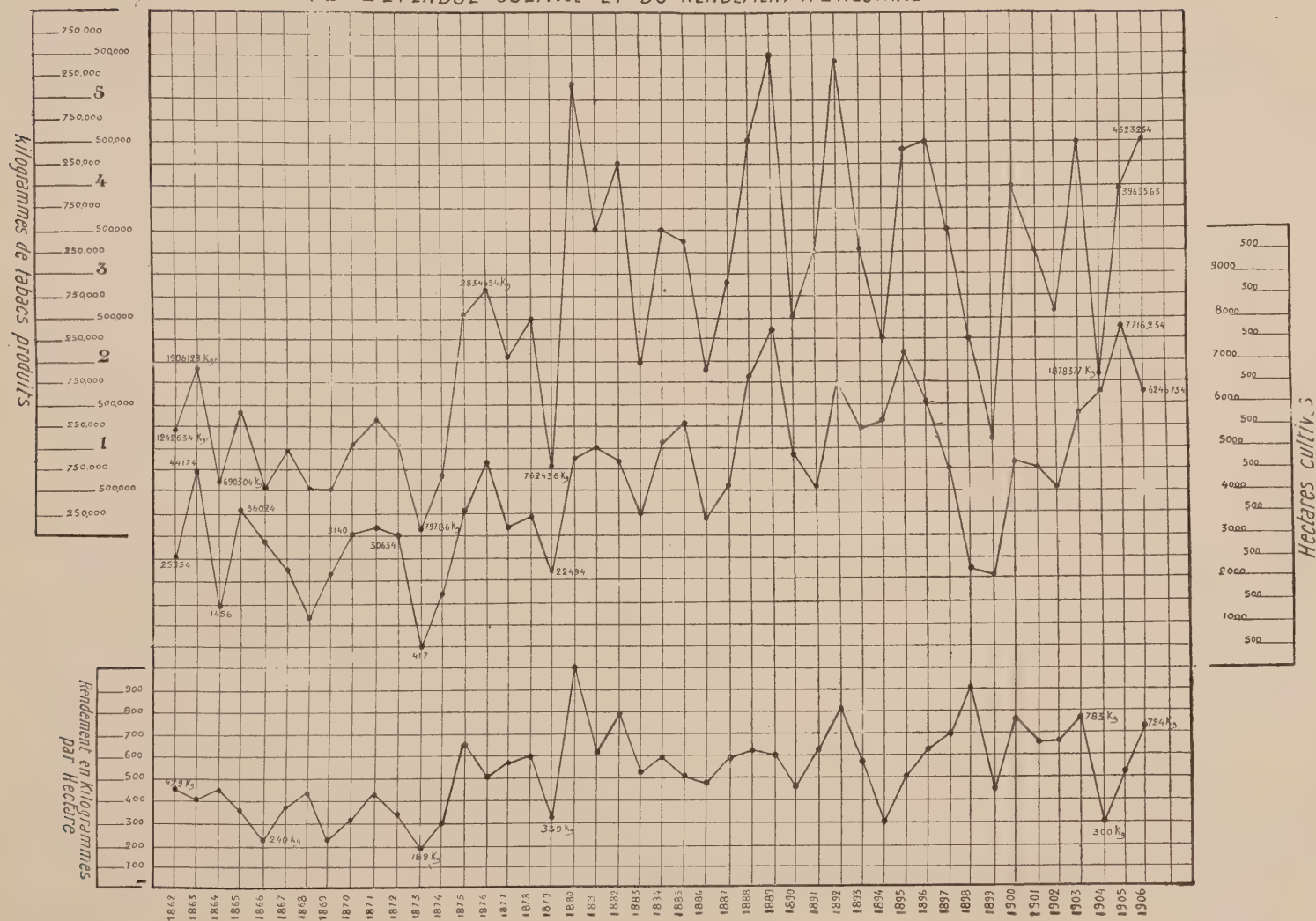


TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Régimes passés

Chapitre Premier. — Notions sur le régime économique et financier antérieur à 1864.	1
Chapitre II. — La période de 1864 à 1872	9
Chapitre III. — La période de 1872 à 1881	28

DEUXIÈME PARTIE

L'organisation actuelle du Monopole.

Chapitre Premier. — Les approvisionnements de la Régie Roumaine	53
A. La culture indigène	53
I. Réglementation de la culture	54
a) Obligations de l'Etat vis-à-vis des planteurs.	58
b) Obligations des planteurs envers l'Etat	62
c) Mesures de contrôle et surveillance.	63
d) Surveillance de la culture	65
e) Culture pour l'exportation.	67
II. Le fonds pour l'amélioration de la culture du tabac, les secours et l'assurance	70
III. Le personnel de la culture et des magasins	72
IV. De la culture du tabac, de son caractère, ce qu'elle rapporte, l'augmentation du nombre de planteurs	83
Demotriu	12

TABACS VENDUS PAR LA REGIE du 7 AVRIL 1879 au 31 MARS 1907

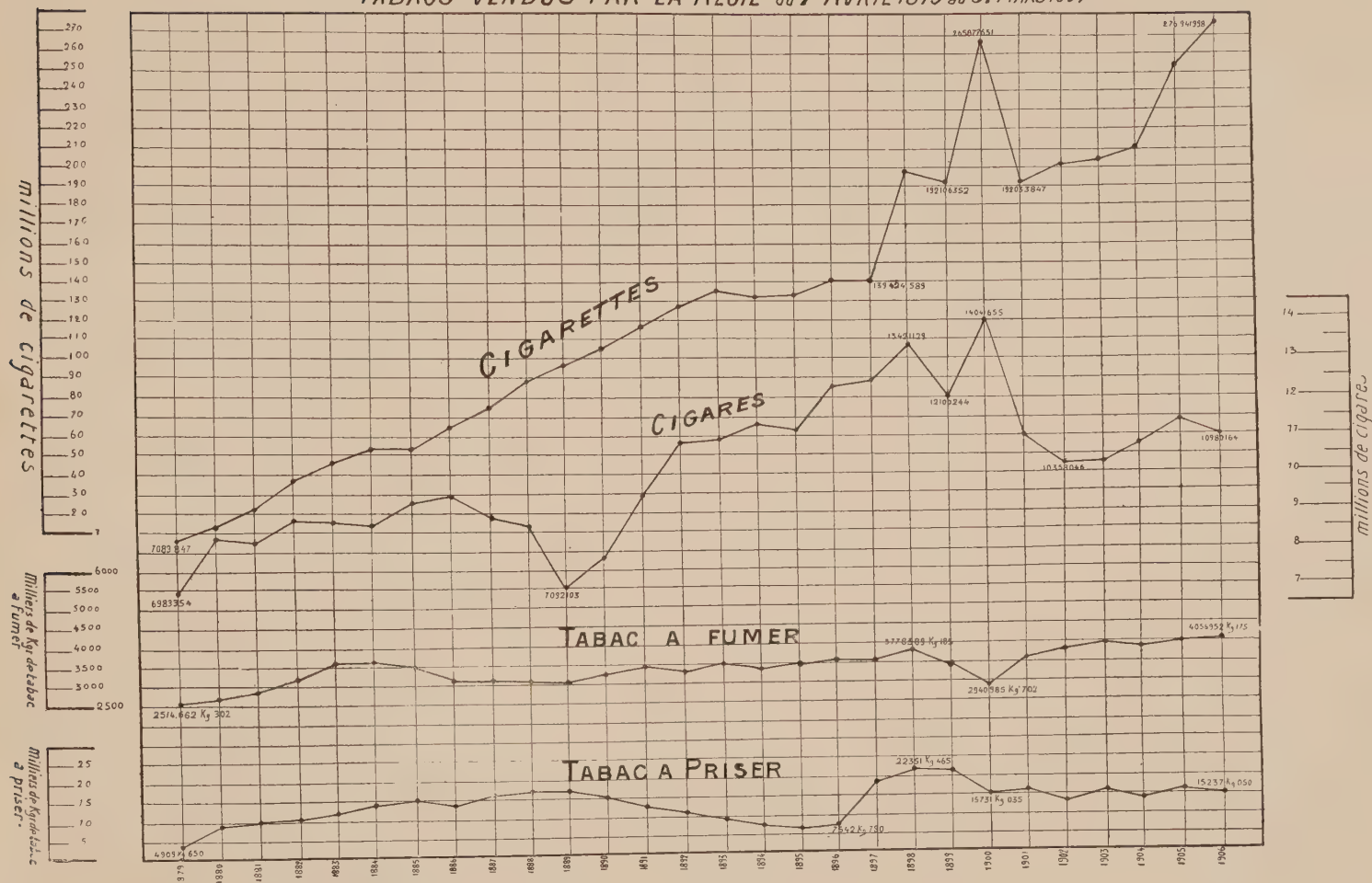


TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Régimes passés

Chapitre Premier. — Notions sur le régime économique et financier antérieur à 1864.	1
Chapitre II. — La période de 1864 à 1872	9
Chapitre III. — La période de 1872 à 1884	28

DEUXIÈME PARTIE

L'organisation actuelle du Monopole.

Chapitre Premier. — Les approvisionnements de la Régie Roumaine	53
A. La culture indigène	53
I. Réglementation de la culture	54
a) Obligations de l'Etat vis-à-vis des planteurs.	58
b) Obligations des planteurs envers l'Etat	62
c) Mesures de contrôle et surveillance.	63
d) Surveillance de la culture	65
e) Culture pour l'exportation.	67
II. Le fonds pour l'amélioration de la culture du tabac, les secours et l'assurance	70
III. Le personnel de la culture et des magasins	72
IV. De la culture du tabac, de son caractère, ce qu'elle rapporte, l'augmentation du nombre de planteurs	83
Demetriu	12

TABLEAU DES RECETTES DÉPENSES ET BÉNÉFICES

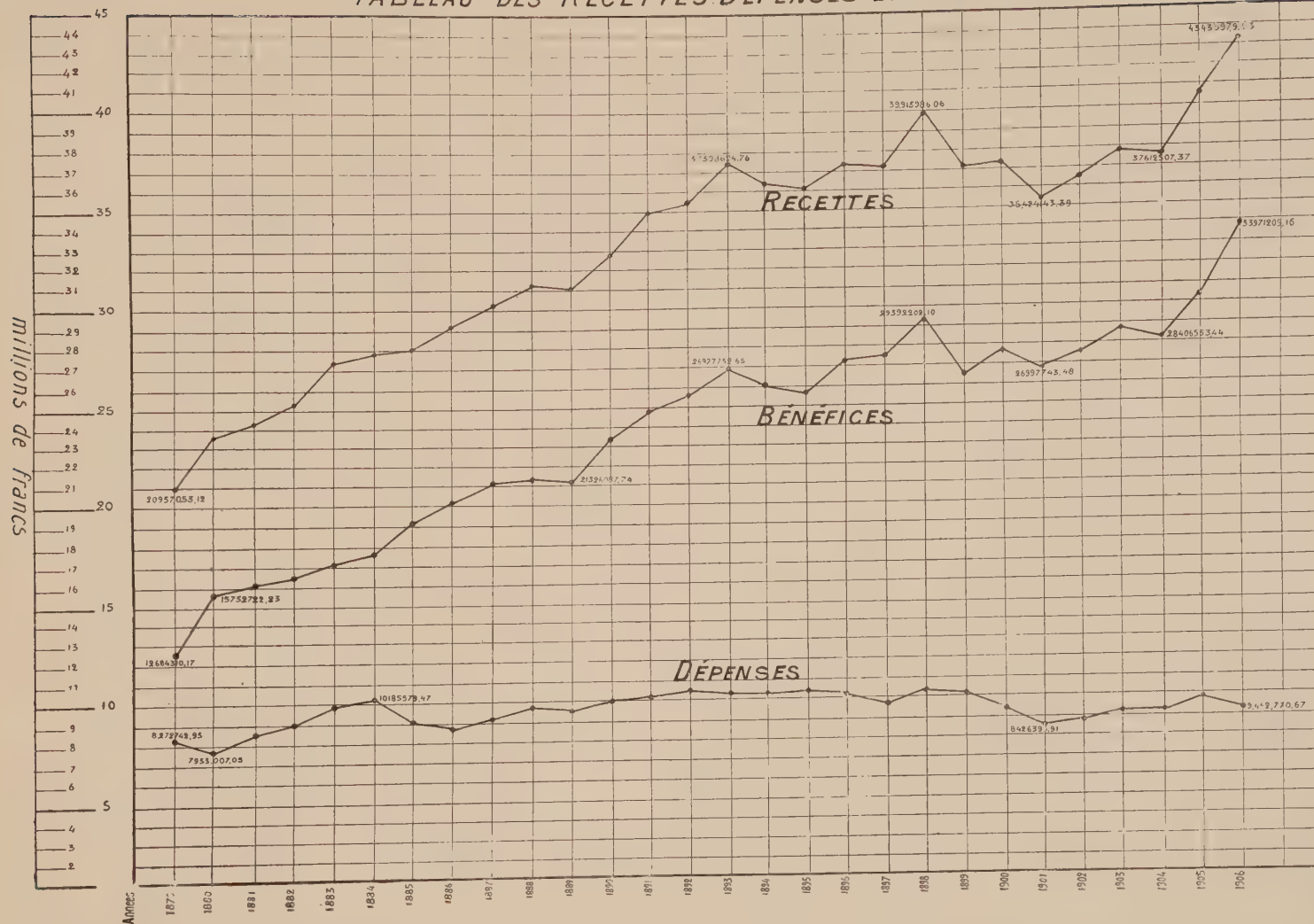


TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Régimes passés

Chapitre Premier. — Notions sur le régime économique et financier antérieur à 1864.	4
Chapitre II. — La période de 1864 à 1872	9
Chapitre III. — La période de 1872 à 1884	28

DEUXIÈME PARTIE

L'organisation actuelle du Monopole.

Chapitre Premier. — Les approvisionnements de la Régie Roumaine	53
A. La culture indigène	53
I. Réglementation de la culture	54
a) Obligations de l'Etat vis-à-vis des planteurs.	58
b) Obligations des planteurs envers l'Etat	62
c) Mesures de contrôle et surveillance.	63
d) Surveillance de la culture	65
e) Culture pour l'exportation.	67
II. Le fonds pour l'amélioration de la culture du tabac, les secours et l'assurance	70
III. Le personnel de la culture et des magasins	72
IV. De la culture du tabac, de son caractère, ce qu'elle rapporte, l'augmentation du nombre de planteurs	83
Demetriu	12

B. L'achat du tabac étranger	92
Chapitre II. — La fabrication des produits de la régie et le régime des manufactures de tabac	100
I. Le personnel	103
a) Les fonctionnaires	104
b) Les ouvriers	106
II. De l'organisation et de la division du travail dans les manufactures de l'Etat	114
III. Le mode de rémunération et le prix de la main-d'œuvre dans les manufacture des l'Etat	117
a) Mode de rémunération	118
b) Le taux du salaire	120
c) La base du salaire	122
Chapitre III. — La vente	124
I. Les différentes sortes de produits vendus par la régie	124
a) Produits destinés à la consommation intérieure	124
b) Le tabac pour l'exportation	128
II. Des personnes qui peuvent vendre le tabac	129
a) La vente en Roumanie.	129
b) La vente à l'étranger	132
III. De la fixation des prix dans les industries monopolisées et en particulier dans celle du tabac.	135
IV. Les prix de vente des produits de la Régie	138
Notices statistiques sur la consommation et la vente du tabac en Roumanie.	

TROISIÈME PARTIE

Le Monopole au point de vue industriel et fiscal.	145
I. L'Etat industriel	146
a) L'Etat patron	146
b) L'Etat administrateur	152
c) L'Etat producteur.	159
II. L'impôt sur le tabac au point de vue financier	163

Conclusion	173
Bibliographie	175

Annexes : I. Tableau donnant les chiffres annuels de la production de l'étendue cultivée et du rendement à l'hectare.

II. Tableau donnant les tabacs vendus par la régie.

III. Tableau donnant les chiffres des recettes, dépenses et bénéfices.

